



VOILÀ! NOTRE TÉLÉ-HORAIRE DANS UN NOUVEAU FORMAT PRATIQUE



SPORTS PAGES 1, 3 ET 4

CHAPLEAU EN COULEUR PAUL MARTIN PAGE 15

ACTUEL MAGAZINE NOËL AUX FOURNEAUX AVEC DANIEL VÉZINA



Mon clin d'oeil STÉPHANE LAPORTE «Ma séparation du cabinet ministériel est anticonstitutionnelle!» — Stéphane Dion

AUJOURD'HUI

Table with 2 columns: Category and Page number. Includes sections like Avis et encans, Petites annonces, Animaux, Bridge, Décès, Échecs, Feuilletton, Forum, Grille des mordus, Horaire télévision, Horoscope, Jardinier, Loteries, Mots croisés, Petites annonces, Timbres, Trait d'union.

Météo section with a barcode and the number 6 21924 45678 2.

Advertisement for jetsgo.net featuring a key and a smiley face, with the text '88\$ = ou ?' and 'Prolongée jusqu'au 20 décembre'. Includes the jetsgo logo and website information.



LA PRESSE cyberpresse.ca ARTS ET SPECTACLES CAVALIA : ON AIME BIEN LES CHEVAUX PAGE 1

CAHIER PLUS : TOUT SUR LE NOUVEAU CABINET MARTIN Le 21^e premier ministre du Canada: seigneur et maître MARTIN ANNONCE UN VENT DE CHANGEMENT

JOËL-DENIS BELLAVANCE OTTAWA — À la tête d'un cabinet largement renouvelé, Paul Martin veut rapidement tourner la page de l'ère Chrétien en imposant à son équipe des objectifs des plus ambitieux : moderniser les programmes sociaux, redonner au pays son influence dans le monde et restaurer la confiance des électeurs envers leur gouvernement. Devenu hier le 21^e premier ministre de l'histoire du pays, M. Martin a aussitôt annoncé une panoplie de mesures qui révolutionneront la manière dont le gouvernement fonctionne à Ottawa, obligeront ses ministres à se soumettre à des exigences plus sévères en matière d'éthique et permettront de rétablir les ponts entre le Canada et les



La prestation de serment de Paul Martin comme premier ministre a réservé des surprises, hier, à Rideau Hall. Un autochtone, Elmer Courchene, a purifié le nouveau chef du gouvernement juste avant la présentation des ministres à la gouverneure générale. Les deux hommes étaient debout sur un tapis rouge, le vieux sage a fait brûler des herbes et répandu la fumée qu'elles dégagent à l'aide d'une plume d'aigle tout autour d'un Paul Martin hilare.

Exit le plan B

VINCENT MARISSAL «sauveur du Canada» soit laissé de côté. Mais Paul Martin en a décidé autrement et, d'un seul coup, il a balayé le «plan B» sous le tapis. On a beaucoup parlé au cours des derniers mois du message d'ouverture que veut envoyer le nouveau premier ministre aux provinces de l'Ouest. On a aussi craint que le Québec perde des plumes dans le nouveau gouvernement. Dans les faits, l'Ouest aura effectivement des voix fortes à Ottawa avec Anne McLellan et Ralph Goodale, mais le message de Paul Martin au Québec est tout aussi explicite : exit le plan B. Pierre Pettigrew est entré en politique en même temps que Stéphane Dion, au lendemain de la quasi-défaite référendaire. Le premier n'a jamais caché son dédain pour la stratégie d'affrontement avec les souverainistes, alors que le second a orchestré avec la bénédiction de Jean Chrétien le fameux plan B, qui a culminé avec l'adoption de la Loi sur la clarté référendaire. Paul Martin, qui n'a jamais été non plus un chaud partisan du plan B, a viré Stéphane Dion et a fait de Pierre Pettigrew

La guerre des pilules gagne en intensité

Pfizer restreint ses ventes de médicaments au Canada

ALEXANDRE SIROIS WASHINGTON — Le Canada n'a pas fini de faire les frais de la grogne suscitée par l'achat, aux États-Unis, de médicaments canadiens. On a appris hier que la compagnie Pfizer restreint dorénavant ses ventes de médicaments aux pharmacies canadiennes. Plus importante compagnie pharmaceutique au monde, Pfizer a fait savoir par lettre à ses distributeurs canadiens qu'ils devraient dorénavant obtenir son approbation pour fournir des médicaments aux pharmacies. Ils doivent aussi dépister les établissements dont les achats excèdent certaines limites. Ces nouvelles règles sont en vigueur depuis jeudi. Pfizer cherche à réduire la quantité de médicaments canadiens qui sont réimportés aux États-Unis, une tactique qui fait de plus en plus d'adeptes chez les Américains, qui profitent ainsi d'importants rabais. Parallèlement à ces restrictions, Pfizer disposerait maintenant d'une liste de pharmacies à qui elle peut carrément refuser de vendre ses produits, a indiqué l'agence Bloomberg, qui précise que des établissements auraient été privés de médicaments en août. La liste noire de Pfizer comporterait déjà 50 pharmacies. En fin de journée hier, on n'avait pu joindre personne aux bureaux de la compagnie à New York et à Montréal pour commenter la décision. Aux États-Unis, l'achat de médicaments d'ordonnance canadiens est en train de devenir un véritable phénomène de société. Cette semaine, la ville de Boston et l'État du New Hampshire ont annoncé qu'ils comptaient permettre à leurs habitants de se procurer leurs médicaments au Canada. Jusqu'ici, seule la ville de Springfield, au Massachusetts, avait osé aller de l'avant avec un plan d'importation de médicaments canadiens, une mesure jugée illégale par la Food and Drug Administration, l'équivalent américain de Santé Canada. Le maire de cette ville, Michael Albano, a dit avoir économisé quelque 600 000 \$ depuis juillet. En raison des politiques de contrôle des prix en vigueur au Canada, les médicaments d'ordonnance peuvent coûter, en moyenne, de 35 % à 40 % moins cher qu'aux États-Unis. Les gouverneurs de l'Illinois, du Wisconsin, de l'Iowa, du Minnesota et du Michigan ont tous fait preuve d'un grand intérêt envers

Small advertisement for jetsgo.net with a key and smiley face icon, and the text '88\$ = ou ?'.

LE CABINET DE PAUL MARTIN

Les piliers du nouveau gouvernement

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Ralph Goodale, Anne McLellan, Pierre Pettigrew, Irwin Cotler, Bill Graham, David Pratt et Reg Alcock seront les piliers du gouvernement que dirigera Paul Martin jusqu'aux prochaines élections, prévues au printemps 2004.

En tant que ministre des Finances, Ralph Goodale devra se mettre rapidement à l'oeuvre afin de déposer son premier budget en février ou en mars, un budget qui sera sans doute à forte saveur électorale.

M. Goodale était ministre des Travaux publics, où il a entrepris un sérieux ménage dans le controversé programme des commandites qui a élaboussé le gouvernement Chrétien pendant deux ans. Il a déjà acquis la réputation d'un homme qui tient les cordons de la bourse très serrés. Il devra composer avec une marge de manoeuvre réduite à cause des nombreuses catastrophes qui ont frappé diverses régions du pays au cours des derniers mois et du ralentissement de l'économie canadienne.

Le grand argentier devra aussi s'habituer à exercer ses nouvelles fonctions sous la haute surveillance de Paul Martin, qui a été ministre des Finances pendant neuf ans avant d'être limogé du cabinet en juin 2002.

Un nouveau ministère

À titre de vice-première ministre, M^{me} McLellan sera le bras droit de Paul Martin aux Communes et devra répondre aux assauts des partis de l'opposition en l'absence du premier ministre. M^{me} McLellan, qui était heureuse de quitter le ministère de la Santé, un poste difficile quand on représente l'Alberta, ne manquera pas de travail, car elle doit veiller à la naissance de son nouveau Ministère, celui de la Sécurité publique et de la Protection civile.

La création de ce ministère, qui se



Ralph Goodale aux Finances et Anne McLellan à la Sécurité publique et à la Protection civile auront fort à faire dans le nouveau gouvernement Martin. À l'arrière-plan, on aperçoit Lucienne Robillard, qui a hérité du ministère de l'Industrie.

PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

veut l'équivalent du Homeland Security aux États-Unis, permettra de rassurer l'administration de George W. Bush, qui réclame depuis les attentats du 11 septembre 2001 un effort plus soutenu du Canada au chapitre de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme.

Titulaire de la Santé et des Affaires intergouvernementales, Pierre Pettigrew aura du pain sur la planche au cours des prochains mois, d'autant plus que Paul Martin veut

tenir une rencontre annuelle fédérale-provinciale afin de lancer une nouvelle ère de collaboration entre Ottawa et les provinces. M. Pettigrew, qui quitte le Commerce international, qui l'amenaient souvent à voyager à l'étranger, sera nettement plus visible au pays, ce qui permettra à Paul Martin de reléguer rapidement le passage de Stéphane Dion, le père de la Loi sur la clarté référendaire, aux pages de l'histoire.

Les attentes à l'endroit du ministre de la Justice, Irwin Cotler, sont déjà élevées. Considéré comme un expert international en matière de droits de la personne, M. Cotler devra maintenant piloter deux épineux dossiers à la place de Martin Cauchon : la reconnaissance des mariages entre conjoints de même sexe et le projet de loi décriminalisant la possession simple de marijuana. Déjà, M. Cotler a ouvert la porte hier à ce que le renvoi du fé-

déral à la Cour suprême du Canada sur les mariages gais comporte une quatrième question, à savoir si la définition traditionnelle du mariage est constitutionnelle ou pas.

Le ministre des Affaires étrangères, Bill Graham, un des rares à conserver son poste à la suite du grand coup de balai de Paul Martin, devra continuer à utiliser tous ses talents de diplomate afin d'épauler le nouveau premier ministre, qui a fait de l'amélioration des relations canado-américaines sa priorité absolue en matière de politique étrangère.

En tant que nouveau ministre de la Défense, David Pratt sera l'un des meilleurs porte-parole des militaires, qui réclament depuis des lunes une majoration du budget alloué aux Forces armées canadiennes. M. Pratt, qui était jusqu'à tout récemment président du comité permanent de la défense de la Chambre des communes, a toujours réclamé une hausse substantielle des dépenses militaires afin d'acheter de meilleurs équipements pour remplacer les vétustes hélicoptères Sea King ou les jeep Iltis. M. Pratt, qui remplace John Manley comme ministre influent de la région d'Ottawa, maîtrise fort bien ses dossiers.

Avant même d'arriver à la tête du Conseil du Trésor, Reg Alcock a déjà la réputation d'être intraitable envers ceux qui dépensent de manière cavalière l'argent des contribuables. M. Alcock a présidé le comité des opérations gouvernementales qui a passé au peigne fin les folles dépenses de l'ancien commissaire à la vie privée, George Radwanski, lequel a démissionné l'été dernier dans la plus grande controverse. M. Alcock a un franc-parler qui fait déjà frémir les fonctionnaires au Conseil du Trésor. Il doit mener un examen approfondi de tous les programmes et toutes les dépenses du gouvernement afin d'évaluer ce qui peut être éliminé et soumettre un rapport à Paul Martin à l'automne 2004.

L'opposition fait une mise garde contre la « nouvelle approche » Martin

ISABELLE RODRIGUE
PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Les partis de l'opposition ont été prompts, hier, à dénoncer le nouveau Conseil des ministres et la « nouvelle approche » promise par Paul Martin, exhortant la population à ne pas se laisser bernier.

Selon le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, les changements annoncés par le nouveau premier ministre démontrent une « insen-

sibilité et une banalisation envers le Québec » sur divers plans et ne sont que des apparences de changements.

Le programme de M. Martin, qui veut agir aux plans municipal et social de même que dans la santé et dans l'éducation, fait craindre le pire à M. Duceppe. « Dans ces domaines, non seulement le mouvement souverainiste mais l'ensemble de l'Assemblée nationale » se sont déclarés contre les empiétements sur les champs de compé-

tence provinciale, a souligné M. Duceppe, qui critique également le peu de ministres bilingues au cabinet.

Le Bloc s'inquiète aussi du rapprochement du Canada avec les États-Unis sous un gouvernement Martin. Le choix de David Pratt comme ministre de la Défense est une preuve des conséquences qu'un tel rapprochement pourrait avoir. M. Pratt favorisait une intervention militaire en Irak alors que la majorité des Québécois était

contre la guerre, rappelle M. Duceppe.

Ce rapprochement avec le voisin du Sud n'inquiète pas le chef de l'Alliance canadienne, Stephen Harper, qui se dit peu impressionné par les choix de M. Martin, qui a conservé plusieurs ministres de l'administration Chrétien.

« Ce n'est pas un véritable changement et cela ne représente pas une grande différence avec la façon dont Jean Chrétien a agi par le passé », a fait valoir M. Harper,

qui accuse M. Martin de trop centraliser les pouvoirs entre ses mains et son bureau. Les modifications de structure, selon M. Harper, ne sont qu'une illusion pour faire oublier tous les scandales et les autres problèmes qui ont affligé les libéraux aux cours des 10 dernières années, alors que M. Martin était ministre des Finances.

De son côté, le chef du NPD, Jack Layton, invite la population à se fier plus aux actions qu'au discours de M. Martin. « Si vous voulez savoir ce que Paul Martin fera au cours des mois à venir, vous n'avez qu'à regarder ce qu'il a fait au cours des années antérieures », a déclaré M. Layton.

Les choix de M. Martin dans la composition de son cabinet démontrent de plus un « glissement vers la droite », a ajouté le chef néo-démocrate.

Du neuf avec du vieux

PLAN B suite de la page A1

son homme fort au Québec.

La vie politique est souvent bien cruelle : les partisans du plan A, qui rentrent aujourd'hui en grâce, ne verseront pas une larme sur le sort de Stéphane Dion, même si, en définitive, ils sont très heureux que celui-ci se soit chargé de mettre la Loi sur la clarté référendaire dans les pattes des souverainistes.

Logiquement, Paul Martin ne pouvait garder dans son cabinet le symbole de la ligne dure envers le Québec tout en prêchant une nou-

jamais été aussi fortement représentée au cabinet fédéral. Un peu trop, même, au goût de certains députés libéraux du Québec, qui reprochent déjà à leur nouveau chef cet affaiblissement de l'aile fédéraliste.

Pierre Pettigrew a été chef de cabinet de Claude Ryan ; M^{mes} Frulla et Robillard ont été ministres de Robert Bourassa et de Daniel Johnson, à qui s'ajoutent trois autres anciens députés libéraux du Québec identifiés eux aussi à l'aile nationaliste et qui ont été nommés hier secrétaires parlementai-

Sheila Copps, la seule de ses adversaires à la direction à se retrouver le bec à l'eau. Selon l'entourage de Paul Martin, c'est M^{me} Copps elle-même qui a fermé la porte en avisant son chef qu'il était inutile de lui offrir quoi que ce soit à l'extérieur du gouvernement puisqu'elle entend se représenter dans sa circonscription. Mais elle aussi devra se battre à l'assemblée d'investiture, ce qui n'est pas très bon pour l'image d'un nouveau premier ministre qui affirme vouloir faire plus de place aux femmes dans son parti.

Sheila Copps n'est pas le seul ministre chevronné du cabinet Chrétien qui ait sauté : 13 autres de ses collègues ont subi le même sort.

Cela donne l'impression d'un grand coup de balai, mais, dans les faits, Paul Martin a surtout réussi à faire du neuf avec du vieux. En regardant la liste qui nous a été remise hier, on constate que les 14 premiers noms figuraient déjà dans le gouvernement Chrétien, ce qui veut dire que les ministres que l'on entendra au cours des prochains mois sont bien connus : Anne McLellan, Ralph Goodale, Pierre Pettigrew, Lucienne Robillard, Denis Coderre et Bill Graham, pour ne nommer que ceux-là.

Paul Martin n'avait pas vraiment le choix, les vedettes n'arriveront qu'aux prochaines élections. En attendant, il ne peut donner trop de glace à des recrues qui risquent de se casser la gueule à moins de six mois des prochaines élections.



À partir de 3 700 \$
jusqu'à 47 500 \$

Tank[®] Divan **Cartier**

Dépositaire Cartier

Célébrons 25 ans
d'excellence**CHÂTEAU D'IVOIRE**

2020, rue de la Montagne • (514) 845-4651

©2002 Cartier Inc.

318288

LE CABINET DE PAUL MARTIN

Le nouveau conseil des ministres

PAUL MARTIN
Premier ministre

À l'âge de 65 ans, Paul Martin réalise enfin son vieux rêve en devenant le 21^e premier ministre du pays. Député de la circonscription de LaSalle-Émard depuis 1988, il a fait partie des candidats en lice lors de la course à la direction du Parti libéral du Canada en 1990. Lorsque le PLC de Jean Chrétien a pris le pouvoir en 1993, il a été nommé ministre des Finances, poste qu'il a occupé jusqu'en juin 2002. Paul Martin est diplômé de l'école de droit de l'Université de Toronto. Il a auparavant mené une brillante carrière dans le milieu de la finance; il a notamment travaillé chez Power Corporation et a été président de la Canada Steamship Lines.



ANNE McLELLAN
Vice-premier ministre et ministre de la Sécurité intérieure

Anne McLellan, 53 ans, ne pouvait remporter une élection par un vote plus serré (une voix de plus que le candidat du Parti réformiste Richard Kayler) au scrutin du 25 octobre 1993. Depuis, cet ancien professeur de droit constitutionnel à l'Université d'Alberta représente les électeurs d'Edmonton-Ouest et a détenu plusieurs portefeuilles ministériels : Énergie, Mines et Ressources, Forêts, Justice et la Santé.

DÉFIS

Le nouveau vice-premier ministre devra d'abord se concentrer sur la formation du tout nouveau ministère de la Sécurité, qui chapeautera les services de renseignement et la GRC. Mme McLellan sera responsable des échanges de renseignements de sécurité avec les États-Unis — un dossier ultradélicat. Mais son premier défi sera de réussir à se faire réélire dans sa circonscription albertaine où elle avait remporté son siège de justesse.

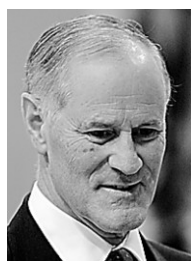


RALPH GOODALE
Ministre des Finances

C'est à Ralph Goodale que Jean Chrétien a confié la tâche de faire le ménage aux Travaux publics et aux Services gouvernementaux à la suite du scandale des commandites. Âgé de 54 ans, ce dernier a de la ténacité. Rare représentant libéral de la Saskatchewan aux Communes, il a détenu plusieurs portefeuilles de ministre.

DÉFIS

1. Maintenir l'équilibre budgétaire malgré le ralentissement économique et les nombreuses catastrophes coûteuses qui ont frappé diverses régions du pays.
2. Mener une révision des programmes jugés moins essentiels afin de réaliser des économies qui serviront à financer d'autres initiatives plus importantes.
3. Respecter la promesse de verser deux milliards de dollars aux provinces d'ici la fin septembre pour financer les soins de santé.



BILL GRAHAM
Ministre des Affaires étrangères

Natif de Montréal et élevé à Vancouver, Bill Graham, un avocat de 64 ans, a entamé en 1993 une carrière politique sous le signe des relations internationales. De 1995 à 2002, il a occupé le poste de président du Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international aux Communes. Depuis janvier 2002, il tient les rênes des Affaires étrangères, et garde une certaine indépendance à l'égard de Washington.

DÉFIS

1. Améliorer les relations entre le Canada et les États-Unis après le froid causé par le refus du gouvernement Chrétien de participer aux efforts de guerre américains en Irak.
2. Défendre la souveraineté du pays dans l'ère de la mondialisation dominée par les Américains.



PIERRE PETTIGREW ✪
Ministre de la Santé, des Affaires intergouvernementales et lieutenant du Québec

Pierre Pettigrew, 52 ans, a tenté de se faire élire en 1984 dans Kamouraska—Rivière-du-Loup. Ce n'est cependant qu'en 1996 qu'il a fait le saut à Ottawa. Il est nommé à la tête de Développement et Ressources humaines après qu'il ait remporté l'élection partielle dans la circonscription de Papineau—Saint-Michel. Depuis 1999, ce grand voyageur est ministre du Commerce international.

DÉFIS

1. Donner suite au rapport Romanow sur l'avenir des soins de santé au pays en créant notamment un Conseil national de la santé et en s'attaquant aux longues listes d'attente de concert avec les provinces.
2. Mettre fin à l'ère de confrontation entre Ottawa et les provinces.
3. Convaincre les provinces d'accepter que le fédéral conclue un nouveau pacte financier avec les municipalités afin de les aider à financer des projets d'infrastructures.



DAVID PRATT
Ministre de la Défense

Originaire d'Ottawa, David Pratt, agent de relations publiques et écrivain de 48 ans, a été membre de plusieurs comités liés à la Défense et aux Anciens Combattants depuis sa première élection, en 1997. En avril 2001, John Manley lui a confié le poste d'envoyé spécial du Canada en Sierra Leone.

DÉFIS

1. Remonter le moral des Forces armées qui demeurent mal équipées pour mener à bien les missions que le gouvernement leur confie à l'étranger et recruter de nouveaux soldats.
2. Remplacer les équipements désuets tels que les hélicoptères Sea King et les Jeep Iltis.
3. Participer aux négociations avec les États-Unis visant à construire un bouclier antimissile au-dessus du continent nord-américain.



IRWIN COTLER ✪
Ministre de la Justice

Né à Montréal en 1940, Irwin Cotler est diplômé de droit de l'Université McGill, où il a aussi été professeur. Champion défenseur des droits de la personne et de la liberté d'expression, M. Cotler se bat depuis toujours contre le racisme. Partisan du mouvement pour le contrôle des armes, il a participé aux négociations pour la paix au Moyen-Orient. Luttant contre l'impunité, M. Cotler se bat depuis longtemps pour que les criminels de guerre nazis, de même que ceux du Rwanda ou de l'ex-Yougoslavie, paient pour leur barbarie. Élu en 1999 lors d'une élection partielle dans Mont-Royal, il a été réélu lors des élections générales de l'année suivante, décrochant chaque fois le pourcentage de voix le plus élevé du pays.

DÉFIS

Le ministre Irwin Cotler héritera des deux *patates chaudes* de son prédécesseur: les mariages gais et la décriminalisation de la marijuana. Il devra aussi se pencher sur l'avenir des superprocès et veiller sur l'application des lois antiterroristes.

À LIRE AUSSI

CAHIER PLUS

8 pages sur le nouveau cabinet Martin

FORUM

L'éditorial d'André Pratte. Un texte de Hugh Segal, président de l'Institut de recherche en politiques publiques : Les défis de Paul Martin

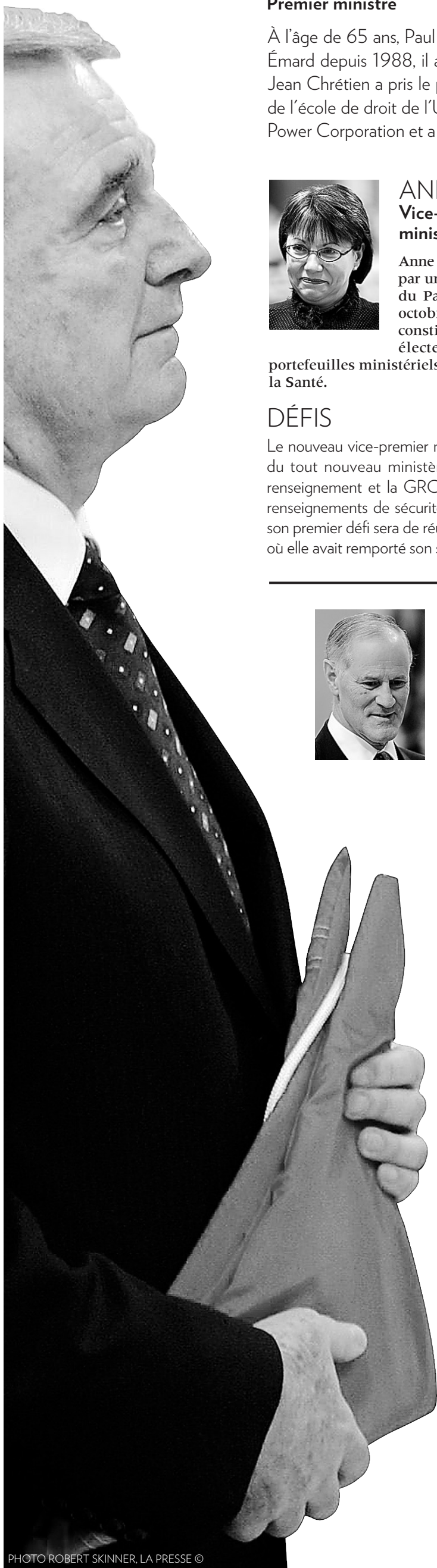
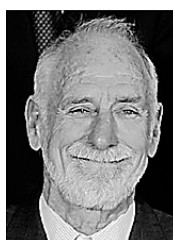


PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE ©



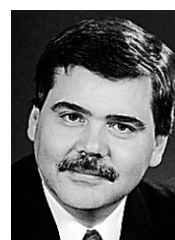
DAVID ANDERSON
Ministre de l'Environnement



LUCIENNE ROBILLARD ✪
Ministre de l'Industrie



JIM SCOTT PETERSON
Ministre du Commerce international



ANDY MITCHELL
Ministre des Affaires indiennes



CLAUDETTE BRADSHAW
Ministre du Travail



DENIS CODERRE ✪
Président du Conseil privé et ministre responsable de la Francophonie



REY D. PAGTAKHAN
Ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien



JOHN McCALLUM
Ministre des Anciens Combattants



STEPHEN OWEN
Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux



LIZA FRULLA ✪
Ministre du Développement social



JOSEPH McGUIRE
Ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique



STAN KARMIERCZAK KEYES
Ministre du Revenu national et ministre d'État (Sport)



ROBERT SPELLER
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire



JOSEPH VOLPE
Ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences



REG ALCOCK
Ministre responsable de la Commission canadienne du blé



GEOFF REGAN
Ministre des Pêches et des Océans



TONY VALERI
Ministre des Transports



JACQUES SAADA ✪
Ministre responsable de la Réforme démocratique



JUDY SGRO
Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration



HÉLÈNE SCHERRER ✪
Ministre du Patrimoine canadien



JOHN EFFORD
Ministre des Ressources naturelles



AILEEN CARROLL
Ministre de la Coopération internationale

LE CABINET DE PAUL MARTIN

La dernière journée de Chrétien

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Ce n'était pas un matin comme les autres pour Jean Chrétien, du moins pas de ceux qu'il a connus depuis 10 ans. Il venait de passer sa dernière nuit à la résidence officielle du 24, Sussex Drive.

Pour lui et Aline, sa femme, le moment était lourd de souvenirs et empreint de nostalgie. Dehors, la rivière des Outaouais resplendissait sous un soleil éclatant. Leur petit-fils, leur fille et leur gendre étaient venus passer la nuit avec eux, question sans doute de rendre plus léger le petit cérémonial qui allait redonner à Jean Chrétien la qualité de simple citoyen. On ne quitte pas 10 années de pouvoir quasi absolu et 40 ans de vie publique sans un petit pincement au coeur.

La petite troupe a pris le petit-déjeuner en famille, le dernier préparé par la figure familière du cuisinier, celui-là même qui, voilà 13 ans, en-

On ne quitte pas 10 années de pouvoir quasi absolu et 40 ans de vie publique sans un petit pincement au coeur.

trait au service de la famille Chrétien à Stornoway, lorsque le député de Saint-Maurice devint chef de l'opposition officielle.

La maison avait été vidée les jours précédents des objets personnels, sculptures, tableaux, livres. Aline Chrétien s'était chargée elle-même, au volant de sa nouvelle Jeep Liberty, de transporter soigneusement ces trésors personnels au nouveau condominium de 720 000 \$ acheté rue Dufferin, à Ottawa. Jean Chrétien laisse cependant dernière lui, avec regret, un tableau de Kriehoff qui est la propriété de l'État et qu'il affectionne particulièrement. Il s'agit d'une représentation d'une chute de

la petite rivière Shawinigan, là où Jean Chrétien allait en canot dans sa jeunesse, a-t-il confié à *La Presse* dans une entrevue récente.

Ce qui s'est passé par la suite fut un peu plus difficile pour Aline et Jean Chrétien. Avant de sortir de la cossue résidence de 34 pièces pour la dernière fois, il a fallu passer par le grand hall, où les attendait le personnel. Il y avait justement le chef cuisinier, le personnel d'entretien, celui de la sécurité, tout le petit monde qui s'est affairé à dorloter et à protéger les Chrétien depuis déjà bien des années. Ce fut un moment plein d'émotion. La majorité de ces personnes travaillaient dans cette maison depuis plus de cinq ans. Des larmes ont coulé.

Dans le clair et froid matin de ce 12 décembre 2003, à 9 h 04, Jean et Aline Chrétien sont sortis du 24, Sussex Drive. Ils ont mis la clé sous le paillason et ils sont montés pour la dernière dans la limousine du premier ministre. Moins d'une minute plus tard, ils franchissaient la barrière du parc de Rideau Hall, la résidence officielle de la gouverneure générale.

Jean Chrétien a alors officiellement remis sa démission à Adrienne Clarkson. La gouverneure générale et son mari, John Ralston Saul, se sont entretenus seuls dans une pièce avec le couple Chrétien. Les quatre se sont quittés « les yeux pleins d'eau », nous a confié un collaborateur de M. Chrétien.

À 9 h 26, les Chrétien sont sortis de Rideau Hall et se sont rendus à pied à leur nouvel appartement, à moins de cinq minutes de là. Le 20^e premier ministre du Canada semblait heureux de sa liberté nouvelle. Lui et sa femme se sont arrêtés rue Dufferin pour saluer leurs nouveaux voisins et faire un brin de causette.

Avant 10 h, Jean Chrétien refermait la porte sur sa nouvelle vie privée. De l'extérieur, on a tout de même entendu sauter un bouchon de champagne.



À 9h04, hier, Jean et Aline Chrétien ont mis la clé sous le paillason du 24, Sussex Drive, pour regagner la vie civile.

PHOTO ROBERT SKINNER. LA PRESSE ©

Un superministère pour assurer la sécurité des Canadiens

KARIM BENESSAIEH

Dans un geste manifestement destiné à rassurer les Américains, le gouvernement Martin a annoncé la création d'un superministère, celui de la Sécurité publique et de la Protection civile. C'est la vice-première ministre, Anne McLellan, qui sera à la tête de cet organisme tentaculaire issu de la fusion ou de la création d'une dizaine d'agences ou de services gouvernementaux, comme la Gendarmerie royale du Canada ou la toute nouvelle Agence des services frontaliers du Canada.

« Nous avons un certain nombre de services dans le gouvernement qui gèrent la sécurité ou les opérations d'urgence, ou d'autres formes de cri-

ses, du SRAS aux pannes électriques majeures, aux ouragans et incendies de forêts, a expliqué M^{me} McLellan. Nous voulons mettre toutes les pièces ensemble, travailler dans toutes les parties du gouvernement et intégrer tous les morceaux. »

Il ne s'agit pas de reprocher au gouvernement précédent son action ou son inaction en matière de sécurité, a tenu à préciser le numéro 2 du gouvernement Martin. « Il ne s'agit pas de définir ce qui a été mal fait dans le passé, mais de savoir comment on peut maintenant avancer, comment on peut mieux faire. »

Le Ministère absorbera notamment le portefeuille du solliciteur général, dont relève la GRC, et enlèvera au ministère de la Défense le Bureau de la protection des infrastructures es-

sentielles et de la protection civile. Le Conseil national de prévention du crime se retrouvera également sous les ordres de la vice-première ministre.

Mais c'est surtout au chapitre de la création de nouvelles agences que ce nouveau ministère se distingue. D'abord, on veut créer une agence des services frontaliers, qui aura notamment pour tâche de mettre sur pied la fameuse « frontière intelligente ». On veut du même souffle réformer le processus d'attribution du droit d'asile afin d'en faire un système « rationalisé et plus prévisible ». La politique d'immigration restera cependant du ressort de Citoyenneté et Immigration du Canada.

Un mécanisme d'examen indépendant des activités de la GRC en ma-

tière de sécurité sera mis sur pied, et un tout nouveau conseiller spécial à la sécurité nationale relèvera exclusivement du premier ministre. Ce conseiller sera personnellement chargé d'intégrer les activités de renseignement, d'évaluer les menaces qui planent sur le pays et d'aider à mettre en oeuvre une « politique intégrée de sécurité nationale et d'intervention en cas d'urgence ».

En outre, deux nouveaux comités verront le jour. Un comité du cabinet, présidé par M^{me} McLellan, sera chargé de gérer les questions de sécurité et de renseignement et coordonnera la réponse aux situations d'urgence. Un comité permanent des Communes sera également mis sur pied. Fait exceptionnel, ses membres seront assermentés à titre de conseillers privés, comme les ministres, afin de pouvoir être mis au fait de questions de sécurité nationale.

« Il n'y a pas de plus grande obligation, de plus grande responsabilité pour un gouvernement que d'assurer la sécurité des gens qui vivent dans le pays, a déclaré la vice-première ministre McLellan. C'est ce dont il est question dans ce ministère. »

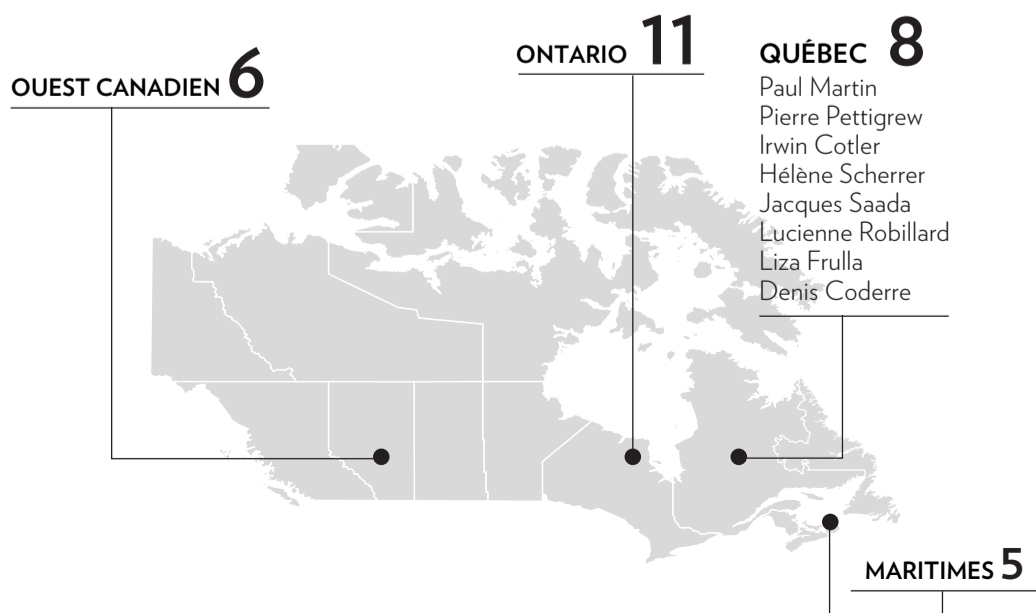
Washington salue l'arrivée de Martin

ALEXANDRE SIROIS

WASHINGTON — La Maison-Blanche a officiellement souhaité la bienvenue hier au premier ministre canadien Paul Martin. « Le président Bush a vraiment très hâte de travailler avec le premier ministre Martin », a déclaré le porte-parole Scott McClellan au cours de son point de presse quotidien, à l'heure du midi.

« Le président lui souhaite bonne chance dans son nouveau poste et je suis sûr que la bonne relation que les États-Unis ont avec le Canada est une base solide sur laquelle ils auront l'occasion de bâtir. Et s'il y a des questions dont il veut discuter avec le président, il est prêt », a ajouté M. McClellan, questionné sur l'exclusion des entreprises canadiennes du processus d'attribution des contrats majeurs pour la reconstruction de l'Irak.

MINISTRES PAR RÉGION



LE CABINET EN CHIFFRES

2 Ministres du cabinet Chrétien ont bénéficié d'une importante promotion. Il s'agit d'Anne McLellan, anciennement à la Santé, devenue vice-première ministre, et de Pierre Pettigrew, qui a hérité de la double tâche de la Santé et des Relations intergouvernementales.

3 Nombre de ministres qui ont conservé leur portefeuille. Il s'agit de David Anderson à l'Environnement, de Claudette Bradshaw au Travail et de Bill Graham aux Affaires extérieures.

6 Le nombre de ministres issus de l'Ouest canadien. Ils étaient cinq sous Jean Chrétien.

8 Nombre de ministres Québécois dans le nouveau gouvernement, y compris Paul Martin. Le gouvernement Chrétien comptait cinq ministres issus du Québec, plus le premier ministre.

23 Le nombre de ministres qui se sont fait montrer la porte. Parmi les visages les plus connus: Sheila Copps, John Manley, Allan Rock, Martin Cauchon et Stéphane Dion.

39 Nombre de ministres du cabinet Martin, si on inclut le premier ministre lui-même.

15 Le nombre de ministres du gouvernement Chrétien qui ont survécu au changement de garde.



PIERRE FOGLIA

Le modèle français

C'est une très bonne nouvelle qui nous vient de France. Vous savez, ce pays de nuls, d'arriérés, de syndicalistes, de gauchistes, de, excusez, je m'étrangle

(le pointillé, c'est pour vous permettre d'exprimer votre propre francophilie. Allez-y, ça fait du bien, c'est pas honteux ni raciste, c'est pas du tout comme être anti-américain. Être anti-français, cela est permis (surtout ici), cela va de soi, ces petites grenouilles nostalgiques et républicaines sont tellement ridicules, tellement inaptes à la modernité, vous auriez tort de vous priver.)

Reste que, parfois, ne vous en déplaie, il arrive encore aux Français de montrer la voie au reste du monde. Exactement comme au XVIII^e siècle, quand Montesquieu et Voltaire, et Diderot et Buffon (mais aussi Newton en Angleterre et Kant en Allemagne) faisaient triompher un rationalisme assez éblouissant pour que l'on nommât leur siècle celui des *Lumières*. Ils croyaient que la raison, plus que les dieux, pouvait mener l'humanité à la sagesse.

On dirait bien que c'est le même esprit lumineux qui a inspiré la loi sur la laïcité que les Français vont se donner.

La France s'apprête à interdire le voile islamique à l'école publique, tout comme la kippa des juifs, tout comme les grandes croix des charismatiques. Les 20 membres de la commission chargée de réfléchir sur la question très explosive du prosélytisme religieux à l'école — juste pour mémoire, il y a plus de 3 millions de musulmans en France —, les 20 membres sont unanimes à recommander une nouvelle loi sur la laïcité qui bannira les signes religieux ostentatoires. Ça, c'est la bonne nouvelle. La très bonne nouvelle, c'est que tant la communauté juive (par la voix de quelques grands rabbins) que les organisations musulmanes et le recteur de la mosquée de Paris ont déjà affirmé qu'ils ne s'opposeraient pas à cette loi. Même les organisations juives ou arabes les plus pratiquantes ne sont pas montées aux barricades et ont félicité cette commission des sages de suggérer que les fêtes du Yom Kippour et d'Aït El Kebir soient désormais chômées.

N'en déplaisent aux hystériques du multiculturalisme et aux curés de l'école fourre-tout, il est des retours en arrière qui sont comme un grand pas en avant. Péguy était plus moderne au début de l'autre siècle que les parents qui envoient aujourd'hui leurs enfants à l'école avec un kirpan ou un voile. Péguy disait en 1902 que les enfants devaient entrer à l'école en laissant à la porte leurs parents et leurs dieux, on allait leur présenter à l'intérieur des gens autrement plus intéressants : des poètes, des philosophes et des savants.

Le jour où nous parvenait cette très bonne nouvelle de France nous parvenait d'Ontario (Canada) une autre nouvelle à caractère religieux, qui allait, celle-là, à contresens de la première, illustrant jusqu'à l'absurde les dérives du multi-n'importe-quoi qui fait la fierté de notre beau et grand Canada. Croiriez-vous que des musulmans canadiens travaillent actuellement à mettre en place en Ontario un tribunal judiciaire fondé sur la charia? Prétendent-ils pour arbitrer les conflits matrimoniaux entre musulmans! Le plus fou de tout ça, c'est que la loi ontarienne permet ce genre de médiation!

Deux nouvelles qui nous révèlent deux attitudes complètement opposées dans deux sociétés pourtant toutes deux garantes du droit.

La différence, c'est que l'une fixe les frontières d'un espace public — école, justice — où, en aucun cas, la règle commune ne pourrait s'accommoder de la charia. Où ni la justice ni l'éducation ne pourraient être confiées en sous-traitance à quelque communauté religieuse que ce soit.

L'autre société, c'est la nôtre. Un État de droit, mais, si j'ose me contredire, de droit sans l'État! Le droit de faire n'importe quoi ou presque dans l'État au nom de la diversité. Le genre de société où l'on s'autorise par exemple à se poser l'abominable question de l'excision. Je ne vous parle pas de l'excision de force. Je vous parle de gamines qui demandent elles-mêmes l'ablation de leur clitoris parce que c'est ce qu'il faut faire pour être considérées comme des femmes dans leur culture. Ben quoi, c'est leur droit à la différence! Nous sommes si bien hypnotisés par ces sacro-saintes différences qu'un juge d'ici a pu montrer de la clémence à un violeur musul-

man parce qu'il croyait que, dans la culture musulmane, les beaux-pères avaient le droit de sodomiser la fille de leur nouvelle épouse. Vous vous souvenez de celle-là? Plus récemment, un avocat de Québec a avancé qu'il était dans la culture des Haïtiens de prostituer leurs petites copines. On en a bien ri, mais supposez que, au procès, cet avocat tombe sur le juge dont je parlais à l'instant, si ouvert aux différences culturelles et religieuses?

Ces diversités, qui rendent gaga huit Canadiens sur 10, sont une richesse lorsqu'elles finissent par se fusionner dans un espace commun (et ultimement une culture commune). Quand cet espace est mal délimité, quand il n'est pas résolument laïque, c'est toujours le bordel, la confusion, une source d'aberrations comme le voile, le kirpan ou comme ce tribunal islamique que prétendent se bricoler, *on the side* de la loi ontarienne mais tout à fait légalement, quelques imams qui se servent de la Charte des droits et libertés pour imposer une loi coranique... qui restreint les droits et les libertés, notamment des femmes.

Vers un tribunal islamique... canadien

LAURA-JULIE PERREAULT

Le multiculturalisme se vit bien différemment des deux côtés de l'Atlantique. Pendant que la France bannit des le voile islamique et tous les signes religieux dans le souci de faire respecter la laïcité par tous, au Canada, un groupe musulman tente de ramener la religion au cœur du droit de la famille.

Depuis plus de cinq ans, un groupe de musulmans de Toronto travaille à établir un tribunal d'arbitrage qui se baserait sur la loi islamique, appelée charia, pour régler des conflits entre musulmans, notamment les différends qui opposent mari et femme.

Pour donner corps à leur projet, qui est d'établir différents tribunaux d'arbitrage à la grandeur du pays, les instigateurs du projet, dont l'avocat retraité Syed Mumtaz Ali, ont consulté d'autres leaders des communautés chiites et sunnites du pays et ont fondé en octobre l'Institut islamique pour la justice civile.

En entrevue avec des journaux torontois, Syed Mumtaz Ali a précisé que le genre d'arbitrage proposé pourrait mener à la résolution de conflits à l'amiable en trouvant des solutions « respectueuses des différences culturelles ».

Des membres du clergé et des aînés respectés dans leur communauté seraient appelés à siéger à ces tribunaux.

« Ça n'offre pas seulement une variété de choix aux individus, ça montre aussi l'esprit réel de notre société multiculturelle », plaide M. Ali.

L'avocat retraité note que la communauté juive et les populations autochtones font déjà appel à des tribunaux d'arbitrage qui respectent leurs spécificités culturelles.

Mazen Chaoub, du Conseil national des relations canado-arabes, rappelle que les imams ou les muftis qui travaillent dans les mosquées du pays sont déjà bien souvent appelés à agir à titre de médiateurs dans des conflits familiaux.

Pour l'instant, l'Institut islamique de justice civile en est encore à ses premiers balbutiements, mais déjà, des groupes de femmes s'inquiètent des implications que pourrait avoir l'établissement de tribunaux islamiques un peu partout au pays.

La charia, dans ses diverses interprétations, peut mener à des décisions discriminatoires à l'égard des femmes.

Selon le politologue Guy Laforest, ces tribunaux islamiques seraient soumis aux règles déjà établies par le Parlement et les cours canadiennes.

« Tout ça ne peut fonctionner sans respecter complètement les lois du pays, dont la Charte des droits et libertés, qui rend impossible la discrimination sur la base du sexe », précise M. Laforest.

Condamnation pour meurtre annulée 13 ans plus tard

YVES BOISVERT

Parce que la police et la Couronne ont caché plusieurs preuves favorables à la défense, la Cour suprême du Canada a annulé hier la condamnation pour meurtre prononcée à Val-d'Or il y a presque 13 ans contre Billy Taillefer et Hugues Duguay.

En février 1991, après 14 longues journées de délibération, le jury avait déclaré les deux hommes coupables du meurtre de Sandra Gaudet, 14 ans, retrouvée dans un chemin forestier l'année précédente. L'adolescente, à moitié nue, avait été étranglée.

Le soir où elle a été tuée, le 9 mars 1990, Sandra Gaudet était chez un ami. Elle est partie en fin de soirée pour rentrer à pied, et on ne l'a jamais revue vivante. Des témoins ont dit avoir vu Taillefer et Duguay à Val-d'Or le soir du meurtre — ils habitaient Senneterre, à plus de 50 km.

Selon la police, les deux, qui avaient beaucoup bu et consommé de la cocaïne, auraient capturé Gaudet dans la rue près de chez Laurent Taillefer, le père de Billy, où ils l'auraient entraînée. Là, ils auraient tenté de la violer, mais comme elle résistait et criait, ils l'auraient étranglée. La voisine a dit avoir entendu des cris provenant de l'appartement de Taillefer.

Le père Taillefer conduisait un camion cette nuit-là. Mais il a changé son horaire et cessé de travailler en pleine nuit. Selon la Couronne, c'était pour aider son fils et son ami à se débarrasser du corps.

Après quelques semaines d'enquête, la police avait mis les deux suspects sous écoute. Leurs conversations sont ambiguës, parfois disculpatoires, alors qu'à d'autres moments ils semblent s'incriminer en disant que seuls Dieu et eux savent ce qui s'est passé.

Quand ils ont été arrêtés, ils ont fait des aveux, d'après la police. Sauf que Duguay a refusé de signer ses aveux. Taillefer, lui, a signé une confession rédigée par la police.

Au procès, un expert est venu dire qu'il avait relevé sur un sein de la victime des traces de morsure compatibles hors de tout doute raisonnable avec la dentition de Hugues Duguay.

Les accusés ont présenté une preuve d'alibi avec plusieurs témoins affirmant que, le soir du meurtre, ils étaient à Senneterre. Les deux ont dit que les aveux étaient faux. Taillefer a dit avoir été battu par la police. Le juge ne l'a pas cru et ses aveux ont quand même été produits en preuve.

En 1995, quatre ans après leur condamnation, la Cour d'appel du Québec a confirmé la condamnation de Taillefer et a ordonné un nouveau procès pour Duguay. La Cour suprême a refusé d'entendre l'affaire l'année suivante.

Taillefer purgeait donc sa peine d'emprisonnement à vie, 25 ans minimum. Duguay, lui, craignant d'être de nouveau condamné, s'est avoué coupable d'« homicide involontaire » et a été condamné à 12 ans de pénitence.

L'affaire semblait terminée à jamais. Mais la famille des deux jeunes hommes a continué son enquête et n'a jamais cessé d'en appeler à gauche et à droite pour les faire libérer. Mais comment faire croire qu'ils étaient in-



PHOTO PIERRE Mc-CANN, ARCHIVES LA PRESSE

La Cour suprême conclut qu'en cachant des preuves qui leur étaient favorables, la Couronne a violé le droit à un procès juste de Billy Taillefer et Hugues Duguay, lors de leur procès pour le meurtre de Sandra Gaudet, commis il y a bientôt 14 ans. Le jury qui les a condamnés n'avait pu entendre, par exemple, les déclarations de témoins qui les disculpaient.

nocents, maintenant que l'un d'eux avait « plaidé coupable »?

C'est grâce à la Commission Poitras, qui a enquêté sur la Sûreté du Québec, que tout a été remis en question. La SQ ayant travaillé au dossier avec la police de Val-d'Or, la Commission a étudié les archives de l'affaire. C'est

La famille des deux jeunes hommes a continué son enquête et n'a jamais cessé d'en appeler à gauche et à droite pour les faire libérer.

alors qu'on a découvert de nombreux faits troublants.

D'abord, plusieurs déclarations de témoins qui contredisaient la thèse de la police n'ont jamais été divulguées. Des déclarations sur les allées et venues de la victime et des accusés ce soir-là et sur ce qui a été vu sur le chemin forestier où le corps a été abandonné, notamment.

Des voisins contredisaient la dame qui disait avoir entendu des bruits

suspects la nuit du meurtre. On se rendait compte que certains avaient changé ou arrangé leur version entre la première déposition et le procès. On constatait que l'expert dentiste avait d'abord jugé la morsure compatible avec la dentition du père Taillefer, et non de Duguay. L'expert a

Le juge Louis LeBel écrit qu'il ne fallait pas examiner chaque élément nouveau de manière isolée mais plutôt se demander si, pris dans leur ensemble, il y avait des possibilités raisonnables que le verdict change. Or, c'est l'évidence, dit la plus haute cour au pays : plusieurs des témoins de la Couronne auraient été ébranlés si la défense avait eu en main les autres déclarations.

Cacher une preuve favorable à l'accusé viole son droit à un procès juste. La Cour suprême ordonne donc que Taillefer subisse un nouveau procès. Dans le cas de Duguay, étonnamment, comme il a été condamné pour homicide involontaire et qu'il a purgé huit des 12 années de sa peine, la Cour conclut qu'il serait abusif de le renvoyer à un nouveau procès. Elle ordonne l'arrêt complet de la procédure contre lui.

Conclusion : Duguay est libre. Quant à Taillefer, la Couronne doit décider s'il peut y avoir un nouveau procès, 14 ans après les faits.

SUITES DE LA UNE

Martin sera un premier ministre omnipotent

MARTIN suite de la page A1

États-Unis. Dans cette avalanche de changements, M. Martin deviendra un premier ministre omnipotent puisqu'il présidera quatre comités du cabinet, dont le puissant comité des priorités et de la planification. De plus, il pilotera trois dossiers importants : les relations canado-américaines, la signature d'un nouveau pacte financier avec les municipalités et l'aide aux petites entreprises.

M. Martin s'est adjoint les services de trois secrétaires parlementaires pour mener à bien ces dossiers, dont l'un est le député Scott Brison, qui a quitté le Parti conservateur pour se joindre aux libéraux il y a à peine trois jours.

« Pour réaliser tout cela, nous allons devoir changer la manière dont les choses fonctionnent à Ottawa. Et c'est exactement ce que nous allons faire », a déclaré Paul Martin hier quelques heures après avoir prêté serment.

Ému

Manifestement ému durant la cérémonie protocolaire qui a eu lieu à Rideau Hall en présence de la gouverneure générale, Adrienne Clarkson, M. Martin a voulu rendre hommage à sa façon à son père, Paul Martin Sr, qui avait tenté à deux reprises de devenir chef du Parti libéral, en tenant fermement dans sa main le drapeau canadien qui flottait en berne sur la tour du Parlement le jour du décès de ce dernier, le 14 septembre 1992.

En tout, le cabinet de Paul Martin comptera 38 ministres, dont 22 nouveaux visages, et donnera une voix forte aux provinces de l'Ouest. Le Québec comptera huit représentants au Conseil des ministres, dont le plus

puissant sera incontestablement Pierre Pettigrew, ministre de la Santé et des Affaires intergouvernementales en plus d'être le lieutenant politique du premier ministre au Québec.

Les autres élus du Québec sont Irwin Cotler, qui devient ministre de la Justice, Hélène Scherrer, qui hérite du ministère du Patrimoine, Liza Frulla, responsable du nouveau ministère du Développement social, Jacques Saada, qui devient leader parlementaire du gouvernement, Lucienne Robillard à l'Industrie, Denis Paradis, secrétaire d'État aux institutions financières, et Denis Coderre, qui a survécu au grand coup de balai en devenant président du Conseil privé, interlocuteur du fédéral auprès des Métis et ministre responsable de la Francophonie.

Ce sont toutefois les provinces de l'Ouest qui détiendront le plus d'influence dans le cabinet Martin. Le nouveau ministre des Finances, Ralph Goodale, vient de la Saskatchewan; la vice-première ministre, Anne McLellan, qui est aussi titulaire du nouveau ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile, représente l'Alberta; le nouveau président du Conseil du Trésor, Reg Alcock, est du Manitoba; et le ministre des Travaux publics, Stephen Owen, vient de la Colombie-Britannique.

Outre, deux de ces ministres, M^{me} McLellan et M. Alcock, présideront quatre des neuf comités du cabinet.

L'Ontario comptera en tout 17 ministres, dont 10 influents: David Pratt (Défense), Jim Peterson (Commerce international), Andrew Mitchell (Affaires indiennes), Bill Graham (Affaires étrangères), Stan Keyes (Revenu), Robert Speller (Agriculture), Joe Volpe (Ressources humaines et développement des compétences), Tony Valeri (Transports) et Judy

Sgro (Immigration). La plupart de ces ministres seront épaulés par des secrétaires parlementaires qui, pour la première fois dans l'histoire du pays, ont prêté serment hier.

M. Martin a décidé de scinder le ministère du Développement des ressources humaines, qui avait été au centre d'une controverse en 2000 au sujet de la mauvaise gestion de près de 1 milliard de dollars en subventions, afin de permettre au gouvernement d'offrir de meilleurs services à la population.

Ainsi, le nouveau ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences aura comme mandat « de faire la promotion d'un marché du travail qui fonctionne bien et de systèmes d'apprentissage continu », y compris l'aide aux étudiants. Il sera aussi chargé de faire reconnaître les titres de compétence des immigrants.

Quant au nouveau ministère du Développement social, il veillera à mettre sur pied un système de sécurité du revenu adéquat pour les personnes âgées et les personnes handicapées et à élaborer des politiques favorisant la conciliation travail-famille.

Estimant que les attentats terroristes du 11 septembre 2001 contre les États-Unis ont modifié la donne, le premier ministre a aussi annoncé la création du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile. Ce ministère, dont dépendront la GRC et les services de renseignement, aura comme mandat de « protéger la sécurité des Canadiens » et d'intervenir « en cas de crise nationale, de catastrophe naturelle ou de menace à la sécurité ».

M. Martin a également annoncé un train de mesures visant à démarquer son gouvernement de celui qu'a dirigé Jean Chrétien pendant 10 ans. En-

tre autres choses, il annonce :

> Des règles d'éthique plus sévères qui rendront obligatoire la publication trimestrielle des frais de voyage et d'hébergement des ministres et qui leur interdiront d'accepter des voyages à bord d'un appareil privé ou d'un vol nolisé, comme l'ont fait certains ministres (y compris M. Martin lui-même) dans le passé. Un nouveau code d'éthique sera distribué aux ministres à la première réunion du cabinet ce matin ;

> L'obligation de refuser tout cadeau d'une valeur de plus de 1000 \$;

> L'adoption du projet de loi créant un poste de conseiller en éthique indépendant dès la reprise des travaux parlementaires en février ;

> La tenue de plus de votes libres aux Communes ;

> Un examen approfondi de tous les programmes et de toutes les dépenses afin de justifier leur pertinence ;

> Le dépôt d'un rapport annuel par le ministre des Affaires intergouvernementales sur l'état des relations entre le fédéral et les provinces ;

> Une révision de la politique étrangère du Canada dans un contexte de mondialisation ;

> La création de trois secrétariats au bureau du Conseil privé : un pour les relations canado-américaines, un deuxième chargé des affaires urbaines et le dernier aux affaires autochtones. Ces trois secrétariats seront au service du premier ministre.

« Nous devons restaurer la confiance des Canadiens que leur gouvernement va se comporter de façon irréprochable sur le plan éthique. Nous avons entendu les préoccupations des Canadiens et en conséquence un nombre de mesures seront mises en oeuvre pour les rassurer que leur gouvernement agira avec intégrité », a déclaré M. Martin.

Un nouveau Voilà !

La Presse à l'écoute de ses lecteurs

Chers lecteurs,

Nous sommes heureux de vous offrir aujourd'hui un télé-horaire complètement renouvelé, au format pratique, tout en couleur et imprimé sur un papier lustré de qualité supérieure. Ce changement, nous l'espérons, répondra aux préoccupations exprimées par plusieurs d'entre vous.

Depuis plusieurs semaines, vous avez en effet été nombreux à nous dire à quel point vous appréciez la nouvelle *Presse*, avec ses contenus enrichis, ses nouveaux cahiers et sa qualité d'impression. En revanche, notre décision d'intégrer le télé-horaire à *Actuel Magazine* n'a pas fait l'unanimité. C'est pourquoi nous rectifions aujourd'hui le tir, dans l'espoir que ce nouveau *Voilà* répondra à vos exigences.

Le contenu de notre télé-horaire est désormais mieux présenté et plus accessible. Son nouveau format permet aussi de le ranger plus facilement.

Cette initiative illustre notre désir d'être à l'écoute de nos lecteurs. Nous souhaitons qu'elle répondra à vos attentes.

Merci de votre confiance.

Le vice-président à l'information et éditeur adjoint, Philippe Cantin

Des hausses de prix au Canada

MÉDICAMENTS

suite de la page A1

des initiatives de ce genre. Le Congrès américain a récemment adopté une loi créant un régime d'assurance-médicaments pour les aînés et autorisant l'importation de médicaments canadiens aux États-Unis uniquement si le secrétaire américain à la Santé affirme que la sécurité des produits pharmaceutiques peut être assurée. Or, la Maison-Blanche a clairement indiqué qu'elle ne pourrait jamais offrir une telle assurance.

L'insatisfaction des compagnies pharmaceutiques envers ce phénomène populaire ne date pas d'hier. En octobre, la compagnie Eli Lilly avait aussi décidé de limiter ses ventes de médicaments au Canada, déclarant qu'elle ne fournirait ses produits qu'en quantités qu'elle estime suffisantes pour combler les besoins du marché canadien.

D'autres entreprises pharmaceutiques, dont Schering-Plough, ont également créé des listes de pharmacies Internet que leurs distributeurs canadiens n'ont pas le droit d'approvisionner. La compagnie Gilead Sciences semble avoir été encore plus féroce. Elle a été accusée de refuser d'offrir aux Canadiens son nouveau traitement contre le sida tant qu'elle ne pourrait pas le vendre à un prix équivalent à celui payé aux États-Unis.

En novembre, certains pharmaciens du Manitoba opposés à la vente de médicaments canadiens aux États-Unis ont fait état de rupture de stock de certains produits. Après avoir consulté l'Association des pharmaciens du Manitoba, le ministère de la Santé du Canada a toutefois déclaré qu'il n'y avait pas de lien entre la difficulté d'obtenir certains médicaments et les ventes de médicaments canadiens aux Américains.

Une autre stratégie mise de l'avant par les compagnies pharmaceutiques pour éviter de perdre au change est d'augmenter les prix. Selon le quotidien *The New York Times*, plusieurs sociétés (dont Pfizer) ont fait grimper le prix de vente de leurs médicaments de 4 % à 8 % au Canada depuis l'été.

Précision

Algérie

Dans le cahier Monde de notre numéro d'hier, dans le texte sur les Kabyles invités à boycotter l'élection présidentielle en Algérie, il aurait fallu lire que la conférence-débat, à Montréal aujourd'hui, a lieu de 11 h à 14 h à la salle des Loisirs du Parc, 415, rue Saint-Roch. Le fondateur du Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie, Ferhat Mehenni, y sera.

Carrément simple

Nikon

NUMÉRIQUE



Ils sont super, amusants et faciles à utiliser. Mieux encore, ils portent la marque Nikon. Les appareils numériques Coolpix, conçus par une société légendaire qui inspire les photographes depuis plus d'un demi-siècle.

COOLPIX 2100

- Appareil numérique compact de 2.0 MP
- Zoom optique Nikkor 3x
- Zoom numérique 4x • DCC 1/3.2"
- Écran ACL de 1.5" • 4 modes de film
- Mémoire compact Flash Type 1 8Mo

278\$



IMPRIMANTE LEXMARK GRATUITE!

Valeur de 98\$
(Après remise postale de 50\$)



PRIME!
TROUSSE NUMÉRIQUE*
(Étui, papier Canon, 12 photos, carte mémoire, jusqu'à 50\$ en remise postale)
(valeur jusqu'à 80\$)

Découvrez LA DIFFÉRENCE DUMOULIN!

FINANCEMENT 0% disponible!

Ajusté à vos besoins!

Dumoulin

Magasinez en ligne! dumoulin.com

Électronique • Informatique • Photo • Communications



NOUVEAU MAGASIN A MONTRÉAL!

5485, rue des Jockeys (près de l'Hippodrome Blue Bonnets)

MONTRÉAL 8390, rue St-Hubert (Sud de la métropolitaine) • MONTRÉAL 2050, boul. St-Laurent (Stationnement facile) • MONTRÉAL 368, rue Ste-Catherine O. • MONTRÉAL 8990, boul. de l'Acadie • MONTRÉAL 5485, rue des Jockeys (près de l'Hippodrome Blue Bonnets)
LASALLE 7197, boul. Newman (Près du Carrefour Arago) • WEST ISLAND 2315, route Transcanadienne (boul. des Sources) • LAVAL 1599, autoroute 440 O. (Sortie boul. Industriel) • CARREFOUR LAVAL 3035, boul. Le Carrefour • PLACE ROSEMERE (Face à rue Le Boulhiller)
BROSSARD 5705, boul. Taschereau (Est du Mail Champlain) • PROMENADES ST-BRUNO (Entrée #1) • LONGUEUIL 2203, ch. Chambly (Près de Curé-Poirier) • GATINEAU 195, Bellemeur • ST-LÉONARD 6852, rue Jean-Talton Est (Langlier & Galeries d'Anjou)

1-877-DUMOULIN

Couillard jette du lest au projet de loi 30, mais la grogne persiste

PASCAL BRETON
ET TRISTAN PÉLOQUIN

Pour la deuxième fois en quelques jours, le ministre de la Santé, Philippe Couillard, jette du lest dans le cas des projets de loi qu'il souhaite faire adopter avant Noël, mais il semble que ce ne soit pas suffisant pour calmer la grogne des syndicats.

Après avoir annoncé quelques modifications au projet de loi 25 sur l'abolition des régies régionales et la création des réseaux locaux de santé en début de semaine, le ministre a déposé hier des amendements au projet de loi 30 concernant le regroupement des accréditations syndicales dans les hôpitaux.

« Ce que nous avons démontré, c'est une écoute des représentations des groupes syndicaux qui sont venus nous rencontrer en commission et nous avons fait plusieurs ajustements en réponse à leurs préoccupations », a affirmé M. Couillard.

Avec le projet de loi 30, le ministre veut réduire de 3700 à 1961 le nombre d'accréditations syndicales en les regroupant par catégories d'emplois. Au lieu de créer cinq grandes catégories, comme c'était son intention au départ, le ministre a annoncé hier qu'il n'y en aura plus que quatre, de façon à refléter davantage la réalité, a-t-il indiqué hier. Le ministre préconise notamment le regroupement des infirmières avec les infirmières auxiliaires.

« Nous nous sommes rendu compte qu'il y avait des faiblesses dans la catégorisation. Il n'y aura jamais de modèle parfait, il y a 350 types d'emplois dans le réseau de la santé. À partir du moment où nous devons réduire le nombre de corps d'emplois, il est certain qu'un élément d'arbitraire entre en jeu, mais nous l'avons amélioré considérablement. »

Le ministre s'est aussi rangé du côté des gestionnaires des hôpitaux, qui trouvaient aberrant que

des établissements qui ne comptent par exemple que deux grandes accréditations — une pour les employés généraux et une pour les professionnels — voient passer leur nombre à cinq avec la nouvelle loi. Actuellement, 111 des 423 établissements du réseau comptent moins de quatre syndicats, ce qui correspond à 10 % de l'ensemble des employés.

« Nous avons exclu les établissements qui ont moins de quatre accréditations de la nécessité d'augmenter leur nombre d'accréditations, ce qui était effectivement paradoxal puisque nous visons à simplifier les choses dans le réseau. Pour certains établissements (la minorité), on aurait complexifié la situation », a expliqué M. Couillard.

Réagissant promptement à l'annonce du ministre Couillard, la présidente de la CSN, Claudette Carbonneau, a qualifié ces modifications de « violation pure des principes syndicaux ». Selon elle,

la fusion des accréditations des infirmières auxiliaires et des infirmières n'a été demandée par aucune organisation syndicale. « C'est une demande qui provient directement de la partie patronale, qui témoigne d'un mépris profond de la liberté d'association, a fulminé M^{me} Carbonneau. Avec cette série d'amendements bidon inspirés directement des demandes patronales, le gouvernement de Jean Charest ne vient que confirmer une fois de plus qu'il est le gouvernement des boss. »

M^{me} Carbonneau a indiqué qu'avec cette « fusion forcée », ce serait la « première fois dans l'histoire du travail au Québec qu'une loi détermine la composition des syndicats qui sont autorisés à vivre dans le secteur de la santé. »

Concrètement, ce regroupement des accréditations pourrait causer un certain malaise entre les deux groupes de travailleuses, craint la CSN, puisque l'Ordre des infirmières s'est déjà prononcé en faveur de l'abolition des postes d'infirmières auxiliaires.

De son côté, la députée d'Hoche-laga-Maisonnette et critique de l'opposition en matière de santé, Louise Harel, a reconnu qu'avec ses amendements, le ministre venait de corriger une lacune importante de son projet de loi. Mais, selon elle, deux autres problèmes importants demeurent avec le fractionnement des syndicats généraux et la disparition de petits syndicats professionnels.

« Je crois que l'objectif recherché n'était pas d'abord de regrouper les accréditations syndicales, mais celui d'ouvrir la voie à la sous-traitance. Si l'objectif était de regrouper les accréditations syndicales, le ministre peut avoir les mêmes résultats de façon ordonnée, sans bouleverser tous les établissements », a ajouté M^{me} Harel.

Des incendies criminels perturbent la circulation

TRISTAN PÉLOQUIN

Les policiers de la Sûreté du Québec ont ouvert une enquête, hier, après que deux véhicules volés eurent été incendiés à la sortie nord du tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine, bloquant complètement la circulation au pire moment de l'heure de pointe du matin.

Selon les policiers, l'incident s'est produit peu avant 7h50, lorsqu'une première voiture, une Toyota Corolla de couleur bordeaux circulant vers le nord a percuté le terre-plein à la sortie du tunnel, avant d'être frappée par un camion à remorque. Une fois la voiture immobilisée dans la voie du centre, un second véhicule, une Ford Mustang rouge, s'est arrêté à quelques mètres de l'incident.

Les deux véhicules ont presque immédiatement pris feu.

Les deux conducteurs se seraient alors rapidement engouffrés dans un véhicule utilitaire sport garé sur l'accotement et avaient pris la fuite vers le nord. Un troisième véhicule serait par la suite venu

percuter l'une des deux voitures, s'enflammant lui aussi, vraisemblablement au contact des flammes de la Corolla. Le conducteur ne serait pas relié à l'incident.

Fusée lumineuse

Selon ce qu'a pu constater *La Presse* en arrivant sur place, une fusée lumineuse brûlait sur le siège du côté passager de la Ford Mustang lorsque les pompiers se sont mis à l'oeuvre. Les policiers n'ont cependant pas été en mesure de confirmer que des agents accélérateurs ont été utilisés.

Dans l'heure qui a suivi l'incident, deux autres véhicules ont été incendiés sur le territoire du SPVM, non loin du tunnel. Un des véhicules qui a flambé en bordure de la rue Notre-Dame, à l'intersection de la rue Honoré-Beaugrand, serait un véhicule utilitaire sport, mais il était impossible de confirmer s'il s'agit du véhicule de fuite utilisé par les deux suspects. Le conducteur ne se trouvait pas sur place à l'arrivée des policiers et il était impossible de savoir s'il s'agissait d'un véhicule volé. La dernière

voiture ayant pris feu, une Subaru Legacy récemment déclarée volée, a été découverte à l'intersection des rues Saint-Donat et Sherbrooke.

Tous ces incendies se sont produits à quelques centaines de mètres de l'une des entrées du port de Montréal qui étaient bloquées par un groupe de syndicalistes dans le cadre de la journée de perturbation de jeudi, mais rien ne permet de croire que les deux événements soient liés, selon les policiers.

Des hypothèses

« Pour l'instant, nous n'écartons aucune possibilité, mais ce serait extrêmement hasardeux de monter du doigt les syndicats, a souligné l'agent Gérard Carrier, porte-parole de la SQ. Ça pourrait aussi bien être un groupe de personnes qui voulaient jeter du discrédit sur les syndicats, ou encore des criminels qui ont voulu faire disparaître des preuves. Des dizaines d'explications sont possibles », a-t-il insisté.

Les voitures incendiées sur l'autoroute 25 ont forcé la fermeture



PHOTO MARTIN TREMBLAY, LA PRESSE ©

Des voitures ont été incendiées hier matin sur l'autoroute 25 à la sortie nord du tunnel Hyppolite-Lafontaine. Voilà qui sentait le roussi...

du tunnel jusqu'à 10h15, provoquant un sérieux engorgement sur la route 132, sur la Rive-Sud.

Aucun incident du genre n'a été enregistré en fin d'après-midi, lors du retour à la maison.

Retour à la normale

TRISTAN PÉLOQUIN

La « grande perturbation économique » organisée jeudi par la FTQ s'est rapidement essoufflée, hier, avec la réouverture des routes partout au Québec et la fin du blocus du port de Montréal, tôt en matinée.

Une injonction leur enjoignant de cesser immédiatement de faire du piquetage et d'entraver la circulation, les syndiqués qui avaient pris de force le port de Montréal ont décidé de plier bagages vers 8h30, permettant ainsi la reprise des activités portuaires après plus de 24 heures d'arrêt.

Le blocus est cependant resté en vigueur au port de Québec jusqu'à midi, malgré une injonction semblable rendue jeudi soir par la Cour supérieure du Québec.

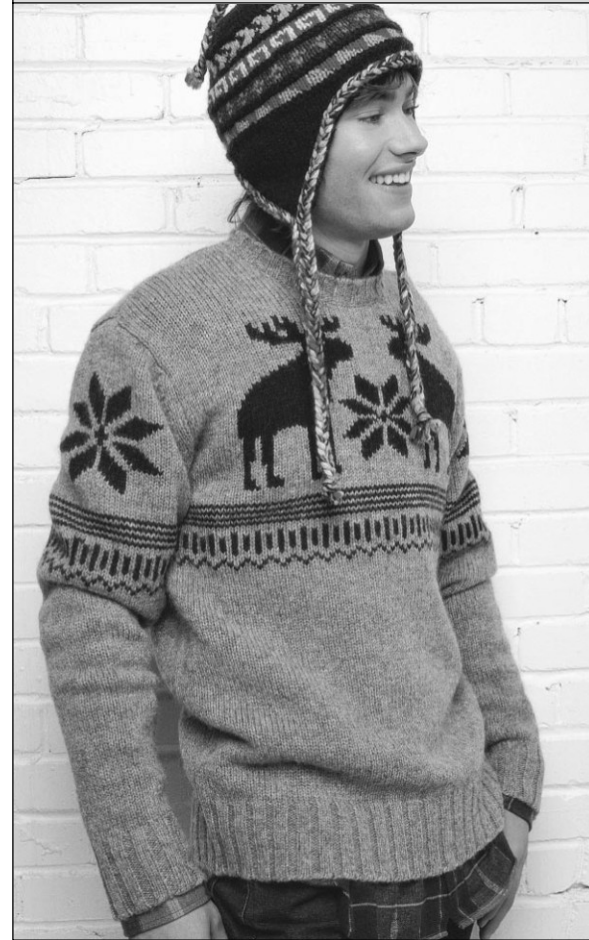
Ailleurs au Québec, à l'exception de la route 138, près de Port-Cartier, qui a été rouverte à la circulation à midi seulement, tous les barrages routiers ont été démantelés par les syndiqués au cours de la nuit.

La fin du blocus ne s'est toutefois pas faite sans heurt au Saguenay, où 14 manifestants affiliés à la FTQ ont été arrêtés dans la nuit de jeudi, au terme d'une opération policière visant la réouverture de la route 175, dans le parc des Laurentides, entre Québec et Saguenay. L'intervention a eu lieu vers minuit à la demande du ministre de la Justice, Jacques Chagnon. La situation aurait dégénéré après que les policiers eurent tenté de soulever un manifestant qui s'était agenouillé par terre. Selon les syndiqués, une femme aurait alors été légèrement blessée au ventre par un coup de matraque asséné par un policier. Les individus arrêtés devront comparaître en cour par voie de sommation.

Enfin, à Longueuil, une quarantaine de cols bleus ont « paradé » à bord de véhicules de la ville pendant environ 45 minutes sur le boulevard Taschereau avant de se disperser. Il s'agit, selon l'administration municipale, de la deuxième manifestation du genre en autant de semaines.



LE 31



LE PULL JACQUARD LAPON 49.95

Un cadeau exclusif du 31 de notre collection shetland. Un pull col rond orné d'un beau motif nordique en contraste de marine sur fond avoine ou avoine sur gris. P.m.g.tg.ttg. Rég. 68.00 Tuque 19.99



Un cadeau pour vos cadeaux !
Magasinez, nous emballons.
La boîte-cadeau Simons,
une tradition de qualité à Noël.



LA CHEMISE VELOURS MILLE-RAIES 19.99

Une gagnante à Noël dans la boîte-cadeau Simons. Fin velours de coton côtelé. Sable, caramel, marine, bleu cendré, bordeaux. P.m.g.tg.ttg. Rég. 40.00



LES GANTS CUIR LISÉRÉ FIBRE POLAIRE 39.95

C'est le gant habillé coupé, assemblé par de fines coutures surfilées avec une doublure en chaude fibre polaire qui dépasse au poignet. Noir ou chocolat. P.m.g.tg. Rég. 50.00



LE PANTALON PYJAMA FLANELLE CARREAUX 19.99

Une valeur Simons vraiment imbattable pour un pantalon détente totale, en pur coton brossé, offert dans une palette de 8 carreaux vifs et neutres. P.m.g.tg. Rég. 28.00

 **simons**

POLITIQUE

Prolongement du métro à Laval

La vérificatrice fera enquête

GILLES NORMAND

QUÉBEC — La vérificatrice générale, Doris Paradis, a été mandatée pour enquêter sur les dépassements de coût du prolongement du métro à Laval.

En octobre 1998, ces travaux avaient été évalués à 179 millions. En juin 2000, un décret du Conseil des ministres a autorisé l'ajout de sommes portant à 378,8 millions le coût du projet, puis à 547,7 millions le 3 juillet 2003. En août, on apprenait qu'il fallait injecter 100 millions de plus.

« Les dépassements de coût observés entre l'estimation initiale, en 1998, et la situation actuelle semblent

tout simplement excessifs, alors que les raisons qui pourraient les expliquer nous apparaissent pour le moment du moins nébuleuses et sûrement insatisfaisantes », a expliqué la ministre des Transports, Julie Boulet. « Il n'est pas normal qu'un projet de cette envergure subisse des dépassements de coût aussi importants sans même qu'on en connaisse explicitement les causes », a-t-elle indiqué tout en assurant qu'il ne s'agissait pas d'une mise en tutelle de l'Agence métropolitaine de transport (AMT), à qui incombe la réalisation du projet.

La ministre a insisté pour dire que cette mesure ne se voulait pas le procès de qui que ce soit et certainement pas celui de l'ex-directrice générale

de l'AMT, Florence Junca-Adenot, qu'elle a congédiée en novembre.

Déplorant que le gouvernement du Parti québécois lui ait laissé « un dossier mal ficelé », M^{me} Boulet a assuré que le prolongement du métro n'en était pas pour autant compromis et que l'échéancier de 2006 devrait normalement être respecté.

Bien qu'on n'ait pas d'explications jugées satisfaisantes aux excès de coût, on sait qu'on avait déjà oublié de comptabiliser la valeur de 1,5 km de tunnel et qu'on avait aussi oublié de tenir compte de structures auxiliaires comme des sorties de secours ou des systèmes de ventilation.

Certains des contrats inhérents au projet feront sans doute l'objet de nouveaux appels d'offres. « On songe à retourner en appel d'offres pour certains lots de travail qui sont problématiques, où les soumissions sont sorties plus élevées de façon importante. Et on regarde la possibilité de scinder les lots (contrats) qui sont problématiques pour faire appel à plus de concurrence au niveau des entreprises qui soumissionnent », a indiqué la ministre des Transports.

Les travaux de prolongement du métro sont financés en totalité par le gouvernement du Québec.

Développement économique

Des maires s'opposent au projet de loi 34

MARIO CLOUTIER

QUÉBEC — Le projet de loi 34, qui accorde tous les pouvoirs du développement économique régional et local aux élus municipaux, ne fait pas l'unanimité parmi les maires.

Des élus, tout comme des dizaines de groupes représentant les femmes, les jeunes, les organismes communautaires et les gens d'affaires, ont dénoncé hier la volonté du gouvernement d'exclure la société

Alain Longval. La vice-présidente de la CSN, Denise Boucher, ajoute que les visés du gouvernement libéral répondent davantage aux besoins des « petits amis » qu'à ceux des régions. Répondant aux arguments du ministre Audet, qui souhaite voir plus d'« imputabilité » dans le secteur du développement économique, une porte-parole des ZEC a fait savoir que les représentants de groupes sont aussi élus, puisqu'ils sont choisis par des organisations comptant parfois des milliers de membres.

Une petite recension rapide démontre que plus de la moitié des 87 préfets de MRC au Québec, par contre, sont élus sans opposition.

Par ailleurs, toujours dans ses projets de restructuration interne, le ministère du Développement économique et régional est, depuis lundi, à la recherche de 10 directeurs régionaux. Le MDER avait pourtant sabré, dès le mois de mai dernier, la structure des sous-ministres régionaux mise en place par le PQ.

L'offre d'emploi, faut-il dire, allège un peu la dépense salariale: les nouveaux directeurs régionaux ne gagneront qu'entre 81 000 \$ et 98 000 \$.

Les visées du gouvernement répondent davantage aux besoins des « petits amis » qu'à ceux des régions.

civile du développement économique avec le projet de loi qui crée les conférences régionales des élus (CRE) et remet les centres locaux de développement (CLD) aux MRC.

« C'est un projet d'exclusion. Ça ne tient pas debout », a affirmé Gerald Lemoine, maire de Baie-James, qu'il qualifie de « plus grande municipalité du monde », dotée d'une superficie de 300 000 km carrés et porteuse de projets hydroélectriques de 10 milliards de dollars.

Réunis par l'Association des régions du Québec, 18 groupes représentant des milliers de membres ont demandé au ministre du Développement économique et régional, Michel Audet, de « faire confiance aux régions » en les laissant décider elles-mêmes de la composition des organismes qui gèreront désormais le développement local et régional, sans laisser ce pouvoir uniquement aux maires.

« Pourquoi réparer ce qui n'est pas brisé ? » a demandé le président de l'Association des CLD,

Audio Centre a des idées-cadeaux magnifiques!

Un nouveau cinéma maison.

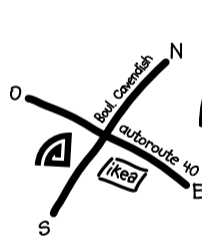
C'est le cadeau familial idéal, vous l'avez bien mérité.

Vous pouvez maintenant l'avoir chez

Audio Centre à partir de **1399\$**. Venez voir nos autres idées-cadeaux fantastiques, comme le **lecteur de DVD NAD à 349\$, rég. 500\$**. Que pensez-vous

du fabuleux **récepteur de cinéma maison Marantz à 1999\$, rég. 2800\$**. Ne manquez pas les **haut-parleurs KEF réduit à 599\$, rég. 1000\$**. Seul Audio Centre peut vous offrir la plus grande sélection au Canada d'écrans plats et à cristaux liquides. Incroyable mais vrai, vous pouvez aussi vous procurer un **écran Sharp Aquos de 37"** et vous recevrez, **en prime, un écran plat de 13"**. Savez-vous pourquoi Audio Centre a des très bonnes idées-cadeaux? Parce que

vous avez été très sage et vous le méritez.



audio centre

9100 boul. Cavendish

St-Laurent, QC, H4T 1Z8

Tel: 731-2772 www.audiocentre.com

La semaine dernière, trois gagnants de St-Jérôme, Bromont et Longueuil ont reçu 100 000 \$ d'Extra.



Mettez de l'**Extra** dans votre vie.



18 ans +

1 866 307 7000

RÉSULTATS	
Tirage du 2003-12-12	
211D303	1 Land Rover Freelander SE (ou 50 000 \$)
2003-12-01 336C489	2003-12-07 603B487
2003-12-02 243C291	2003-12-08 367C763
2003-12-03 818A249	2003-12-09 379F182
2003-12-04 272A654	2003-12-10 475A099
2003-12-05 169D502	2003-12-11 402E472
2003-12-06 678D345	

RÉSULTATS			
Tirage du 2003-12-12			
NUMÉROS	LOTS	NUMÉROS	LOTS
122317	50 000 \$	12231	1 000 \$
22317	5 000 \$	1223	100 \$
2317	250 \$	122	10 \$
317	25 \$		
17	5 \$		
5 voyages aux Antilles* (non décomposables)			
122A997	217A866	486A076	152B318 178B198
* Chaque voyage est échangeable contre un chèque de 5 000 \$			
15 lots de 1 000 \$ (non décomposables)			
178A825	302A401	121B265	254B189 503B626
221A425	542A925	157B854	314B226 504B348
242A876	593A217	192B271	435B801 591B898
20 lots de 500 \$ (non décomposables)			
103A246	213A249	167B253	293B982 391B941
104A088	293A269	191B246	297B305 474B310
148A151	323A130	212B028	319B137 587B676
156A599	577A659	273B785	375B480 594B816

RÉSULTATS	
Tirage du 2003-12-12	
04 07 11 12 28 37 42	Complémentaire: (25)
Tirage du 2003-12-12	
NUMÉROS	LOTS
122317	50 000 \$
22317	5 000 \$
2317	250 \$
317	25 \$
17	5 \$
12231	1 000 \$
1223	100 \$
122	10 \$
Tirage du 2003-12-12	
09 10 11 14 15 22 23 26 27 34	35 39 40 47 48 54 56 65 67 69
Tirage du 2003-12-12	
3	4
515	2313
Tirage du 2003-12-12	
NUMÉRO	
547836	

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

ÉMISSIONS-TIRAGES LE LUNDI ET LE MARDI À 19h SUR LE RÉSEAU TVA

Québec entend encadrer davantage les consultants en immigration

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Le gouvernement Charest compte mettre fin à la pagaille qui sévit chez les consultants en immigration. Dès le début de l'année, de nouvelles règles seront mises en place pour encadrer davantage ce champ d'activité.

Pour la ministre des Relations avec les citoyens, responsable de l'Immigration, Michelle Courchesne, il est temps que le gouvernement resserre les règles dans ce milieu. Le coup de barre visera en premier lieu le programme d'immigrants investisseurs. « Je pense que les correctifs pourront être qualifiés d'importants », a précisé la ministre lors d'un entretien avec *La Presse*. Des « correctifs dans les processus sont nécessaires. Il y aura un meilleur encadrement des consultants. J'ai beaucoup de questionnements importants sur ces intermédiaires », a-t-elle expliqué. Les questions d'éthique et de déontologie seront au menu. « On se penche sur les méthode de travail, mais on ne met pas en cause le programme d'immigrants investisseurs », a précisé M^{me} Courchesne.

Une étude interne de la firme KPMG, terminée au printemps 2002, sonnait l'alarme sur bien des aspects du programme d'immigrants investisseurs mis en place dans les années 1980 et modifié il y a quelques années. Par ce canal, 4500 gens d'affaires étrangers ont été sélectionnés par le Québec en 2001, un plafond qui a considérablement diminué depuis — on atteindra le nombre de 2000 au maximum en 2003. Des difficultés énormes apparaissent dès que Québec veut vérifier la légalité des sommes apportées par ces entrepreneurs. « On le fait déjà, mais c'est très difficile d'établir la ligne entre les faux et les vrais (investisseurs) », a dit M^{me} Courchesne.

Depuis plusieurs semaines, des reportages de *La Presse* démontrent le laxisme qui entoure les activités de professionnels qui se décrivent

comme courtiers en immigration, un travail qui n'est régi par aucune règle précise. Or, il s'agit d'un travail particulièrement lucratif — un consultant peut s'attendre à récolter 40 000 \$ de l'entrée d'un seul immigrant investisseur.

Celui-ci devait geler pour cinq ans 400 000 \$ dans un investissement au Québec, mais, depuis quelques années, des institutions bancaires, la Banque Nationale et Desjardins notamment, prêtent les sommes nécessaires contre l'engagement d'un versement non remboursable de 120 000 \$. Pour un ressortissant étranger du Maghreb ou d'Asie, l'entrée par ce couloir se rentabilise très vite — ses enfants obtiennent l'accès à des études universitaires comportant des frais très en deçà de ce qui est exigé partout ailleurs au monde, l'assurance de soins de santé gratuits, et même une pension de vieillesse postée dans leur pays s'ils le désirent, passé 65 ans.

André Boulerice

Dans des reportages déclenchés par les pérégrinations au Maroc puis en Chine de l'ancien ministre péquiste André Boulerice, *La Presse* avait rapporté que deux intermédiaires en immigration de Montréal avaient accepté qu'une quinzaine d'immigrants fournissent leur adresse à la Régie de l'assurance-maladie pour obtenir une carte-soleil. L'ex-ministre Boulerice avait été invité en Chine par un autre courtier montréalais, désireux de le présenter à d'éventuels clients chinois.

La Presse a aussi fait enquête sur une entreprise de Montréal qui comptait des consultants en immigration parmi ses administrateurs. Vérification faite, bien des cadres et des investisseurs qui avaient donné cette compagnie comme référence n'avaient pratiquement jamais quitté leur pays d'origine, tout en prétendant être « résidents » canadiens en attente de leur citoyenneté.

Les sites Internet de certains consultants montréalais affirment à leurs clients étrangers que le concept de « résidence au Canada » (Ottawa exige trois ans avant d'octroyer la citoyenneté) « n'exige pas de présence physique », ce que contestent carrément les fonctionnaires du ministère québécois de l'Immigration. Une vaste enquête exigeant la participation

de la police a d'ailleurs été amorcée depuis quelques mois sur certaines de ces pratiques.

Trois type d'intermédiaires sont apparus sur le chemin des étrangers qui désirent s'établir au Québec. Bien des avocats travaillent comme consultants, mais on trouve aussi une faune plus bigarrée de « courtiers en immigration » qui, a dit la ministre Courchesne, « apparaissent ou disparaissent selon les individus ».

LIQUIDATION TOTALE!

LES INTÉRIEURS

bedford
INTERIORS LTD.
À votre service depuis 1947

1850, boul. Hymus, Dorval (2 rues à l'est de Des Sources)

SOLDE DE LIQUIDATION / RÉNOVATION 3 MILLIONS \$ DE MEUBLES

MESSAGE DU PROPRIÉTAIRE

Nous allons liquider toute la marchandise en magasin à prix de rabais incroyables afin de réduire les stocks et faire de la place pour l'entrepôt que nous déménageons dans notre magasin. Une fois le solde terminé, nous allons rénover notre salle d'exposition afin de mieux présenter nos nouveaux ameublements. Pour cette raison, nous avons réduit les prix. C'est le temps de profiter d'abaînes jamais vues sur des meubles et accessoires de première qualité tels que Gibbard, Barrymore, Clayton Marcus, Brentwood, Fairfield, Durham, Stanley et beaucoup plus encore.

2 JOURS DE SOLDE!
Samedi 10 h à 17 h
Dimanche 11 h à 17 h

CONDITIONS

- VENTES FINALES
- SOUS RÉSERVE DE VENTE PRÉALABLE
- AUCUN REMBOURSEMENT
- AUCUN ÉCHANGE
- CARTES DE CRÉDIT ACCEPTÉES
- LIVRAISON DISPONIBLE

Argent comptant, Visa, MasterCard et Interac

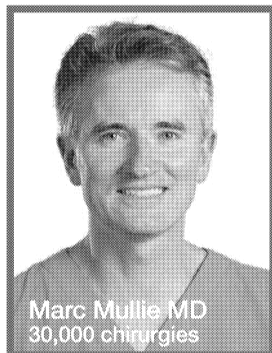
Canapé, causeuse Ord. 3 495 \$ Solde 1 998⁸⁸ \$	Bergère Ord. 2 465 \$ Solde 988⁸⁸ \$	Canapé, fauteuil Ord. 5 365 \$ Solde 2 988⁸⁸ \$
Canapé, causeuse Ord. 3 895 \$ Solde 2 488⁸⁸ \$	Canapé, causeuse Ord. 4 675 \$ Solde 2 688⁸⁸ \$	Mobilier de chambre 6 pièces Ord. 12 895 \$ Solde 7 998⁸⁸ \$
Meuble-télé Ord. 1 995 \$ Solde 998⁸⁸ \$	Mobilier de chambre 6 pièces Cerisier massif Ord. 12 845 \$ Solde 6 988⁸⁸ \$	Fauteuil berçant pivotant Ord. 535 \$ Solde 298⁸⁸ \$

SOLDE EN COURS

3192285

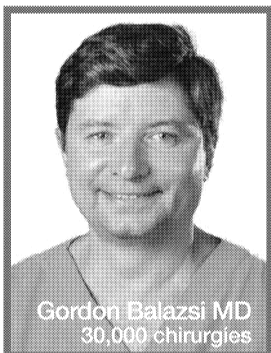
Sous réserve de vente préalable!

CORRECTION AU LASIK SANS COMPROMIS.



Marc Mullie MD
30,000 chirurgies

LASERVUE
vous offre
le choix...



Gordon Balazzi MD
30,000 chirurgies

Du LASIK de base..... Jusqu'à un plan WAVEFRONT

à partir de **590** \$/oeil* de correction sur mesure ZYOPTIX ou LADARWAVE

* Le prix varie selon la prescription. Aucun frais additionnel. L'offre se termine le 31 décembre 2003.



L A S E R V U E

(514)-738-6666

www.laservue.net

Financement disponible



Stationnement gratuit

La qualité à tout prix

LE MANTEAU VA JUSQU'À -30. LE PRIX SE REND JUSQU'À -50.

LA CORDÉE, C'EST LA PROMESSE DU MEILLEUR PRIX.

► 50% de rabais

99⁹⁹ \$

Prix régulier: 199,99 \$

Manteau El Calor La Cordée ►
100% polyester / Isolé de Thermosoft /
Enduit imper-respirant / Coloris variés /
Disponible pour hommes et femmes



50 ANS DE PLEIN AIR!



GÉNÉREUX DE NATURE

Promotion en vigueur jusqu'au 21 décembre 2003 ou jusqu'à épuisement de la marchandise. Les produits peuvent différer des modèles illustrés.

ACTUALITÉS

120 000 Canadiens ont un problème de jeu

Les effets: problèmes financiers ou sociaux, anxiété, dépression ou dépendance à l'alcool

PRESSE CANADIENNE

Un Canadien sur 20 (soit 1,2 million de personnes) est un joueur excessif ou risque de le devenir. Les Québécois, gros joueurs de loterie, semblent moins exposés, selon l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes.

Statistique Canada désigne comme « présentant un faible risque » quelque 700 000 personnes et 370 000 autres présentant un risque modéré. Environ 120 000 individus ont pour leur part un réel

problème de jeu, et leur comportement entraîne « des problèmes financiers ou sociaux, de l'anxiété ou une dépression, ou une dépendance à l'alcool », souligne l'agence fédérale.

11,3 milliards

En 2002, 18,9 millions d'adultes ont flambé 11,3 milliards de dollars dans un jeu ou l'autre, du vidéopoker aux billets de loterie en passant par le bingo, le black-jack et les machines à sous dans les casinos. Il s'agit d'une hausse mar-

quée en regard des 2,7 milliards dépensés en 1992.

Un joueur sur quatre s'adonnant au vidéopoker « était à risque ou éprouvait déjà un problème de jeu excessif », ce qui confirme selon Statistique Canada que ces engins sont très clairement « la cocaïne » de l'univers du jeu.

Portés sur la loterie

À l'inverse, comme en témoigne le cas québécois, les personnes qui se contentent de billets de loterie sont « les moins susceptibles de

devenir des joueurs excessifs ».

« Dans notre enquête, les Québécois se distinguent par leur forte propension à la loterie, mais aussi par le fait qu'il sont moins à risque de souffrir de lourds problèmes de jeu, avance Katherine Marshall, analyste à Statistique Canada. Au Canada, 6,3 % des joueurs risquaient de devenir des joueurs excessifs, alors que ce taux se situe à 4,6 % au Québec. »

Le mal des Prairies

Le Manitoba et la Saskatchewan

ont en proportion plus de joueurs à risque que les autres provinces, note l'agence. On y trouve le taux le plus élevé de jeu sur vidéopoker et de fréquentation des casinos.

Gaspiller ainsi son argent peut « sérieusement ébranler plusieurs facettes de la vie, particulièrement les dépenses personnelles et familiales de même que l'état de santé d'une personne ».

Stress élevé

La moitié des joueurs excessifs ont admis avoir des problèmes avec leur famille ou leurs amis, et 42 % d'entre eux vivent un stress élevé, contre 23 % des joueurs sans problème.

Selon l'agence, 18 % des joueurs excessifs ont déjà pensé au suicide durant l'année précédant l'enquête, soit six fois la proportion (3 %) observée chez les adeptes sans problème.

Dans la population globale, 76 % des Canadiens s'étaient adonnés au jeu durant l'année écoulée, dont quatre sur 10 sur une base hebdomadaire.

Vente 1^{er} Anniversaire

BONNES IDÉES DE CADEAUX POUR NOËL

Rabais 1^{er} Anniversaire payables en 36* versements égaux

OU rien(1) à payer avant 1 an** OU nous payons l'équivalent des 2 taxes

2.0T

Tapis Roulant
Prix Cadeau 1399⁹⁹\$
3889⁹⁹\$ /mois*

PHG1000W Multi-Stations
Prix Cadeau 599⁹⁹\$
1667⁹⁹\$ /mois*

EXM1500S Multi-Stations
Prix Cadeau 999⁹⁹\$
2778⁹⁹\$ /mois*

Tapis Roulant
Rabais Anniversaire
200\$
1599⁹⁹\$
4444⁹⁹\$ /mois*

HM6004J Vélo
Rabais Anniversaire
150\$
499⁹⁹\$
1389⁹⁹\$ /mois*

HM6006 Elliptique
Rabais Anniversaire
100\$
399⁹⁹\$
1111⁹⁹\$ /mois*

CP750 Vélo
Rabais Anniversaire
100\$
199⁹⁹\$
556⁹⁹\$ /mois*

À l'achat d'un Sauna obtenez un Rabais Cadeau de 200\$ et 2 confortables sorties-de-bain



À l'achat d'un SPA obtenez un Kit V.I.P. GRATUIT!

et ne payez rien(1) avant 12 mois**

CLUB PISCINE SUPER Fitness

POUR LES ADRESSES DES MAGASINS, VISITEZ NOTRE SITE INTERNET À www.clubpiscine.ca

Certaines conditions s'appliquent, voir détails en magasin. Photos à titre d'illustration seulement. Les produits et promotions peuvent varier d'un magasin à l'autre. Jusqu'à épuisement des stocks. *Applicable sur les appareils fitness sélectionnés seulement. Achat minimum requis de 500 \$. Sujet à l'approbation de crédit. Les taxes de vente sont payables à l'achat. Le montant de votre achat sera réparti en 36 versements égaux débutant le mois suivant votre achat. **Applicable sur les spas en inventaire et les appareils fitness sélectionnés seulement. Achat minimum requis de 500 \$. Sujet à l'approbation de crédit. Les taxes de vente sont payables à l'achat, aucun frais d'administration.



QUÉBEC • STE-FOY



Spécial des Fêtes

Un cadeau du Père Noël

À partir de

64⁹⁵\$

- Centre de santé,
- Stationnement gratuit,
- Piscine intérieure
- Enfant 6 ans et moins gratuit (max 2)

1 800 463-5241

3125, boul. Hochelaga Ste-Foy

Valide jusqu'au 30 avril 2004, sur disponibilité taxes en sus

3190089

3190150

Découvrez "le" Cidre de Glace



Le cadeau idéal du terroir Québécois disponible à la SAQ

"Coup de Coeur" (cuvée 2002)
-François Chartier, La Sélection Chartier 2004
"★★★★"
-Malcolm Anderson, The Gazette

Pinnacle Cidre de Glace - Ice Cider
www.icecider.com

3192397A

LINEN CHEST

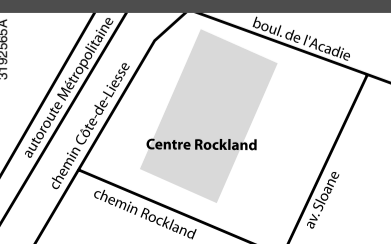
La beauté intérieure

Solde d'entrepôt*

50-90% de rabais

*Toutes les ventes sont finales. Les coupons, certificats cadeaux, et notes de crédit ne sont pas acceptés.

Centre Rockland, ancien emplacement Linen Chest à l'étage inférieur, face à la foire alimentaire 2305, chemin Rockland, Montréal



3191338

TOUT LE MONDE GAGNE! ON VOUS ATTEND.

Décrochez
VOTRE GM



Revoici le concours «Décrochez votre GM» qui vous donne la chance de **GAGNER VOTRE VÉHICULE** ou jusqu'à 10 000\$ de réduction à l'achat ou à la location sur presque tous les véhicules 2003 et 2004.*

DÉCROCHEZ VOTRE VÉHICULE

10 000\$
DE RÉDUCTION

5 000\$
DE RÉDUCTION

2 500\$
DE RÉDUCTION

2 000\$
DE RÉDUCTION

1 500\$
DE RÉDUCTION

GARANTIE SUR MODÈLES 2003*

750\$
DE RÉDUCTION

GARANTIE SUR MODÈLES 2004*

PLUS

0%

FINANCEMENT À L'ACHAT

**Jusqu'à 48 mois sur les 2004.
Jusqu'à 60 mois sur les 2003.
Sur presque tous les modèles.***



3189-430

L'Association des concessionnaires Pontiac Buick GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant à la plupart des modèles neufs 2003 et 2004 en stock. Photos à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. Les frais reliés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits payables à la livraison. *Offres s'appliquant aux modèles neufs 2004 en stock suivants: Sunfire (2JB69/R7A ou 2JB37/R7A), Grand Am (2NE69/R7C), Grand Prix GT1 (2WP69/R7A), Envoy SLE (TT15506/R7A) et Sierra SL à cabine allongée (TC15753/R7E). Paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois (Sierra: 30 mois) avec versement initial ou échange équivalent: Sunfire (2436\$), Grand Am (3263\$), Grand Prix GT1 (2606\$), Envoy SLE (5 551\$) et Sierra SL à cabine allongée (4237\$). À la location, transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12¢ du km après 80 000 km, à l'exception du Sierra, frais de 12¢ du km après 50 000 km. **Dépôt de sécurité payé par General Motors. Le dépôt ne sera pas remis au consommateur à la fin de la période de location. Première mensualité exigible à la livraison. *Aucun achat requis pour participer à ce concours. Offre s'appliquant aux résidents canadiens majeurs. Le concours débute le 14 novembre 2003 et se termine le 3 janvier 2004 ou au moment où tous les prix auront été remis, selon la première éventualité et s'applique à l'achat ou à la location d'un véhicule 2003 ou 2004, livré entre le 14 novembre 2003 et le 3 janvier 2004. L'attribution d'un prix à un participant choisi au hasard est subordonnée à ce qu'il donne la bonne réponse à une question d'habileté mathématique. Une seule participation par personne. Au Québec tous les participants recevront un crédit d'achat d'une valeur de 1 500\$ sur presque tous les modèles 2003 et de 750\$ sur presque tous les modèles 2004 ou gagneront l'un des 878 prix suivants: 2 crédits d'achat d'un montant égal à celui que le participant devrait payer au concessionnaire pour le véhicule qu'il a acheté ou loué, selon le cas; 10 crédits d'achat d'une valeur de 10 000\$; 20 crédits d'achat d'une valeur de 5 000\$; 99 crédits d'achat d'une valeur de 2 500\$; et 747 crédits d'achat d'une valeur de 2 000\$. Tous les prix incluent les taxes applicables. Le nombre de prix diminuera au fur et à mesure de leur attribution. Pour les chances de gagner ainsi que tous les autres détails, visitez gmcanada.com. *L'offre à 0% de financement à l'achat et le concours ne s'appliquent pas aux camions série W et poids moyens 2003/2004 et aux fourgonnettes passagers et marchandises/coupées 2003/2004. Le concours ne s'applique pas non plus aux camionnettes et châssis-cabine 2003/2004 série C-K 2500/3500 à cabines régulière, allongée et multiplace à l'exception des modèles avec C6P. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucune autre offre ni à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de La Carte GM, des Diplômés et de GM Mobilité. Modèles 2003 offerts en quantité limitée. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Un échange entre concessionnaires peut être requis.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcanada.com ou au 1 800 463-7483.

PONTIAC  LA PASSION DE CONDUIRE



2004 Pontiac Sunfire SL
2 et 4 portes

169\$/mois
Terme de 48 mois*
0\$ dépôt de sécurité**

PLUS RÉDUCTION «DÉCROCHEZ VOTRE GM»

• Garantie limitée 5 ans/100 000 km sur le groupe motopropulseur sans franchise • Moteur Ecotec L4 2,2 L de 140 HP • Transmission manuelle 5 vitesses Getrag • Banquette arrière repliable divisée 60/40 • Phares antibrouillards • **ET BIEN PLUS**

LOCATION 48 MOIS	
MENSUALITÉ	COMPTANT (ou échange équivalent)
219 \$	0 \$
189 \$	1 494 \$



2004 Pontiac Grand Am SE
4 portes

198\$/mois
Terme de 48 mois*
0\$ dépôt de sécurité**

PLUS RÉDUCTION «DÉCROCHEZ VOTRE GM»

• Moteur ECOTEC DACT 4 cyl. d'aluminium 2,2 L de 140 HP • Transmission manuelle 5 vitesses Getrag • Climatiseur • Radio AM/FM stéréo avec lecteur CD • Portes et ouvre-coffre à commandes électriques • **ET BIEN PLUS**

LOCATION 48 MOIS	
MENSUALITÉ	COMPTANT (ou échange équivalent)
268 \$	0 \$
238 \$	1 398 \$



2004 Pontiac Grand Prix GT1
4 portes

298\$/mois
Terme de 48 mois*
0\$ dépôt de sécurité**

PLUS RÉDUCTION «DÉCROCHEZ VOTRE GM»

• Moteur V6 3,8 L de 200 HP avec double échappement • Transmission automatique électronique 4 vitesses avec surmultipliée • Portes, glaces, rétroviseur et ouvre-coffre à commandes électriques • Télédévrouillage • Siège conducteur à réglage électrique en 6 positions • Radio AM/FM stéréo avec lecteur CD et 6 haut-parleurs • **ET BIEN PLUS**

LOCATION 48 MOIS	
MENSUALITÉ	COMPTANT (ou échange équivalent)
355 \$	0 \$
328 \$	1 235 \$



2004 GMC Envoy SLE

378\$/mois
Terme de 48 mois*
0\$ dépôt de sécurité**

PLUS RÉDUCTION «DÉCROCHEZ VOTRE GM»

• Moteur I6 Vortec 4,2 L de 275 HP • Transmission automatique à 4 vitesses avec surmultipliée • Climatisation à deux zones • Lecteur CD à 6 haut-parleurs • Portes, glaces et miroirs chauffants à commandes électriques • Télédévrouillage • **ET BIEN PLUS**

LOCATION 48 MOIS	
MENSUALITÉ	COMPTANT (ou échange équivalent)
498 \$	0 \$
438 \$	2 775 \$



2004 GMC Sierra SL
à cabine allongée

399\$/mois
Terme de 30 mois*
0\$ dépôt de sécurité**

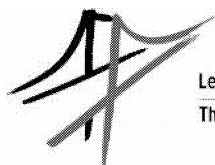
PLUS RÉDUCTION «DÉCROCHEZ VOTRE GM»

• Moteur V8 Vortec 4800 de 285 HP • Transmission automatique 4 vitesses avec surmultipliée et mode remorquage charge lourde • Freins à disque avec système ABS aux 4 roues • Climatisation à deux zones • Pont arrière autobloquant • **ET BIEN PLUS**

LOCATION 30 MOIS	
MENSUALITÉ	COMPTANT (ou échange équivalent)
547 \$	0 \$
469 \$	2 233 \$

BIEN PLUS.





Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée
The Jacques Cartier and Champlain Bridges Incorporated
Canada



1978-2003 ... 25 ANS AU SERVICE DU PUBLIC

L'année 2003 marque le 25^e anniversaire de la société **Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée**, société d'État fédérale responsable de la gestion des ponts Champlain et Jacques-Cartier, de la section fédérale du pont Honoré-Mercier et de l'autoroute Bonaventure, de l'estacade du pont Champlain et du tunnel de Melocheville.

Parmi les grandes réussites des 25 dernières années, la Société tient à souligner le remplacement du tablier du pont Champlain en 1992 et plus récemment le projet de remplacement du tablier du pont Jacques-Cartier qui incluait l'aménagement d'une piste cyclable de 3 kilomètres et le réaménagement de la courbe Craig. Ce dernier projet s'est d'ailleurs mérité plusieurs honneurs dont un prix international alors qu'il était en compétition avec plus de 138 projets aux États-Unis, au Mexique et au Canada.

Au cours des 15 dernières années, la Société a investi plus de 450 millions \$ dans l'entretien des structures sous sa juridiction. Ces investissements ont permis de générer chaque année quelque 500 emplois dans la grande région de Montréal.

Dans le cadre de son mandat, la Société entend poursuivre son principal objectif d'améliorer le service aux usagers en minimisant l'impact des travaux d'entretien sur la circulation. Merci à tous nos usagers.

3192809A

Le rebelle Mick Jagger fait chevalier

ASSOCIATED PRESS

LONDRES — Mick Jagger a été fait officiellement chevalier par le prince Charles, aujourd'hui, au palais de Buckingham, pour services rendus à la musique populaire.

Il a cependant tenu à minimiser cet honneur et s'est posé en éternel rebelle.

Le chanteur âgé de 60 ans a snobé le traditionnel queue-de-pie en arrivant à la cérémonie en costume noir, manteau de cuir noir, écharpe et chaussures rock'n'roll.

Sir Mick, en vertu du titre de noblesse que lui avait décerné la reine Élisabeth II en juin 2002, s'est agenouillé devant l'héritier du trône, qui

l'a adoubé avec l'épée de l'investiture.

Il en a aussi profité pour régler ses comptes avec son éternel compère des Rolling Stone, le guitariste Keith Richards, qui s'était moqué de cet honneur.

Sir Mick a lancé : « Je crois qu'il aimerait bien recevoir le même honneur. »

Keith Richards avait jugé ridicule cet honneur accordé au rebelle vieillissant par un *establishment* qui, autrefois, faisait tout pour mettre sous les verrous les irrévérencieux Stones...

Mick Jagger rejoint les autres stars du rock anoblis par la royauté, Sir Paul (McCartney) et Sir Elton (John).

Aubaines Pèrenoëlesques



Profitez de la meilleure sélection de nouveaux téléphones 1X à moins de 50 \$ pour combler vos proches.



En prime, obtenez 6 mois d'appels locaux illimités avec ces modèles sélectionnés.

Magasins Espace Bell et Bell Mobilité
1 888 4MOBILE www.bell.ca/cadeau



Offre valide du 11 au 15 décembre 2003. Nouvelles activations seulement. Sujet à un engagement de 24 mois. Des frais de résiliation anticipée s'appliquent. Certaines conditions s'appliquent. Prix/offres sujets à changement sans préavis. Photos à titre indicatif.



Anjou
Les Galeries d'Anjou
(514) 353-0257

Beloil
Mail Montenach
(450) 446-7176

Brossard
Mail Champlain
(450) 465-8759

Châteauguay
Centre régional Châteauguay
(450) 691-7665

Coaticook
18, rue du Manège
Pl. J.R. Lefebvre
(819) 849-9997

Cowansville
Domaine du Parc
(450) 263-4444

Delson
5, route 132
(450) 635-9999

Dollard-des-Ormeaux
3352, boul. des Sources
(514) 684-6846

3699, boul. St-Jean
(514) 626-8888

Dorion-Vaudreuil
84, boul. Harwood
(450) 424-1416

Dorval
Les Jardins Dorval
(514) 631-1222

Drummondville
2265, boul. St-Joseph
(819) 478-5178

Promenades
Drummondville
(819) 474-4433

Gatineau
Promenades de l'Outaouais
(819) 246-2355

Granby
Galeries de Granby
(450) 777-4058

Hull
Galeries de Hull
(819) 771-2716

Joliette
Les Galeries Joliette
(450) 755-5533

LaSalle
Carrefour Angrignon
(514) 364-3071

Laval
1655, boul. St-Martin Ouest
(450) 680-1010

Carrefour Laval
(450) 681-3344

Carrefour Laval (kiosque)
(450) 978-7133

Centre Laval
(450) 680-2355

Longueuil
Place Longueuil
(450) 679-4558

Montréal
Boul. Décarie
(angle Jean-Talon)
(514) 739-7777

9280, boul. de l'Acadie
(514) 385-0770

5187, avenue Papineau
(angle Laurier)
(514) 526-2020

892, rue Ste-Catherine Ouest
(514) 866-6686

Centre Rockland
(514) 340-1269

Les Allées de la Mode (kiosque)
(514) 843-8458

Place Alexis-Nihon
12530, rue Sherbrooke Est
(514) 939-2439

Place Dupuis
(514) 844-1313

Place Versailles
(514) 353-8847

Plaza Côte-des-Neiges
(514) 342-5444

Tour Jean-Talon (Rez-de-chaussée)
(514) 270-1155

Montréal-Nord
Place Bourassa
(514) 322-3202

Mont-Tremblant
517, rue de St-Jovite
(819) 681-0404

Pointe-aux-Trembles
12530, rue Sherbrooke Est
(514) 645-4455

Pointe-Claire
Fairview Pointe-Claire
(514) 630-4992

Repentigny
309, rue Notre-Dame
(450) 585-4455

Les Galeries Rive-Nord
(450) 657-4455

Rosemère
232, boul. Curé-Labelle
(450) 979-3838

Place Rosemère
(450) 435-0024

Salaberry-de-Valleyfield

Centre commercial Valleyfield
(450) 377-1256

Sherbrooke
2700, rue King Ouest
(819) 823-9994

Carrefour de l'Estrie
(819) 565-1605

Sorel
Les Promenades de Sorel
(450) 742-6789

St-Bruno-de-Montarville
Les Promenades St-Bruno
(450) 441-1535

St-Agathe-des-Monts
80A, boul. Morin
(819) 321-0265

St-Eustache
Place St-Eustache
(450) 623-8500

St-Hubert
5190, boul. Cousineau
(450) 676-9919

3879, boul. Taschereau
(450) 926-2020

St-Hyacinthe
Galeries St-Hyacinthe
(450) 778-1749

St-Jean-sur-Richelieu
391, boul. Séminaire Nord
(450) 348-5210

Carrefour Richelieu
(450) 349-4400

St-Jérôme
Le Carrefour du Nord
(450) 431-3926

St-Laurent
La Place Vertu
(514) 335-2355

St-Léonard
6050, boul. Métropolitain Est
(514) 257-9292

Centre Le Boulevard
(514) 376-2288

Terrebonne
Les Galeries Terrebonne
(450) 964-7985

Tracy
604, route Marie-Victorin
(450) 746-7777

Trois-Rivières
5691, boul. Jean-XXIII
(819) 376-6849

Les Rivières

Victoriaville
567, boul. des Bois-Francs Sud
(819) 357-7777

La Grande Place des Bois-Francs
(819) 357-5776

ESTERCO

Dominion

LA TRÉSORIÈRE

Aussi offert chez les agents autorisés et dépositaires Bell Mobilité.

Un champion de karaté meurt dans un *after hour*

NATHAËLLE MORISSETTE

Une femme dont l'ex-mari est mort dans un *after hour* après avoir consommé des stupéfiants réclame davantage de formation pour les agents de sécurité appelés à intervenir auprès de ce type de clientèle.

« Il faut que les propriétaires des *after hour* prennent leurs responsabilités. Tout le monde sait qu'il y a de la drogue qui circule dans ces établissements », a affirmé hier Guylaine Dumas à *La Presse*. Le 29 novembre, Marc Hamon, un champion de karaté bien connu qui a notamment remporté huit championnats canadiens, s'est rendu au Club Aria en compagnie de sa filleule, âgée de 26 ans. À leur arrivée, vers 4 h du matin (ces discothèques sans al-

cool sont habituellement ouvertes entre 1 h 30 et 10 h), on leur demande s'ils veulent « quelque chose ». « Sa filleule a refusé, mais Marc a accepté, raconte M^{me} Dumas. Elle ne sait pas ce qu'il a pris mais elle a été témoin de la transaction entre lui et le vendeur. »

M. Hamon s'est amusé jusqu'à 6 h 30. Par la suite, la situation s'est corsée. « Il paraît que Marc a commencé à agir de façon très bizarre, mentionne Guylaine Dumas. Il se levait et se rassoyait sans cesse, et il semblait très nerveux. »

En raison de son comportement agité, un gardien de sécurité lui propose de sortir en le prenant par le bras. « À ce moment-là, je ne sais pas ce qui lui a passé par la tête, mais il a repoussé le gardien et

s'est placé en position de combat. » D'autres agents sont donc venus à la rescousse de leur collègue afin de tenter de maîtriser le colosse, qui mesurait six pieds quatre pouces et pesait 240 livres. « Les sept gardiens ont réussi à le jeter par terre et je sais qu'ils lui ont donné des coups. »

Le champion de karaté est mort à l'hôpital peu de temps après. On ignore pour le moment la cause de son décès.

Son ex-femme déplore l'attitude des gardiens de sécurité. « Il faut que les employés soient préparés à faire face à ce genre de situation et qu'ils reçoivent une formation. Ils n'avaient pas à le frapper. Dans ce cas-ci, ils auraient dû appeler la police. »

Pour l'instant, le Service de police de la Ville de Montréal ne peut

confirmer que Marc Hamon était sous l'effet de stupéfiants. L'enquête est présentement en cours.

Jean-Frédéric Laberge, propriétaire du Club Aria, situé rue Saint-Denis, à Montréal, a pour sa part refusé de commenter l'affaire. Il tient toutefois à préciser que les 24 gardiens qui travaillent pour lui sont préparés à faire face à ce genre

de situation. « C'est très rare qu'il y a des bagarres. Les gens viennent ici pour danser. On ne vend même pas d'alcool, donc il n'y a pas de problème de comportement. »

Et la drogue? « Je pense que la consommation de drogue a vraiment diminué depuis les dernières années », se contente-t-il de répondre.

OGILVY

SOLDE DE FOURRURES
COLLECTIONS DES DESIGNERS



COLLECTION ZUKI

JUSQU'À 50% DE RABAIS

COLLECTION LOUIS FÉRAUD

JUSQU'À 50% DE RABAIS

COLLECTION CHRIST

JUSQU'À 20% DE RABAIS

COLLECTION GIANFRANCO FERRE

JUSQU'À 50% DE RABAIS

sur marchandises sélectionnées

LES LUXUEUSES COLLECTIONS DE ZIBELINE,
CHINCHILLA, LYNX ET SWAKARA

Qualité et bon prix seulement chez OGILVY salon de fourrures au 3^e.
Promotion se terminant le 24 décembre

salon
ÉLÉGANCE
FOURRURES • FURS

TÉL.: (514) 987-8044
1307, STE-CATHERINE ET DE LA MONTAGNE
WWW.OGILVYCANADA.COM

GRANGE

MEUBLES FRANÇAIS HAUT DE GAMME

VENTE DE FIN D'ANNÉE



SOLDE DE 25% SUR TOUTES LES COMMANDES
DU 15 AU 31 DÉCEMBRE

NOTRE NOUVELLE ADRESSE
625 AVENUE DU PRÉSIDENT KENNEDY
514.843.7686 www.grange.fr

3192793A

MONTBLANC



POUVOIR

TIMEWALKER

COLLECTION MODERNE DE MONTRES AVEC UN DESIGN
ARCHITECTURAL UNIQUE. DE 3,900\$ À 4,425\$

JOAILLERIES
ASSALEH
Depuis 1980

422 AVE. MONT-ROYAL E - MONTREAL - 514.844.4886

3192318A

VIEUX PAS GRINCHEUX, RECHERCHE GRATTEUX



	courant	rabais	solde
ENCEINTES JM LAB CHORUS 705	450\$	160\$	290\$
ENCEINTES JM LAB CHORUS 710	795\$	300\$	495\$
ENCEINTES JM LAB CHORUS 725	1 500\$	455\$	1 045\$

Vente finale, certains modèles en quantité limitée, démonstrateur dans certain cas.
Solde en vigueur jusqu'à épuisement des stocks.

FORUM

Rupture et continuité



LYSIANE GAGNON

lgagnon@lapresse.ca

La rupture est complète avec l'ère des Trudeau, Mulroney et Chrétien. Pour la première fois depuis 35 ans, le Québec n'est plus aux premières loges du Conseil des ministres fédéral.

Premier message : priorité sera donnée à l'ouest du pays, où le PLC ne détient actuellement que 14 sièges. Les deux poids lourds du gouvernement Martin viennent respectivement de l'Alberta et de la Saskatchewan. Ils sont en outre unilingues.

Plus important encore, à l'exception de Francis Fox, qui sera secrétaire général du bureau du premier ministre... mais cantonné aux « affaires québécoises », l'entourage de Paul Martin est massivement unilingue et d'origine ontarienne.

Second message : la conciliation, plutôt que l'affrontement, marquera les rapports avec les provinces. C'est Pierre Pettigrew, une « colombe » aimable et flexible, qui succède à Stéphane Dion aux Affaires intergouvernementales et qui hérite du ministère de la Santé, domaine qui constitue le principal point de friction entre les provinces et le fédéral.

Les Québécois ne sont quand même pas ignorés. Ils gardent plusieurs ministères importants. Et surtout, une fois de plus, le premier des ministres vient du Québec... À croire que la province reste toujours, et de loin, le terreau le plus fertile pour la production des premiers ministres canadiens !

Même s'il parle fort correctement le français, M. Martin est culturellement un anglophone, dans la mesure où l'anglais fut sa langue maternelle et sa langue d'instruction. Mais chose certaine, c'est un Québécois au sens entier du terme.

Il a passé toute sa vie d'adulte à Montréal. C'est ici que se trouve le siège social de la Canada Steamship Lines, la compagnie qu'il a longtemps dirigée. Son domicile familial est

Au Québec, la majorité des nouveaux ministres sont de parfaits inconnus, et le resteront fort probablement.

(et restera) à Montréal ; sa maison de campagne est dans les Cantons-de-l'Est. Et il a toujours représenté un comté montréalais.

C'est au Québec, également, que s'est développée la sensibilité politique de Paul Martin, qui réfère souvent à l'expérience emblématique de la Révolution tranquille et qui se plaisait à dire, lors de sa campagne (ratée) au leadership de 1990, que le modèle de développement connu à l'époque sous le nom de « Québec Inc. » devrait être exporté à travers le Canada.

En fait, M. Martin aura passé une plus grande partie de sa vie au Québec que Jean Chrétien, qui a déménagé sa famille à Ottawa dès le jour où il est devenu député, en 1963.

Hélas ! M. Martin semble avoir aussi hérité du Québec le défaut de la structurite. Son cabinet est trop gros, trop touffu, alourdi par la nomination d'une flopée de secrétaires parlementaires chargés de dossiers spécifiques qui auront accès au Conseil des ministres.

Quel besoin a-t-on d'un ministre de « la diversification de l'économie de l'Ouest canadien » (sic), d'un ministre « responsable du Bureau sur le règlement des questions des pensionnats autochtones » (resic), d'un ministre du Sport amateur, d'un ministre de la Commission canadienne du blé, d'un ministre chargé de « la promotion économique du Canada Atlantique » (resic) ? Pourquoi ne pas fusionner le ministère de la Défense et celui des Anciens Combattants ? Qu'est-ce que ce ministère de la Santé publique qui fait double emploi avec celui de la Santé ? Pourquoi cette flopée de ministères à clientèles particulières (femmes, enfance, jeunesse, multiculturalisme, etc.) ?

Les raisons de cette coûteuse et inutile enflure ministérielle n'ont rien de mystérieux : il s'agit d'une démarche essentiellement électoraliste, celle du père Noël distribuant ses cadeaux à chaque région, chaque groupe, chaque sexe, chaque génération, chaque race, etc.

Mais on aurait quand même attendu mieux d'un homme qui prétendait changer la culture politique canadienne.

Seul Denis Coderre, à cause de ses talents d'organisateur, a échappé à la tronçonneuse qui a décimé les ministres les plus proches de Jean Chrétien. M. Martin s'est quand même tiré dans le pied en laissant son animosité personnelle prendre le pas sur l'intérêt commun. Le cabinet aurait gagné à conserver les indéfectibles compétences d'un Martin Cauchon ou d'un Stéphane Dion. Ce dernier aurait pu être recyclé dans un ministère moins sensible.

On salue cependant la nomination à la Justice du juriste Irwin Cotler, qui aurait dû accéder au cabinet il y a longtemps.

Au Québec, la majorité des nouveaux ministres sont de parfaits inconnus, et le resteront fort probablement. On verra ce que feront les Saada, Scherrer et Paradis... Mais pour l'instant, force est de constater qu'à part Liza Frulla, Irwin Cotler et Pierre Pettigrew, l'équipe québécoise de M. Martin n'a rien de terriblement reluisant. Le Bloc ne doit pas être mécontent de la composition de cet aréopage.

Les défis de Paul Martin

Il lui faut maintenant proposer une vision du Canada

HUGH SEGAL



L'auteur est président de l'Institut de recherche en politiques publiques (IRPP), qui est en ce domaine le plus ancien institut de recherche indépendant et non partisan au Canada, basé à Montréal.

Notre économie n'est pas en crise, et l'unité du pays ne soulève aucun défi pressant. La situation financière du gouvernement fédéral est bonne et va en s'améliorant. Le Canada est officiellement en paix avec chaque nation du monde, comme c'est le cas depuis 1953. Les milieux d'affaires progressent et l'agitation ouvrière a déjà été plus vive. Bref, Jean Chrétien lègue à Paul Martin un pays et un gouvernement aux perspectives favorables et à l'état d'esprit constructif.

Et contrairement à ses prédécesseurs, ce dernier a pu longuement méditer son action à la tête du Parti libéral et du pays, où son ascension était pour ainsi dire assurée. Avant d'accéder au pouvoir, tout premier ministre traverse la double épreuve d'un congrès à la direction de son parti et d'un scrutin serré. Mais le départ annoncé de M. Chrétien a donné à son successeur tout le temps nécessaire pour se préparer à ses fonctions.

Malgré ces riches perspectives et l'amoinissement des brèches de la division nationale, le nouveau premier ministre doit néanmoins s'attaquer à quelques problèmes fondamentaux. À défaut pour lui de les voir resurgir à l'approche du scrutin de 2004, et d'ainsi raviver les vieilles tensions qui ont miné notre énergie et notre détermination durant une trop longue période de notre histoire. Ces grands problèmes, les voici :

Dérive géopolitique

Le Canada ne possède aucun plan stratégique global visant à défendre ses intérêts géopolitiques. Nous sommes devenus dans les affaires du monde un acteur mineur incapable de tenir ses engagements et réticent à s'engager dans les moments clés. Notre faible investissement militaire et diplomatique compromet gravement les valeurs, intérêts et légitimes revendications du pays multinational, démocratique et prospère que nous sommes. Le plus tôt M. Martin prendra les mesures qui redonneront au Canada une intégrité géopolitique axée sur ses valeurs, sa sécurité et sa croissance, mieux il contiendra les risques bien réels de cette dérive.

Déséquilibre fiscal vertical

L'écart grandissant entre la capacité d'Ottawa de générer des revenus et celle des provinces menace l'intégrité de tous les grands programmes sociaux ainsi que la nature et la structure des relations fédérales-provinciales. Cette question sera suivie de très près par ceux qui, au Québec et en Alberta, préconisent l'indépendance de leur région au prétexte de ce dysfonctionnement fiscal et d'une inégalité intrinsèque réduisant la portée et la solvabilité de programmes auxquels tient fortement la population. Il serait politiquement très coûteux de faire l'impasse sur ce problème en refusant d'y apporter une solution constructive.

Défense nationale

Malgré un héritage qui remonte ici à plus d'une décennie, M. Martin doit à ce chapitre relever à court terme un défi bien précis. Pour ce faire, il lui faut signer sans délai les contrats d'hélicoptères en invoquant nos intérêts de sécurité nationale, puis écouter les fastidieux processus d'approvisionnement. La réalité militaire dont il hérite lui impose de faire passer un message clair : le soutien aux forces armées sera nettement étendu et renforcé. Et bien qu'une refonte politique soit nécessaire, il devra agir sur plusieurs fronts vu l'état de nos équipements et notre faible capacité de déploiement rapide. L'examen d'une stratégie à moyen terme n'allège en rien le fardeau des tâches immédiates puis à court terme, soit à un horizon de trois à cinq ans.

Soins de santé

Au-delà de la rhétorique quasi sacrée entourant le système de payeur unique, et malgré l'appui considérable qu'il obtient,



Paul Martin, lors de son arrivée à Rideau Hall.

PHOTO PC

il y a cette réalité imparable : notre système de santé ne peut répondre avec les seules recettes fiscales d'Ottawa et des provinces aux demandes suscitées par l'évolution démographique, les nouvelles technologies et les fournisseurs de soins. Sur la question du rationnement et du droit de chaque patient à des soins rapides répondant à ses besoins et au principe d'accès universel, la Cour suprême étudiera prochainement une cause qui pourrait remettre en question la méthode de gestion des coûts du système actuel. Il existe des moyens créatifs de réduire le fardeau des coûts de santé sans réduire l'accès universel, et M. Martin est en mesure d'engager ce processus de rééquilibrage. Il faut en finir avec l'inflation des dépenses, le déficit des hôpitaux, la sous-rémunération des médecins de famille et les coûts de santé accaparant tout le pourcentage d'augmentation des dépenses provinciales.

Chute de la participation électorale

Aggravée par une tendance à l'abstention chez les jeunes et les nouveaux Canadiens, la baisse de la participation électorale compromet d'ores et déjà la légitimité démocratique. Les 61 p. cent du scrutin de 2000 s'établissaient en fait à 57 p. cent si l'on compare le nombre d'électeurs ayant voté à celui des Canadiens ayant qualité d'électeur, plutôt qu'au nombre d'inscrits de la « liste permanente officielle ». Cette participation baisserait-elle à 50 p. cent et Paul Martin serait-il élu avec 44 p. cent des suffrages, il recevrait l'appui de 22 p. cent seulement des Canadiens. Quelle serait alors la légitimité de son gouvernement face à un difficile problème ou un vif débat sur l'unité du pays ? Il lui faut donc aussitôt s'atteler à la tâche en s'inspirant des initiatives de réforme électorale en cours au Québec, en Colombie-Britannique, en Ontario et à l'Île-du-Prince-Édouard. Tout délai risque d'éroder le lien déjà fragilisé

entre démocratie et gouvernement.

Relations canado-américaines

Contrairement à ce que d'aucuns qualifient de crise, Paul Martin hérite plutôt à ce chapitre d'une situation conjoncturelle. Le Canada a ainsi perdu toute influence réelle auprès des États-Unis pour s'être rendu quasi indétectable sur le radar géopolitique de leurs intérêts mondiaux, ou l'on trouve des intérêts parfois différents des nôtres, mais le plus souvent concordants. Les libéraux pratiquant de nature un anti-américanisme variant de modéré à mordant, Paul Martin doit choisir entre cette tradition contre-productive et une démarche plus concrète fondée sur l'affirmation de nos intérêts bilatéraux, en s'engageant stratégiquement dans les domaines géopolitiques où ces intérêts coïncident. D'après son flair et son expérience, il semble tout désigné pour réussir cet exercice d'équilibre. En nommant par exemple auprès des Nations unies un ambassadeur qui se prononcerait clairement en faveur d'un plan visant à moderniser l'ONU autour des valeurs démocratiques, il ferait un geste d'une grande portée symbolique.

Paul Martin hérite d'un pays dont la santé financière doit beaucoup à son action. Et il mérite pleine reconnaissance à cet égard. Sans être à l'origine de la TPS et du libre-échange, il a su en tirer des revenus qui ont grandement contribué à l'héritage positif qu'il a lui-même constitué. Il lui faut maintenant dépasser l'horizon immédiat pour proposer une vision du Canada et de ses potentialités qui traduise ce que nous sommes, ce qui nous tient à cœur et notre propension naturelle à stimuler le développement économique et le progrès social chez nous, tout en soutenant à l'étranger la démocratie et la justice. Comme nous l'avons fait par le passé. Nous connaissons le Canada dont hérite Paul Martin. Celui-ci doit maintenant préparer le Canada dont hériteront nos petits-enfants. Tout l'enjeu réside dans les risques et les engagements qu'il saura prendre.

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

LA PRESSE

FORUM

ÉDITORIAUX

L'ouragan



apratte@lapresse.ca

ANDRÉ PRATTE

On savait qu'un vent de renouveau soufflerait sur Ottawa avec l'arrivée de Paul Martin comme premier ministre; c'est un véritable ouragan qui a frappé hier la capitale canadienne.

On s'attendait à ce que la composition du cabinet change radicalement; c'est tout le fonctionnement du gouvernement fédéral que M. Martin propose de transformer.

Un ménage s'imposait, c'est clair. Fallait-il pour autant bouleverser toutes les structures? Les risques sont grands que certains des changements annoncés ne provoquent la confusion plutôt que l'efficacité.

Il ne sert pas à grand-chose de commenter ici chaque nomination. Beaucoup des nouveaux venus sont des inconnus hors leur comté et la bulle parlementaire. De plus, en politique comme dans le sport, il y a une grande différence entre la compétence « sur papier » et la performance d'un individu une fois qu'il se trouve sur le terrain. Seul

Les risques sont grands que ce bouleversement de structures ne génère plus de cohésion que d'efficacité.

L'avenir nous dira dans quelle mesure le nouveau premier ministre a fait de bons choix.

Nous regrettons certains congédiements, notamment celui de Martin Cauchon, qui s'est toujours bien acquitté des tâches qu'on lui confiait. Nous nous réjouissons par contre de voir que Pierre Pettigrew, un homme intelligent, consciencieux et posé, jouera un rôle clé. C'est sur ses épaules, en définitive, que reposera l'assainissement des relations fédérales-provinciales. En plus d'être responsable des Affaires intergouvernementales, M. Pettigrew hérite du portefeuille de la Santé, enjeu principal des rapports entre les deux ordres de gouvernement. Le député de Papineau-Saint-Denis pourra enfin mettre à l'épreuve, à grande échelle, « le fédéralisme souple et moderne » qu'il a toujours préconisé.

Hier, M. Pettigrew a voulu donner le ton en déclarant que « les provinces ne sont pas des problè-

mes, mais des partenaires ». Sa tâche sera cependant difficile parce que plusieurs des décisions annoncées hier par le premier ministre laissent poindre la possibilité de conflits avec les gouvernements provinciaux. C'est le cas, par exemple, de la création d'un secrétariat et d'un poste de secrétaire parlementaire responsables du nouveau partenariat Ottawa-villes qu'envisage M. Martin.

Le premier ministre a fixé trois priorités: renforcer les assises sociales du Canada, bâtir une économie du XXI^e siècle, renforcer le rôle du Canada dans le monde. D'où découlent des changements heureux. L'immense et ingérable ministère du Développement des ressources humaines est scindé en deux. La création d'un nouveau ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile manifeste une volonté de cohérence dans un domaine crucial, aujourd'hui et dans l'avenir.

Les changements relatifs à la démocratie parlementaire sont d'envergure historique. Il faut applaudir l'annonce que désormais, les votes à la Chambre des communes seront classés selon leur ordre d'importance de façon à ce que les députés puissent plus souvent se dégager de la discipline de parti.

D'autres modifications visent un contrôle très serré des dépenses gouvernementales. Là encore, cela s'imposait. Depuis deux ans, les dépenses de programmes du fédéral ont augmenté de presque 20 milliards, au point que le Fonds monétaire international a récemment exprimé son inquiétude. Il reste à savoir comment le gouvernement Martin pourra à la fois multiplier les initiatives, y compris dans des domaines de compétence provinciale, tout en évitant un emballement budgétaire.

Le risque est réel, parce que les décisions annoncées hier tirent dans toutes les directions. De plus, le nouveau cabinet est tout aussi obèse que celui de son prédécesseur (faut-il vraiment un ministre pour « les marchés nouveaux et émergents »?). Enfin, M. Martin fait en sorte de s'occuper lui-même des dossiers des villes, des autochtones et des « sciences et petites entreprises ».

Tout cela fait craindre que le premier ministre, et son gouvernement tout entier, ne s'éparpillent. Il faudra voir à l'usage.

Pour l'heure, nous félicitons Paul Martin d'avoir apporté, avec une bonne dose d'audace, des changements espérés depuis longtemps.

Coup de file



mouimet@lapresse.ca

MICHÈLE OUIMET

Craignant que son budget soit battu par le conseil municipal où il est minoritaire, le maire de Montréal, Gérald Tremblay, n'a fait ni une ni deux: il a débouché six conseillers de l'opposition.

Hier, lors d'un point de presse où ses nouvelles recrues se tenaient en rang d'oignons, le maire affirmait que son coup de file n'avait rien à voir avec l'adoption du budget mardi. Personne ne l'a cru.

En recrutant sa brochette de conseillers hétéroclites, le maire a retrouvé sa majorité au conseil mais sa position reste fragile. L'Union

Le maire a retrouvé sa majorité au conseil mais sa position reste fragile.

des citoyens de l'île de Montréal (UCIM) contrôle désormais 39 sièges, Vision Montréal de Pierre Bourque 24 et les indépendants 10.

Le maire s'est finalement décidé à faire le ménage dans les rangs de son parti et à larguer les conseillers qui causaient défusions dans leurs arrondissements tout en restant hypocritement sous les jupes de l'UCIM, histoire d'arrondir leurs fins de mois en siégeant sur des commissions. Il était temps.

À force de patauger dans ses contradictions et de se laisser be-

noïtement poignarder par des défusionnistes qui affichaient de plus en plus ouvertement leur rébellion, le maire perdait sa crédibilité.

Gérald Tremblay s'est débarrassé des plus farouches défusionnistes mais il s'est acquiné avec six conseillers de l'opposition dont la crédibilité frôle le zéro absolu. Comme Luc Larivée qui a longtemps présidé les séances du conseil municipal. Vindictif, il était d'une incroyable partisanerie.

Frank Venneri, lui, n'a pratiquement jamais ouvert la bouche lors des séances du conseil. Même chose pour Sylvain Lachance et Ivon Le Duc. Quant à Pierre Lapointe, il a déjà été président de Vision Montréal avant d'être élu conseiller. Proche de Pierre Bourque, il n'a pas hésité à le laisser tomber comme une vieille chaussette.

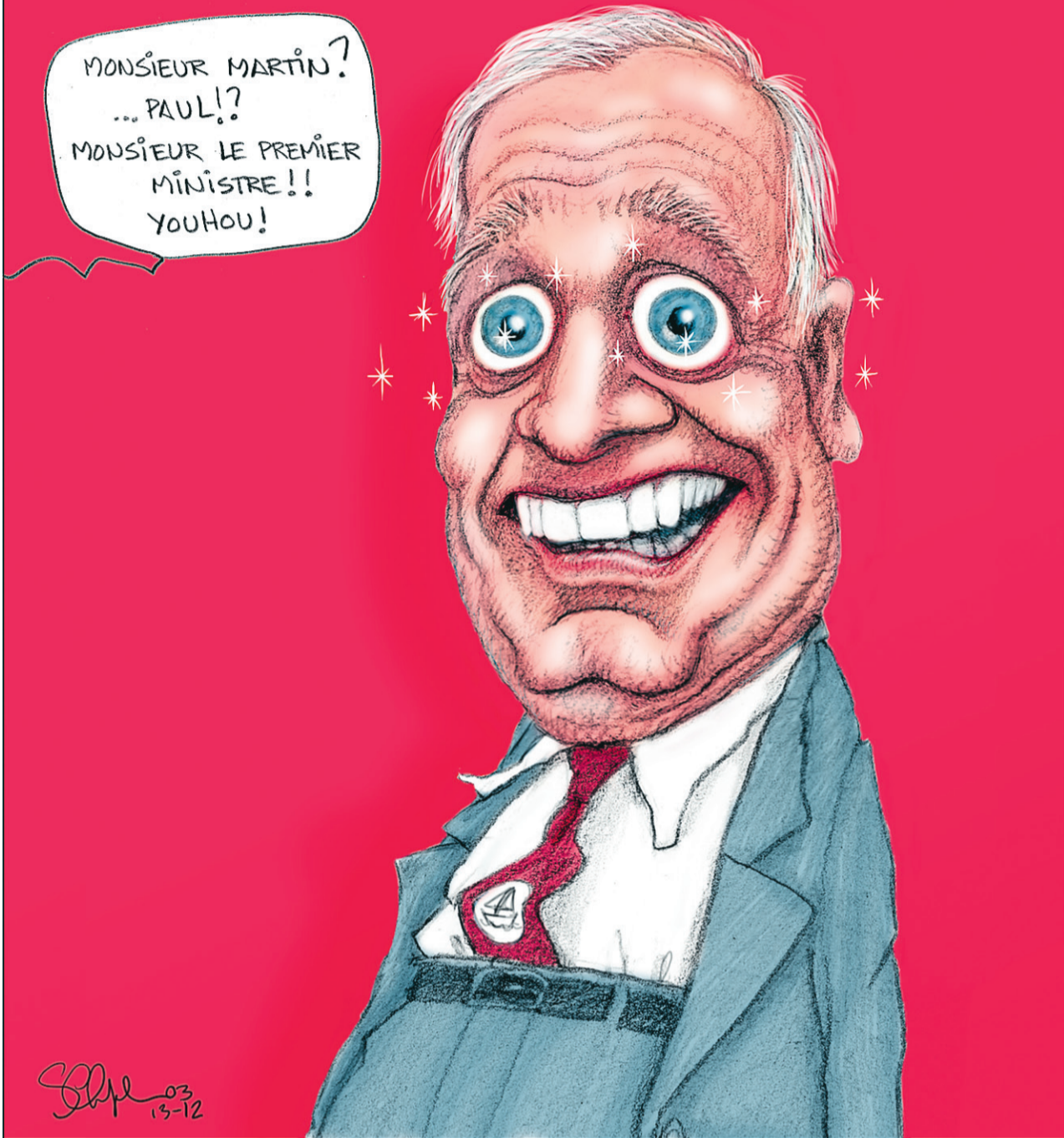
Les trois conseillers qui ont quitté Vision Montréal n'ont même pas appelé leur chef pour l'en aviser. Bourque a appris la nouvelle en lisant *La Presse*. Pourtant, la veille de leur défection, ils avaient trinqué avec lui. Hier, les conseillers de Vision Montréal avaient la mine basse et certains s'étouffaient d'indignation devant la trahison de leurs ex-collègues.

Même si le maire a raclé les fonds de tiroir pour dénicher ses six transfuges, il a réalisé un bon coup. Il commence à bâtir des ponts dans l'ancienne Ville de Montréal contrôlée presque uniquement par Pierre Bourque, ce qui lui permet de compenser les pertes importantes qu'il subit dans l'ouest de l'île où le vent défusionniste souffle fort.

Mais le plus dur reste à venir: passer à travers les référendums et sauver la ville du démantèlement.

LE NOUVEAU PREMIER MINISTRE DU CANADA: PAUL MARTIN

MONSIEUR MARTIN?
... PAUL!
MONSIEUR LE PREMIER
MINISTRE!!
YOUHOU!



LES GRANDS PORTRAITS

PAUL MARTIN

serge.chapleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

LA BOÎTE AUX LETTRES

> Pour nous écrire: forum@lapresse.ca

Un tribunal islamique: non merci!

Selon des informations rendues publiques jeudi, un groupe de musulmans canadiens travaille actuellement à mettre en place, en Ontario, un tribunal judiciaire fondé sur la charria, la loi canonique islamique. Ce tribunal, dans la forme proposée, serait destiné à traiter par arbitrage les conflits matrimoniaux entre musulmans.

C'est bien essayé de vouloir aider dans les conflits de famille mais il ne doit y avoir aucun intermédiaire entre les tribunaux judiciaires au Canada. C'est aux autorités canadiennes de légiférer et le terrain doit être dégagé pour permettre l'accès à tous sans distinctions religieuses. Que les couples en difficulté soient portés ou non à consulter des références religieuses, grand bien pour eux. Que les familles veulent les aider, grand bien pour eux. Les lois canadiennes sont les références pour les aider dans leurs difficultés. Il n'y a aucune reconnaissance à avoir envers ceux qui voudront se retrouver dans une structure religieuse intermédiaire comptenu des droits civils canadiens.

Caroline Doyle

Vive la laïcité

Que chacun se procure le livre tout récent de Chahdortt Djavann, *Bas les voiles*, (Gallimard) et il aura la réponse au port du voile. Madame Elisabeth Badinter a d'ailleurs chaudement félicité cette Iranienne qui a eu le courage de dire tout haut ce que tout le monde pense tout bas. Aucune religion ne doit imposer ses règles aux sociétés laïques. La pratique d'une religion doit être quelque chose d'intime, de personnel et ne doit pas s'afficher d'une façon ostentatoire, surtout une religion qui est la plus intolérante qui existe en dépit des affirmations contradictoires de ses disciples.

Claude Soumeilhan

Difficile à atteindre

Au début des années 60, l'Association des journalistes de

langue française avait refusé, également, la création d'un ordre professionnel. Jean-Louis Gagnon avait répliqué: « Quand nous aurons les conditions de travail des professionnels tels que médecins, avocats, ingénieurs, on y pensera. » Il est vrai qu'à l'époque, devenir journaliste c'était une « mission » et comme les missionnaires n'étaient pas payés... Les journalistes tentaient d'améliorer leur sort en se syndiquant. Ils ont si bien réussi que maintenant ce sont les professionnels qui se syndiquent. Établir un ordre professionnel, tant pour les enseignants que pour les journalistes, c'est établir des normes, que beaucoup de ceux qui travaillent présentement dans ces domaines, pourraient avoir de la difficulté à atteindre.

Jean-Guy Pinel

De grâce, respectez les feux!

Chaque jour, à Montréal, au moins une voiture grille sous mes yeux son feu rouge au mépris de la sécurité publique. Une tendance à la hausse. Un enfant de deux ans est mort le 7 décembre dernier à la suite, apparemment, d'une collision avec un véhicule conduit par l'un de ces chauffeurs pressés. Je me souviens d'avoir appris

dans un cours de conduite, il y a 25 ans, que le feu jaune n'est pas une autorisation à accélérer. Lorsque la lumière rouge apparaît, la voiture devrait être immobilisée. Ce n'est pas une question de civisme ou de morale mais de gros bon sens. Si les policiers de Montréal mettaient autant de zèle à pénaliser les infractions aux intersections que les commis en mettent à distribuer des billets aux véhicules mal garés, la ville serait certainement moins dangereuse pour les piétons. Rappelons tout de même que la Société de l'assurance-automobile du Québec prévoit une amende de 100 à 200 \$ et trois points d'inaptitude aux conducteurs pris en flagrant délit.

Mathieu-Robert Sauvé
Montréal

Bizarre...

« Ils » ont voté pour un nouveau gouvernement sous prétexte qu'ils souhaitaient du changement. Maintenant que ce changement est imminent, « ils » manifestent pour que tout demeure comme avant. J'ai honte d'être Québécois aujourd'hui et les autres jours aussi!

Éric Cimon

Une société en sursis?

Nous vivons à l'heure un peu tragique où personne ne veut reconnaître ses propres lacunes. C'est la faute au gouvernement en place. C'est la faute aux oligarchies patronales ou syndicales. C'est la faute aux exigences impitoyables de la vie quotidienne.... Cette déresponsabilisation qui tend à se généraliser est en train, lentement, de gruger le tissu social et familial. Nous pénétrons dans l'univers frénétique et artificiel imposé par une civilisation en perte de repères et de chaleur humaine. L'enfant qui grandit parmi nous est souvent l'enfant des longues solitudes qui n'a comme seuls partenaires de dialogue ou la télévision, ou l'ordinateur ou tout

simplement la rue. Ce vide engendré par une civilisation de la démesure et de l'absence conduit les parents à être rassurés si les enfants sont « bien sages » à la maison alors que pourtant les rejoint sans cesse les appels à l'aventure et à la fuite d'un réseau souterrain d'images et de sons, de clavardage et de complicité. Pourquoi s'inquiéter quand on a la paix entre les murs et que l'heure de l'apéro nous permet d'oublier. Mais quand s'éteint la lumière et nous rejoins la nuit, entendons-nous dans ce silence le bruit du pays en dérive?

Jacques Léger
Morin-Heights



BONNE CHANCE!



Jeux télé



Plaisir longue durée



Gagnant à vie



Les coups de cœur



Gros, gros lot



Petits plaisirs à 1\$



Jeux avec cédérom



Des cadeaux à gagner

POUR JOUER À **Caméléon**, FAUT D'ABORD LE TROUVER.

Vous pensez être observateur ? Voici Caméléon, la **nouvelle loterie avec cédérom** de Loto-Québec. Retrouvez une foule d'objets cachés dans dix mystérieux décors. Fouillez l'atelier de l'artiste, la boutique de l'antiquaire et autres lieux intrigants, et vous pourriez gagner jusqu'à **25 000 \$!**

Découvrez-le !
www.jeucameleon.com

MONDE

MONTRÉAL PLUS

REGARD SUR
LE MONDE

Bush veut marcher sur la Lune



ALEXANDRE SIROIS

WASHINGTON

James Carville a le visage tuméfié. Sur la couverture de son plus récent essai, l'ancien conseiller de Bill Clinton a un oeil au beurre noir et un pansement sur la joue. Il regarde malgré tout son lecteur avec un air de défi. « Vous en avez assez ? » clame le titre du livre.

Carville, démocrate coloré qui coanime aujourd'hui l'émission politique *Crossfire* sur le réseau CNN, en a marre de voir les démocrates se faire brutaliser par les républicains. Il l'a répété mercredi soir dans une église bondée de la banlieue nord de Washington, où il donnait une conférence. Le crâne rasé, un chandail à col roulé brun enfoncé dans des jeans trop courts, il ressemblait à un Caliméro géant dopé aux stéroïdes tant il trépinait à l'idée de « récupérer son pays ».

Au grand plaisir de l'assistance, celui qu'on surnomme le Cajun furieux a violemment attaqué les républicains pendant près d'une heure. Il a raconté entre autres choses comment, une semaine plus tôt, il a failli tomber de sa chaise en lisant ses journaux. Il venait d'apprendre que George W. Bush veut expédier un homme sur la Lune. « On n'est pas capable de retirer un seul de nos soldats de l'Irak et l'administration actuelle veut envoyer un homme sur la Lune ! » a lancé Carville. Son attaque a été saluée par une salve d'applaudissements.

La nouvelle a été ébruitée par plusieurs journaux la semaine dernière. On a rapporté que le président américain pourrait annoncer dès mercredi — à l'occasion du centenaire du premier vol des frères Wright — qu'il compte expédier un homme sur la Lune. L'envoi d'une équipe sur Mars pourrait aussi être au programme de la Maison-Blanche, qui collabore étroitement avec la NASA depuis le mois d'août.

John F. Kennedy avait frappé l'imagination de ses citoyens, en 1962, quand il leur avait promis la Lune avant 10 ans. Il avait présenté cet objectif comme « un acte de foi » qui permettrait « de tirer le maximum de nos énergies et de nos talents ». Le 20 juillet 1969, l'Américain Neil Armstrong prouvait au monde entier que ce n'était pas un rêve fou.

Bush cherche un « moment Kennedy », explique-t-on à la Maison-Blanche. Il veut, comme le charismatique président démocrate, offrir à sa nation un objectif grandiose et fédérateur. Il jonglerait aussi avec l'idée de lancer une campagne pour promouvoir la longévité ou pour lutter contre la maladie ou la faim chez les enfants.

« Je peux vous garantir qu'il aura un programme audacieux », a déclaré le chef du cabinet du président, Andrew Card, dimanche dernier. Il a affirmé que Bush était à la recherche d'une « grande idée » pour la dernière année de son mandat devant mener à l'élection de novembre 2004. Il a confirmé que des suggestions ont été faites par l'administrateur de la NASA, Sean O'Keefe.

Il n'en fallait pas plus pour que les médias sondent la population à ce sujet. Une majorité d'Américains (53 %) est en faveur de l'envoi d'astronautes sur la Lune. L'opinion publique est cependant divisée puisque 45 % des personnes interrogées par la firme Gallup s'opposent à ce projet.

Lorsqu'on a demandé aux Américains s'ils acceptaient que leur gouvernement « dépense des milliards » pour cette mission, la tendance s'est inversée : 67 % d'entre eux ont exprimé leur désaccord, et seuls 31 % voyaient toujours l'initiative d'un bon oeil. Or, les experts estiment qu'il en coûtera environ 15 milliards US en cinq ou six ans.

S'ébrouant derrière son micro mercredi, James Carville a fait comprendre aux démocrates qu'il est temps de passer à l'attaque. Il a dénoncé les idées de grandeur du président, déjà montré du doigt pour l'explosion du déficit. Sa colère sera-t-elle contagieuse ? À l'écouter rager, une chose est certaine : s'il le pouvait, c'est Bush qu'il expédierait sur la Lune.

Difficiles négociations sur la Constitution européenne

ISABELLE HACHEY

LONDRES — L'heure de vérité a sonné en Europe. Après deux ans de débats, de tergiversations et de jeux de coulisses, les dirigeants des 15 États membres de l'Union européenne (UE) et des 10 pays qui intégreront en mai 2004 sont réunis ce week-end à Bruxelles pour adopter la toute première Constitution européenne.

Reste à savoir si ce sommet se conclura demain par un accord historique ou par un nouvel échec qui exposerait une fois de plus les profondes divisions de l'Europe, amèrement mises au jour lors de la crise irakienne.

La ratification d'un texte définitif est loin d'être acquise. Le pessimisme règne quant à l'issue du sommet. Selon le président en exercice de l'UE, Silvio Berlusconi, une entente unanime entre les dirigeants des 25 pays, peu d'humeur à faire des compromis, relèverait même du « miracle ».

Ce qui risque surtout de faire dérailler ces négociations à haut risque, c'est l'enjeu crucial de la pondération des voix accordées à

chacun des États membres de l'UE. Derrière ce débat en apparence très technique, c'est toute la question du pouvoir qui est en jeu : qui dirigera l'Europe élargie ? Qui gèrera son budget annuel de 95 milliards d'euros ?

En décembre 2000, à Nice, les États membres étaient parvenus à un laborieux compromis, conférant aux pays de taille moyenne un poids presque équivalent à celui des quatre grands de l'UE (Allemagne, France, Grande-Bretagne et Italie). Selon un calcul extrêmement complexe, l'Espagne dispose ainsi de 27 votes au conseil des ministres, alors que l'Allemagne, qui compte pourtant le double de sa population, n'a droit qu'à 29 votes.

La nouvelle pondération proposée est plus simple et plus conforme à la démographie de chaque État. Il s'agit de passer à la « double majorité », sous laquelle une loi européenne serait adoptée si elle est soutenue par la majorité des 25 États membres, représentant au moins 60 % de la population. L'Allemagne et la France y gagneraient au change, mais l'Espagne et la Pologne (qui adhèrera à l'UE le 1^{er} mai) s'opposent farou-

chement à la nouvelle formule.

Le couple franco-allemand a prévenu qu'il ne ferait pas de compromis au rabais, pas de « tripatouillage », selon le président Jacques Chirac. Pour la Pologne, l'enjeu est si important que le premier ministre Leszek Miller, grièvement blessé dans un récent accident d'hélicoptère, s'est tiré de son lit d'hôpital pour se rendre à Bruxelles et participer aux éreintantes négociations.

Tous les dirigeants s'entendent pour dire qu'une réforme des institutions — élaborées pour une union de six membres pionniers — est indispensable pour éviter la paralysie de l'Europe élargie. La Constitution condenserait aussi une imposante série de traités complexes, signés depuis un demi-siècle, en un seul document, plus compréhensible pour le commun des mortels européens.

L'enjeu est important. Selon une enquête de la Commission européenne, moins de la moitié des citoyens de l'UE ont foi en cette structure, qu'ils considèrent comme opaque et bureaucratique.

► Voir EUROPE en 18



La silhouette d'un manifestant contre la guerre en Irak se devine à travers un drapeau des États-Unis maculé de slogans. La scène se passait en mars dernier près du monument commémoratif érigé en hommage aux combattants du Vietnam, à Washington.

Des familles de militaires réclament le retour des troupes déployées en Irak

MARC THIBODEAU

Hier, pour la centième fois depuis le début de l'année, Larry Syverson s'est rendu devant les bâtiments de la cour fédérale à Richmond, en Virginie, pour réclamer le retour au pays des troupes américaines déployées en Irak.

Deux des quatre enfants de ce géologue de 54 ans sont en poste à Bagdad et à Tikrit, une situation qu'il juge « inacceptable » comme en témoigne une pancarte sur laquelle on peut lire que « le pétrole irakien ne vaut pas le sang de (ses) deux fils ».

Opposé à la guerre depuis le début, M. Syverson, qui compte un troisième fils dans l'armée, note que ses fréquentes manifestations n'ont pas toujours été bien reçues par la population locale.

« Au plus fort de la guerre, les gens me montraient le doigt, me criaient après, m'insultaient en me disant que je devrais avoir honte. Certains m'ont traité de communiste, d'autres m'ont dit que je devrais retourner en France parce que les Français s'opposaient comme moi à la guerre », explique-t-il.

La situation en Irak, où des soldats américains sont tués presque quotidiennement, a cependant changé la donne au fil des mois.

« Maintenant, la réaction des passants est beaucoup plus positive. La plupart des gens sont sympathiques à ma cause. Ils me saluent en passant, klaxonnent et m'encouragent à continuer », note-t-il.

Et qu'en disent ses fils ? « J'en ai parlé avec eux avant de commencer. Ils m'ont dit qu'ils étaient d'accord pour que j'utilise leurs photos sur mes pancartes », note-t-il. L'un d'eux, choqué de son passage forcé en Irak, a déjà pris la décision de ne pas s'enrôler de nouveau à la fin de son contrat.

M. Syverson affirme que les arguments avancés par l'administration américaine pour justifier l'intervention en Irak l'ont toujours laissé sceptique. « Je n'ai jamais cru que l'Irak représentait une menace pour les États-Unis ou encore qu'il y avait des liens entre Saddam Hussein, Al-Qaeda et les attentats du 11 septembre », note le père de famille, qui se définit comme un patriote.

À une exception près, aucun des élus en poste à Washington ne compte de soldats dans l'armée américaine, une situation qu'il déplore. « J'ai trois fois plus d'enfants dans l'armée que tous les élus réunis et c'est eux qui voudraient me dire ce que c'est d'être un patriote », dit-il.

Comme M. Syverson, près d'un million de familles ayant des proches en Irak ont entrepris au cours des derniers mois de faire connaître leur indignation en unissant leurs forces au sein d'une organisation baptisée « Military families speak out ».

L'initiative revient à un couple du Massachusetts, Nancy Lessin et Charley Richardson, qui s'indignait du fait que leur fils allait être envoyé en Irak pour mener une guerre « injuste », motivée d'abord par des « intérêts pétroliers ».

« Nous pensons que nous avons un besoin particulier de parler et une voix spéciale pour le faire », a expliqué jeudi M^{me} Lessin, qui dit compter plusieurs républicains ayant voté pour le président George W. Bush dans les rangs de son organisation.

« Ils sont graduellement arrivés à la conclusion que les motifs utilisés pour justifier l'invasion étaient mensongers », note M^{me} Lessin, qui a lancé il y a quelques mois une campagne intitulée « Bring them home NOW ! » avec le soutien d'autres organisations pacifistes, comme Veterans for peace, un groupe regroupant plus de 3000 anciens combattants américains.

► Voir RETOUR en 18

MONDE

Un rapprochement se dessine entre l'Iran et les pays arabes

AGENCE FRANCE-PRESSE

TÉHÉRAN — La poignée de main historique des présidents iranien et égyptien Mohammad Khatami et Hosni Moubarak a illustré les efforts diplomatiques, difficiles, fournis ces mois-ci pour rapprocher Iraniens et Arabes à la faveur de la chute de Saddam Hussein.

MM. Khatami et Moubarak se sont parlé mercredi en marge d'un sommet sur l'information à Genève. Jamais des dirigeants égyptiens et iraniens d'un tel rang ne s'étaient rencontrés depuis la rupture des relations entre Le Caire et Téhéran, puissances régionales, après la Révolution islamique de 1979.

M. Moubarak a souligné que c'était son homologue qui avait « demandé à (le) voir » et a qualifié les relations entre leurs deux pays de « normales ». Il ne s'est pas exprimé sur l'éventuelle réouverture de leurs ambassades respectives.

Le président égyptien avait exclu en janvier une normalisation en

expliquant que l'Iran abritait « des terroristes égyptiens ».

Cependant, le paysage régional a changé et plusieurs signes spectaculaires ont manifesté depuis lors une volonté de surmonter une défiance séculaire entre Persans et Arabes.

Le président Khatami a été l'un des premiers, le 17 novembre, à reconnaître le conseil de gouvernement transitoire placé à la tête d'un Irak auquel l'Iran a fait la guerre pendant huit ans.

C'est le soutien apporté à l'Irak par le roi Hussein pendant ce conflit (1980-1988) qui avait rompu les relations entre Téhéran et Amman. Début septembre, Abdallah II a été le premier monarque jordanien à effectuer une visite en Iran depuis près d'un quart de siècle.

Les liens avec l'Algérie ont quant à eux été formellement rétablis en 2000, mais aucun président algérien n'était venu en Iran depuis plus de 20 ans avant Abdelaziz Bouteflika en octobre. Alger et Téhéran avaient cessé de se parler en 1993.

Alger accusait alors Téhéran de soutenir le Front islamique du salut. Les soupçons d'une aide iranienne aux organisations radicales, les craintes d'une propagation de la Révolution islamique, conjuguées à l'antagonisme entre sunnites, majoritaires dans le monde musulman, et chiïtes, majoritaires en Iran, ont longtemps dressé nombre d'Arabes contre les Iraniens. Ils ont rassemblés les premiers derrière Saddam Hussein durant la guerre Iran-Irak.

Élu à la présidence en 1997, M. Khatami a poursuivi la politique d'ouverture de son prédécesseur Akbar Hachémi Rafsandjani. Aujourd'hui, l'Iran demande le statut d'observateur à la Ligue arabe, qui est basée au Caire et où l'Égypte passe pour prééminente, et le secrétaire général de l'organisation, Amr Moussa, a accueilli « favorablement » cette requête.

Avec l'occupation de l'Irak, l'Iran a vu avec inquiétude se resserrer autour de lui l'étau des États-Unis, qui ont pris sur de nombreux pays arabes de la région. Mais les États-Unis a contra-

rio s'alarment de l'influence de l'Iran sur les chiïtes d'Irak, majoritaires dans ce pays.

Du coup, les interlocuteurs de Téhéran sont volontiers envisagés comme des intermédiaires possibles avec Washington. « Nos problèmes avec les États-Unis n'ont pas besoin d'intermédiaires », assurent les Affaires étrangères à Téhéran pour contrer les spéculations, notamment autour d'une extradition des membres d'Al-Qaëda détenus en Iran.

Cependant, « l'Iran peut être considéré comme un facteur de stabilité par des pays arabes inquiets de la situation en Irak et désireux de voir Téhéran et Washington reprendre contact », estime un analyste.

Mais les divisions affichées sur l'Irak et le conflit israélo-palestinien en mai à Téhéran lors de la réunion de l'Organisation de la conférence islamique et l'évocation publique par les monarchies arabes du Golfe du contentieux territorial avec l'Iran sur trois îles stratégiques disent la difficulté de la tâche qui attend encore Arabes et Irakiens.

Les as du scepticisme

EUROPE

suite de la page 17

Les « eurosceptiques » craignent que la Constitution donne trop de pouvoirs à l'Europe et érode la souveraineté des pays membres.

Dans l'UE, il n'y a pas plus eurosceptiques que les Britanniques. *The Sun* donnait le ton, hier, avec sa manchette fracassante : « Pas de reddition ! » Le tabloïd le plus lu du royaume a même produit un livre, distribué aux politiciens et journalistes réunis à Bruxelles, exposant « le plan secret de l'Europe pour détruire notre mode de vie en introduisant une Constitution européenne ».

Le ministre des Affaires étrangères, Jack Straw, tente de calmer le jeu en assurant qu'il n'est pas question de former un « super-État fédéral européen » et que la Grande-Bretagne s'opposera à tout geste qui limiterait le veto des pays membres dans les domaines de l'impôt, de la sécurité sociale, de la défense ou de la politique étrangère. Il n'est pas davantage question d'organiser un référendum sur la Constitution, réclamé par les Britanniques. Le premier ministre Tony Blair fait la sourde oreille, sachant pertinemment qu'il le perdrait.

Hier, les 25 dirigeants ont approuvé un plan présenté par la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne pour créer une unité de planification militaire européenne indépendante de l'OTAN, un enjeu qui avait soulevé l'inquiétude des États-Unis au cours des derniers mois. Mais il reste d'autres points de friction, notamment l'inclusion d'une référence explicite au christianisme dans le préambule de la Constitution, réclamée par le pape et les pays les plus catholiques (Espagne, Irlande, Portugal, Pologne) mais rejetée par les nations laïques, comme la France.

Opposition croissante

RETOUR

suite de la page 17

Woody Powell, directeur de Veterans for peace, est d'avis qu'une fraction de plus en plus importante de la population américaine a de « sérieuses réserves » envers la politique irakienne du gouvernement. « Il y a deux courants d'opposition, un, plus limité, qui est très bruyant, et l'autre, plus passif, qui touche un grand nombre de personnes », dit-il. Un récent sondage du Pew Institute indique que 40 % des Américains souhaitent que les soldats américains reviennent au pays dès que possible.

Les manifestations pacifistes tenues à la mi-octobre à Washington ont démontré l'importance de cette opposition, note M. Powell, qui plaide pour un rôle accru de l'ONU et un transfert rapide des pouvoirs aux Irakiens. « Dans l'état actuel des choses, ils n'ont pas d'autre choix que de lutter pour leur souveraineté », note-t-il.

Selon M^{me} Lessin, l'annonce par le président Bush de la fin de la guerre en Irak, fait en grande pompe sur un porte-avion américain, a choqué les familles de soldats parce qu'elles savaient que les combats continuaient.

« Les bravades du président, qui a lancé en juillet « Bring « em on ! » aux opposants irakiens alors qu'il était bien caché dans la Maison-Blanche et que nos enfants étaient sur le terrain en train de servir de chair à canon, ont aussi choqué beaucoup de monde », note-t-elle.

Même si elle convient que son mouvement ne réunit pour l'heure qu'un nombre limité des familles des 130 000 soldats en poste en Irak, M^{me} Lessin affirme que les rangs des insatisfaits ne cessent de croître.

« Et ça ne fera qu'augmenter encore plus à mesure que les gens prendront la mesure du borbier dans lequel nous nous retrouvons. Lorsque les gens me disent que l'on ne peut pas partir maintenant, qu'il faut finir ce que l'on a commencé, je leur parle de la longue liste des noms des soldats tués au Vietnam. Il ne faut pas répéter les erreurs du passé », dit-elle.

AILES

LES AILES DE LA MODE

PYJAMAS EN FÊTE!

PYJAMAS POUR TOUTE LA FAMILLE

À PARTIR DE

29\$

CHANGEZ-VOUS



Offrez nos cartes-cadeaux électroniques de 10\$ à 500\$.

www.lesailles.com

Complexe Les Ailes, centre-ville Montréal (514) 282-4537 • Mail Champlain (450) 672-4537
Carrefour Laval (450) 682-4537 • Place Ste-Foy (418) 652-4537

MONDE

La tension grandit en Haïti

L'ambassade des États-Unis ferme ses portes

DOMINIQUE LEVANTI
AGENCE FRANCE-PRESSE

PORT-AU-PRINCE — Partisans armés du président haïtien Jean Bertrand Aristide et opposants réclamant son départ ont manifesté hier à Port-au-Prince où des barricades enflammées ont été érigées dans les rues, tandis que des témoins faisaient état d'un mort et de plusieurs blessés.

Une personne a été tuée dans le centre-ville au passage d'un véhicule à bord duquel se trouvaient des hommes armés. D'autres personnes ont été blessées par balles ou jets de pierres, selon des témoins, qui en ont attribué la responsabilité à des partisans du pouvoir.

Ville paralysée

L'activité dans la ville a été paralysée, les commerces ayant fermé leurs portes. Les véhicules étaient très peu nombreux et plusieurs témoignages ont fait état de vols de véhicules par des hommes armés partisans du régime, sillonnant les rues et rançonnant les rares automobilistes.

Plus d'un millier d'Haïtiens, dont certains armés, favorables au président, se sont rassemblés au Champ de Mars, près du vaste palais présidentiel, pour réclamer le respect du mandat de cinq ans (2001-2006) du chef de l'État.

Plusieurs milliers d'étudiants ont manifesté de leur côté pacifiquement pour demander au contraire son départ anticipé. André Apaid, coordonnateur du Groupe des 184, regroupant des membres de la société civile et du patronat, participait à cette manifestation, qui a été dispersée par la police au moyen de gaz lacrymogènes et tirs en l'air.

Selon plusieurs radios haïtiennes, des partisans armés du pouvoir se sont emparés d'un dépôt d'armes de la police nationale d'Haïti (PNH) à Port-au-Prince avant de gagner des quartiers populaires.

L'ambassade des États-Unis a fermé ses portes et demandé à son personnel et aux citoyens américains de rester chez eux, pour raisons de sécurité. Une mission de six experts norvégiens qui se trouvaient à Port-au-Prince pour former des journalistes haïtiens a

écourté de son côté son séjour.

Hier, l'influent sénateur Dany Toussaint, ancien proche du président Aristide, a annoncé sa démission du parti Lavalas au pouvoir. Sur une radio privée de Port-au-Prince, Radio Kiskeya, il a assuré qu'il avait le pouvoir « de rétablir la paix en Haïti en 48 heures » après un départ d'Aristide.

Démission remarquée

Autrefois très proche du président haïtien, Dany Toussaint est un ancien major de l'ex-armée haïtienne, dissoute en 1995. Il avait occupé les fonctions de chef de la police intérimaire après l'intervention américaine qui avait permis au président Aristide de revenir au pouvoir en septembre 1994.

À l'approche des célébrations le 1er janvier du bicentenaire de l'indépendance d'Haïti, sa démission est un coup dur pour le chef d'État qui avait appelé à « la concertation, l'union et la paix ».

La recrudescence de la tension survient alors qu'une mission française sur les relations entre Haïti et la France, conduite par l'écrivain Régis Debray, vient d'arriver à Port-au-Prince.

Le départ de Lavalas du sénateur Toussaint intervient après la démission de la ministre de l'Éducation nationale, Marie Carmel Austin. Premier membre du gouvernement à quitter ses fonctions depuis le début du mandat d'Aristide en 2001, la ministre s'était déclarée « horrifiée » par des violences de partisans armés du pouvoir contre des étudiants et des responsables universitaires il y a une semaine.

Quelque 25 personnes avaient été blessées, soulevant un tollé en Haïti et entraînant la condamnation des États-Unis, de la France et de l'Organisation des États américains.

L'opposition accrue est aussi constatée dans le reste du pays. À Jacmel et au Cap Haïtien, des manifestants ont réclamé hier le départ du président. Dans la ville côtière des Gonaïves, trois personnes ont été tuées jeudi au cours d'affrontements entre policiers et opposants armés de Jean Bertrand Aristide.

Pendentifs à diamant
Pureté SI

10 pts.	198 \$
15 pts.	268 \$
20 pts.	388 \$
25 pts.	498 \$
50 pts.	1688 \$

Boucles d'oreilles à diamants

5 pts.	58 \$
10 pts.	88 \$
20 pts.	268 \$
33 pts.	488 \$
40 pts.	588 \$
50 pts.	788 \$
1 ct.	3588 \$

Le plus vaste choix au Canada

Perles cultivées à partir de 288 \$
Perles de Tahiti à partir de 2888 \$
Perles des mers du Sud à partir de 5588 \$

Bracelets Tennis

A. Diamants

Total	1388 \$
1 ct.	2388 \$
2 cts.	3388 \$
3 cts.	4188 \$
4 cts.	5988 \$

B. Diamants et saphirs, rubis ou émeraudes sur or 14k. 888 \$

Qualité - Meilleurs prix

Profitez dès maintenant de notre

Solde saisonnier

sur tout notre inventaire de diamants, perles, or et platine.

Bague platine et diamant
Pureté VVS, couleur D-E

25 pts.	1888 \$
50 pts.	5888 \$

Bague Trinité
14k, Diamants

Total	988 \$
50 pts.	1488 \$
75 pts.	2588 \$
1 ct.	

Platine - 18k - 14k - 10k

Économisez jusqu'à 50%

Sondage Léger Marketing
Meilleure bijouterie
7 années consécutives

le Parchemin
DEPUIS 1966

Métro Berri-UQAM, 505 St-Catherine E. (514) 845-5243
Place des Arts, 175 St-Catherine O. (514) 849-8333

Coeurs à diamants sur or 14k

Total	158 \$
10 pts.	288 \$
25 pts.	488 \$
50 pts.	888 \$
1 ct.	1688 \$
2 cts.	

Super solde de Noël chez Labelle

Les plus beaux cadeaux de Noël pour Elle et Lui sont chez Labelle. Venez découvrir nos magnifiques accessoires, foulards, chapeaux, gants et mitaines tendance.

50% et plus sur marchandises sélectionnées.

	Courant	Solde
*Magnifique vision femme	7-100 \$	2 900 \$
*Castor rasé du Québec	3-900 \$	1 700 \$
*Mouton retourné (Anaka d'Italie)	3-300 \$	1 500 \$
*Mouton retourné pour homme	1-100 \$	650 \$
*Manteau Luhta	900 \$	500 \$

Financement disponible
Participez à notre concours.
Courez la chance de gagner une transformation gratuite de votre manteau.

Labelle ouvert 7 jours
6570, RUE SAINT-HUBERT, MONTRÉAL
(514) 276-3701

NETTOYAGE RÉSIDENTIEL

@ la

Nettoyage de moquettes

Rabais de 30%

19 \$ par pièce

minimum de 3 pièces*
Notre prix ord.: 87\$ pour 3 pièces

Notre méthode de nettoyage en profondeur déloge la saleté, ravive les couleurs et rafraîchit les fibres.

Nettoyage de meubles

Rabais 10\$

89 \$

1 canapé et 1 fauteuil†
Notre prix ord.: 99\$

†Nettoyage à la vapeur. Frais additionnels pour tissus spéciaux, coussins de dossier non attenants et meubles modulaires.

Renseignez-vous au sujet de nos offres spéciales de tapis d'appoint!

Offre valide jusqu'au 27 décembre 2003.

• NETTOYAGE RÉSIDENTIEL
• DÉCORATION INTÉRIEURE
• RÉNOVATION RÉSIDENTIELLE

QUALITÉ-FIABILITÉ-COMMODITÉ

1 800 818-7779

Pour les services de nettoyage résidentiel Hbc, faites le «1».

*Minimum de 3 pièces. Les pièces de plus de 200 pieds carrés comptent pour deux pièces ou plus. Prix fixé séparément pour les escaliers et les vestibules. Moquette fixe seulement. Frais additionnels pour moquette en laine. Renseignez-vous sur notre désodorisant et notre traitement de protection des fibres. L'équipement illustré peut être différent de celui qui est utilisé. Services non offerts dans toutes les régions.
© 2003. Tous droits réservés. Compagnie de la Baie d'Hudson

3187561A www.hbc.com

la

encore plus

DU SAMEDI 13 AU DIMANCHE 21 DÉCEMBRE

25 % DE RABAIS

POLO RALPH LAUREN

SOUS-VÊTEMENTS

Ord. 13 \$ à 55 \$. Solde 9,75 \$ à 41,25 \$.

Sous-vêtements pour homme seulement.

Les articles annoncés ne sont pas tous offerts à la Baie, Place Versailles. Le choix varie selon le magasin. Les rabais sont sur nos prix ordinaires, sauf avis contraire. Exceptions : articles « Notre meilleur prix chaque jour », « Atout griffé », « Achat-choc » et ceux des rayons concédés. La mention « ACHAT-CHOC » indique que nous avons trouvé une aubaine incroyable dont nous voulons vous faire profiter. Si nous indiquons un PRIX DE COMPARAISON, il s'agit du prix qu'un autre détaillant canadien a établi pour un article de qualité identique ou comparable. Précisions en magasin.

À Noël

Offrez le cadeau

AUX MILLE ET UNE POSSIBILITÉS

Carte-cadeau Hbc

Ajoutez une touche des fêtes pour 99 \$ avec une boîte pour carte-cadeau.

3180050A

MONDE

Schwarzenegger gagne son plan de reprise

AGENCE FRANCE-PRESSE

SAN FRANCISCO — Le nouveau gouverneur conservateur de Californie, Arnold Schwarzenegger, a trouvé un compromis avec les députés démocrates de l'État, dans la nuit de jeudi, sur son plan de reprise économique qui avait été recalé une semaine plus tôt.

À l'issue de trois jours et trois nuits de négociations, l'ancien acteur a obtenu le vote du Congrès de l'État, dominé par l'opposition, l'autorisant notamment à lancer un emprunt obligataire de 15 milliards de dollars pour combler le trou budgétaire californien estimé à quelque 12 milliards de dollars.

« Je félicite républicains et démocrates d'avoir mis de côté « la politique habituelle » pour travailler avec moi », a déclaré M. Schwarzenegger dans un communiqué.

Ce plan doit encore être approuvé par le Sénat de l'État, mais ce vote ne devrait pas poser de problème. Le 2 mars, il sera alors soumis par référendum aux habitants de Ca-

lifornie. Plus de deux mois après sa victoire électorale, l'ancien M. Univers engrange une victoire politique importante avec ce compromis.

Ayant promis pendant sa campagne de « l'action » pour résorber les dettes publiques, Arnold Schwarzenegger est en effet très attendu sur ce dossier.

LE TOUR DU GLOBE

ISRAËL

Armes nucléaires

Le directeur général de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) a déclaré hier, dans sa première interview accordée à un journal israélien, qu'il pensait que l'État hébreu avait des armes nucléaires, et a suggéré qu'il s'en débarrasse afin de faire avancer la paix au Proche-Orient. L'Égyptien Mohammed ElBaradei a raconté au quotidien *Haaretz* qu'il était venu plusieurs fois en Israël, la dernière lorsque Benyamin Nétanyahou était premier ministre (1996-1999). Il a alors visité plusieurs usines nucléaires du pays, mais pas le réacteur de Dimona, où l'on pense qu'Israël produit des armes. « Nous travaillons sur l'hypothèse qu'Israël a bien une capacité nucléaire », a-t-il dit, ajoutant : « Israël ne l'a jamais démenti. » d'après AP

CHILI

Ex-militaire arrêté

Un ex-officier de l'armée de l'air chilienne a été inculpé et arrêté pour son implication présumée dans l'assassinat du journaliste américain Charles Horman, exécuté en 1973 sous la dictature du général Augusto Pinochet. Le juge Jorge Zepeda, chargé du dossier Charles Horman, dont le cinéaste franco-grec Costa Gavras s'est inspiré pour tourner son film *Missing* (1982), a ordonné l'arrestation du lieutenant-colonel de la Force Aérienne du Chili (FACH), Rafael Gonzalez Verdugo. L'officier à la retraite, qui a été incarcéré dans une unité des FACH, est le premier inculpé au Chili pour la mort du journaliste américain. Selon l'enquête, l'ex-militaire a participé à un interrogatoire de Horman au ministère de la Défense à Santiago après son arrestation le 17 septembre 1973. d'après AFP

BRÉSIL

Rapprochement

La réunion du G20 des pays émergents hier à Brasilia a débouché sur un rapprochement inattendu avec l'Union européenne, qui a officiellement reconnu l'importance du bloc et avec laquelle le G20 est tombée d'accord pour relancer au plus vite le cycle de négociations multilatérales de libéralisation du commerce mondial de Doha de l'OMC. L'UE et le G20 demandent que ces négociations entamées en 2001 se poursuivent avec l'objectif de les conclure comme prévu fin 2004. d'après AFP

TURQUIE

Nouveau suspect

Un suspect impliqué dans les attentats à la voiture piégée des 15 et 20 novembre derniers à Istanbul a été écroué hier après inculpation par la Justice turque, rapporte l'agence Anatolie. Ramazan Tahta faisait partie d'un groupe de cinq personnes, dont une femme, interrogées dans la journée par un procureur et un juge dans le cadre de ces attentats qui avaient fait 61 victimes y compris les quatre kamikazes. d'après AFP

AZERBAÏDJAN

Le Baba est mort

L'ancien président d'Azerbaïdjan, Gueïdar Aliev, est décédé hier à l'âge de 80 ans dans un hôpital de Cleveland. Hospitalisé, le 6 août dernier, celui qu'on appelait le Baba (grand-père) avait déjà effectué plusieurs séjours à Cleveland depuis quatre ans pour des problèmes cardiaques et rénaux. Ancien membre du KGB, il était resté au pouvoir pratiquement sans interruption depuis qu'il avait pris la tête du Parti communiste dans le pays en 1969. d'après AP

ALLEMAGNE

Usine nucléaire

Des représentants du gouvernement chinois ont discuté à la chancellerie des conditions de la vente d'une usine nucléaire du groupe allemand Siemens à la Chine, vente qui a l'aval du chancelier Gerhard Schröder, malgré des objections des Verts, son partenaire gouvernemental. Un porte-parole du gouvernement allemand a confirmé cette rencontre et a souligné que Berlin avait indiqué à ses interlocuteurs chinois qu'il attend de leur part un engagement écrit sur la non-utilisation à des fins militaires de cette usine. d'après AFP

PROMOTION D'AUTOMNE

20% DE RABAIS à l'achat de 3 chemises ou plus (Valide jusqu'au 31 décembre 2003)

Nous avons apprécié la fidélité de notre clientèle au fil des années et espérons vous servir dans nos nouveaux locaux dans l'ouest de l'île.

Une surprenante variété de styles et de tissus
NOUS NOUS SPÉCIALISONS AUSSI
DANS LES BLOUSES POUR FEMMES.

Denis 7, Place Frontenac (coin Brunswick) (514) 426-6667
Chemises sur mesure inc. Pointe-Claire (aut. 40, sortie St-Jean, 2e lumière à droite)

pour elle et lui
Samuel
FOURRURES
Fabricant depuis 1958
ET MANTEAUX

Venez comparer, nous avons les meilleurs prix sur une des plus prestigieuses collections de fourrures et d'agneaux retournés au Québec

STYLISTE-CONSEIL POUR VOS RECYCLAGES

Manteaux de laine
Accessoires en fourrure

Solde jusqu'à 50%
sur manteaux sélectionnés

OUVERT 7 JOURS

1460, boul. Le Corbusier, Laval (Situé tout près du Centre Laval) (450) 681-1618

Parce que si vous lui offrez encore une licorne en verre pour sa collection, on va commencer à douter de votre imagination.

Des cadeaux pour femmes pleines d'avenir.

Les vêtements et chapeaux Tilley ont ce bel éclat d'aventure qui séduit la femme active.

Des TilleySilk aux ensembles pull et cardigan, l'élégance est un jeu d'enfant grâce aux nouveaux styles et coloris (à portée de main dans la valise). Ou encore, offrez-lui de quoi se lancer hors des sentiers battus avec assurance et classe grâce à des tenues polyvalentes, robustes et à l'épreuve des pickpockets.

Dans le doute ? Pensez aux chèques-cadeaux. Cette année, offrez-lui un cadeau pour partir tout de go.

Vous les adorez, sinon...
(Sinon nous vous rembourserons !)

Ally Lacey

Tilley Endurables

Tilley. Les meilleurs chapeaux et vêtements de voyage au monde

Montréal : 1050, av. Laurier Ouest

(deux rues à l'ouest de Park Avenue) (514) 272-7791

Pour obtenir un catalogue ou l'adresse d'un détaillant : 1 800 465-4249

Offrez le cadeau idéal pour Noël

La Silvia de RANCILIO
MACCHINE PER CAFFÈ

Vous fait un excellent café espresso, cappuccino, chocolat chaud, thé et tisane. La construction de cette machine est de qualité commerciale. Toutes les pièces sont en cuivre et en acier inoxydable. Ce qui fait que cette machine est d'une qualité exceptionnelle.

Autres modèles disponibles tels que :
Gaggia • Innova • Pavoni • Saeco
Accessoires : tasses, bocaux, etc.
Nous torrèfions nos cafés sur place.

Avec présentation de cette annonce, obtenez un escompte de 5 % à l'achat d'une machine à café.

UNION
UN TRADITION DE BON GOÛT

148, rue Jean-Talon Ouest
(514) 273-5555



3180322A

LINEN CHEST
La beauté intérieure

Pas de Tarces*

Présentez ce coupon et profitez de cette offre remarquable.

POUR NOËL LINEN CHEST VOUS DIT MERCI

Pas de TPS, pas de TVQ*

*Jusqu'au 24 décembre 2003, Linen Chest paiera l'équivalent de la TPS et de la TVQ sur presque toute la marchandise en magasin. Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre offre, y compris les certificats-cadeaux, et ne s'applique pas aux listes de mariage, aux produits vendus ou achetés antérieurement, à la vente d'entrepôt et aux produits Tempur.

TOUT POUR LA MAISON AUX PRIX GARANTIS LES PLUS BAS

Centre Rockland (Montréal) • Promenades de La Cathédrale (centre-ville) • Galeries Laval (Laval) • Place Portobello (Brossard)
SERVICE À DOMICILE 514.341.7810 www.linenchest.com

MONDE

L'ONU menace de quitter l'Afghanistan

Aggravation de l'insécurité

ASSOCIATED PRESS

KABOUL – Après avoir quitté l'Irak à cause des attentats, l'ONU pourrait également devoir abandonner les efforts menés depuis deux ans en Afghanistan, en raison de l'aggravation de l'insécurité et des violences attribuées aux talibans, a mis en garde hier le haut responsable de l'organisation pour le pays, Lakhdar Brahimi.

Dans un entretien à l'Associated Press, il a expliqué que ses équipes ne pourraient continuer à travailler en Afghanistan si les conditions de sécurité ne s'y améliorent pas. Au moins 11 employés d'organisations humanitaires ont été tués dans le sud et l'est du pays depuis mars.

« Les pays engagés en Afghanistan ne peuvent plus se raconter d'histoires, et ne peuvent continuer à attendre de nous que nous travaillions dans des conditions de sécurité inacceptables, a lancé M. Brahimi. Ils semblent penser que notre présence est importante ici. Et bien, si c'est le cas, ils doivent s'assurer que les conditions pour que nous soyons là soient réunies. Sinon, nous partirons. »

L'ONU a déjà évacué ses expatriés de vastes zones du pays en octobre, après l'assassinat à Ghazni de Bettina Goislar, une Française de 29 ans qui travaillait au Haut-Commissariat aux réfugiés. Des opérations ont également été suspendues dans les zones proches du Pakistan, où les talibans et leurs alliés sont les plus actifs.

Les Nations unies réclament un renforcement de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) et son déploiement hors de Kaboul. L'OTAN, qui commande l'ISAF, forte de 5500 hommes, est d'accord sur le principe, mais les pays-membres sont lents à proposer des renforts.

M. Brahimi a précisé que la Turquie envisageait d'envoyer plus de soldats. Mais il est en revanche ressorti bredouille d'une rencontre hier avec la ministre française de la Défense, Michèle Alliot-Marie. « Elle me dit qu'elle n'est pas contre le principe de l'expansion, mais personne ne propose de fonds, de soldats, et la France est engagée ailleurs », a expliqué le représentant onusien.

Outre l'ISAF, quelque 11 700 soldats, sous commandement américain, continuent à traquer les talibans et les hommes du chef de guerre Gulbuddin Hekmatyar. Une opération de grande envergure, nom de code « Avalanche », est un cours, mais déjà enteuillée par la mort de 15 enfants dans deux raids américains. M. Brahimi a donc exhorté les Américains à faire attention, et aussi à abandonner certains de leurs alliés afghans, jugés dangereux et corrompus.

M. Brahimi, qui devrait quitter son poste à la fin décembre, a appelé à une nouvelle conférence internationale sur l'Afghanistan. Car la recrudescence des attaques des talibans « retarde la création d'une société stable et pacifique », a-t-il noté, sans craindre pour autant que le processus lancé à Bonn il y a deux ans ne soit menacé.

Signe des temps, deux techniciens turcs employés d'une compagnie turco-afghane ont été enlevés il y a une semaine alors qu'ils travaillaient dans le district de Khaki Jabbar, à une vingtaine de kilomètres à l'est du centre de la capitale.

Les deux hommes pourraient avoir été emmenés vers la province du Logar, au sud de Kaboul, selon une source humanitaire occidentale.

Ils avaient été enlevés au lendemain du kidnapping de deux techniciens indiens travaillant sur le chantier de la route Kaboul-Kandahar, que les talibans ont depuis lors menacé d'exécuter.

OFFRE EN VIGUEUR LE DIMANCHE 14 DÉCEMBRE 2003 SEULEMENT, DANS LA LIMITE DES STOCKS

Rendez-vous chez Sears

CE DIMANCHE SEULEMENT



à l'achat de n'importe quelle batterie de cuisine Martha Stewart Everyday^{MC} à

45% de rabais,

obtenez un article ménager Martha Stewart Everyday au choix, d'une valeur de 50 \$ maximum,

GRATUITEMENT*

Choix de services de vaisselle, de couverts ou de verres, d'articles de décoration, luminaires et parures de fenêtre

*L'offre 'article gratuit' s'applique à un seul article à prix ordinaire, en solde ou à prix de liquidation, d'une valeur de 50 \$ maximum, avant les taxes, aux rayons des articles ménagers, des luminaires ou des parures de fenêtre. Il n'est pas possible de combiner plusieurs articles pour atteindre 50 \$ au total. La disponibilité de la marchandise varie suivant le magasin. Pas de bons de garantie-réclame. L'article gratuit doit être inclus en cas de retour. L'article gratuit ne s'applique pas aux articles Martha Stewart Everyday à thème de Noël. Prix des batteries de cuisine Martha Stewart Everyday soldées en vigueur jusqu'au mercredi 24 décembre 2003.

Offre en vigueur dans les grands magasins Sears seulement.

SEARS

Matelas et oreillers suédois

GRATUIT
2 oreillers TEMPUR d'une valeur de 300\$ à l'achat d'un matelas TEMPUR

Confectionné à partir d'un matériau unique, TEMPUR est un produit suédois approuvé par la NASA.

- L'un des 18 produits admis au Temple de la renommée de la technologie spatiale américaine
- Idéal pour personnes stressées ou ayant des problèmes physiques (maux, articulaires, douleurs musculaires, etc.)
- Procure un sommeil plus profond, plus récupérateur en soulageant les points de pression.

Comme si vous flottiez dans l'espace!

BOUTIQUE MULTI-MATELAS
527 Notre-Dame Repentigny
Tél.: (450) 582-0637
Sans frais : 1-877-582-0637

Boutique Tout pour le dos
1, boul. Henri-Bourassa Est Montréal QC
Tél.: (514) 383-1582
Sans frais : 1 800 268-1582
www.toutpourledos.com

Expérience Sommeil
8025, boul. Taschereau Brossard QC
Tél.: (450) 445-1216
Sans frais : 1 877 NAHTAJO

stokes

Épargnes épargnez des fêtes jusqu'à 70%

NOUVEAU MEGA MAGASIN À BOUCHERVILLE! VENEZ NOUS VOIR!

HIDDEN VALLEY Service de vaisselle de 16 mcs. pour 4 pers. Va ou lave-vaisselle et micro-onde. Peint à la main. **Comp.: 98,95** **49,99**

PIERRE À GRILLER Ens. de 5 mcs. Grille à deux brûleurs. Acier inoxydable. Pierre de 37x19cm. **Comp.: 68,95** **29,99**

Wok en acier carbone. **Comp.: 48,95** **14,98**

CHRISTMAS PLAID Service de vaisselle de 45 mcs. pour 8 pers. Service comp. incl. **Comp.: 208,95** **99,99**

Collection **MAGNUM** Choisissez parmi flûtes, ballons, tulipes, verres à vin rouge ou blanc. Ens. de 6 mcs. **Comp.: 15,95** **9,99**

Service à fondue en fonte de 12 mcs. **Comp.: 75,95** **29,97**

Service de couverts **ROMINA** Serv. de 84 mcs. pour 12 pers. Coffret compris. Acier inox. 18/10. **Comp.: 229,95** **129,97**

ENS À CHAMPAGNE Ens. de 6 verres à champagne. Vase-support inclus. **Comp.: 88,95** **39,98**

MEDUSA Batterie de cuisine en acier inox. 18/10 de 12 mcs. **Comp.: 199,95** **79,50**

5 ANS GARANTIE LIMITE

3 MEGA CENTRES PLUS 20

MARCHÉ CENTRAL 514.388.3315 (Boul. L'Acadie)
BLUE BONNETS 514.733.4333 (coin Décarie et Jean-Talon)
CARREFOUR DE LA RIVE SUD, BOUCHERVILLE
450.645.0424 (Complexe IKEA, à côté de L'Équipéur)

AUTRES MAGASINS DANS LA RÉGION DE MONTRÉAL (CENTRE D'ACHATS).
www.stokesstores.com

3180424A

NE122G603 © 2003. Sears Canada Inc.

HYUNDAI

LE SOLDE DES FÊTES BAT SON PLEIN.

C'EST PRESQUE DONNÉ!
MAIS ÇA NE DURERA
PAS LONGTEMPS.



HÂTEZ-VOUS! CES OFFRES SONT EN VIGUEUR JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE.

ACCENT GS 2004



PDSF DE 12 895 \$**

- Moteur multisoupapes à DACT de 1,6 litre • Transmission manuelle à 5 rapports
- Deux coussins gonflables • Dossier arrière rabattable 60/40 • Deux rétroviseurs extérieurs à commandes manuelles • Porte-verre double • Suspension indépendante aux quatre roues • Et beaucoup plus. RENSEIGNEZ-VOUS SUR LES MENSUALITÉS DE LOCATION IMBATTABLES SUR L'ACCENT GL 4 PORTES ET LA SPORTIVE ACCENT GSI 3 PORTES.

ELANTRA GL 2004 redessinée



PDSF DE 15 625 \$**

- Moteur 2,0 litres à DACT, CVCS et 16 soupapes • Deux coussins gonflables • Transmission manuelle à 5 rapports • Dossier arrière rabattable 60/40 • Radio AM/FM/CD • Télécommande d'ouverture du coffre et du volet de réservoir • Porte-verre double • Suspension indépendante aux 4 roues • Et beaucoup plus

0 \$ DE COMPTANT

OU 0 % FINANCEMENT À L'ACHAT^{††} JUSQU'À 36 MOIS

LOUEZ À PARTIR DE **149 \$*** PAR MOIS/60 MOIS
0 \$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS.

0 % FINANCEMENT À L'ACHAT^{††}

MAINTENANT JUSQU'À 60 MOIS

LOUEZ À PARTIR DE **159 \$*** PAR MOIS/60 MOIS
0 \$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ
COMPTANT DE 2099 \$
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS.

SONATA GL 2004



PDSF DE 22 395 \$**

- Moteur 2,4 litres à DACT • Glaces, verrouillage et rétroviseurs dégivrants à commandes électriques • Radio AM/FM/CD et 6 haut-parleurs • Climatiseur
- Régulateur de vitesse • Transmission automatique SHIFTRONIC^{MC}
- Télédévrouillage avec alarme • Et beaucoup plus

0 % FINANCEMENT À L'ACHAT^{††} MAINTENANT JUSQU'À 60 MOIS

LOUEZ À PARTIR DE **219 \$*** PAR MOIS/60 MOIS
0 \$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ
COMPTANT DE 2395 \$

SANTA FE GL 2004



PDSF DE 22 595 \$**

- Moteur 4 cylindres de 2,4 litres à DACT et 16 soupapes • Traction avant
- Freins à disque aux 4 roues • Roues en alliage d'aluminium de 16 po avec pneus BFGoodrich® • Climatiseur • Radio AM/FM/CD • Glaces, verrouillage et rétroviseurs dégivrants à commandes électriques
- Télédévrouillage avec alarme • Et beaucoup plus

0 % FINANCEMENT À L'ACHAT^{††} JUSQU'À 36 MOIS

LOUEZ À PARTIR DE **229 \$*** PAR MOIS/48 MOIS
0 \$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ
COMPTANT DE 2995 \$

0 % FINANCEMENT À L'ACHAT MAINTENANT JUSQU'À 60 MOIS^{††}
SUR MODÈLES SÉLECTIONNÉS
AUCUN PAIEMENT POUR 120 JOURS SUR TOUS LES MODÈLES
AVEC FINANCEMENT À L'ACHAT^{††}

www.hyundaicanada.com

DES VOITURES GARANTIES POUR LONGTEMPS :

Garantie de 5 ans/100 000 km sur le groupe motopropulseur • Assistance routière
24 heures de 3 ans/kilométrage illimité, comprenant livraison d'essence, changement de roue en cas de crevaison, déverrouillage, remorquage et autres services. Un simple appel sans frais suffit.



HYUNDAI
Gagnant

*Programme de location des Services financiers Hyundai pour les véhicules 2004 neufs suivants : Accent GS/Elantra GL/Sonata GL/Santa Fe GL 4 cylindres à traction avant; PDSF à partir de 12 895 \$/15 625 \$/22 395 \$/22 595 \$. Taux d'intérêt annuel de 0,77 %/2,16 %/3,15 %/3,99 %, mensualités de 149 \$/159 \$/219 \$/229 \$ pour 60/60/60/48 mois, sans obligation au terme du contrat de location. Coût total de location de 8940 \$/11 639 \$/15 535 \$/13 987 \$. Option d'achat de 4922 \$/5671 \$/9162 \$/11 048 \$. Comptant de 0 \$/2099 \$/2395 \$/2995 \$, première mensualité exigée. Dépôt de sécurité de 0 \$ pour tous les modèles. Frais de transport et de préparation inclus pour les Accent et Elantra, en sus pour les Sonata et Santa Fe. Toutes taxes applicables, frais d'immatriculation et frais d'acquisition de location de 350 \$ en sus. Kilométrage annuel de 20 000 km, 10 c par kilomètre supplémentaire. **PDSF des Accent GS/Elantra GL/Sonata GL/Santa Fe GL 4 cylindres à traction avant 2004 à partir de 12 895 \$/15 625 \$/22 395 \$/22 595 \$. Frais de transport, d'immatriculation, de préparation et toutes taxes applicables en sus des PDSF. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. †Aucun paiement pour 120 jours pour le financement à l'achat de tous modèles 2004 neufs et non utilisés. Aucuns frais d'intérêt pour les premiers 90 jours à partir de la date de prise de possession du véhicule par son propriétaire. Après 90 jours, les intérêts commencent à s'accumuler et l'acheteur doit payer ensuite mensuellement le capital et les intérêts pour la période stipulée au contrat. ††Taux annuel de financement à l'achat de 0 % jusqu'à 36 mois pour tous les modèles Accent et Santa Fe 2004, jusqu'à 60 mois pour tous les modèles Elantra et Sonata 2004. Les frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers sont en sus (Québec). Exemple de financement : 10 000 \$ à un taux annuel de 0 %/0 % équivalent à des mensualités de 277,80 \$/166,67 \$ pour 36/60 mois. Coût de prêt de 0 \$/0 \$ pour une obligation totale de 10 000 \$/10 000 \$. Toutes les offres de financement à l'achat et de location sont pour une durée limitée, sur approbation du crédit, et ne peuvent être combinées à aucune autre offre. Voir le concessionnaire pour les détails.

3191748A

Metro Hyundai
5008, rue Decarie
Montréal (514) 485-0001
Hyundai Président
4600 "B" boul. St-Jean
Dollard-des-Ormeaux
(514) 624-7777
Ulsan Hyundai
1625, boul. Hymus
Dorval (514) 683-5702
Vaudreuil Hyundai
125, Aimé-Vincent
Vaudreuil (450) 455-3677

Seray Auto Inc.
730, boul. Périgny
Chambly (514) 875-1959
Longueuil Hyundai
1680, boul. Marie-Victorin
Longueuil (450) 670-2080
Les Automobiles Hyundai
359, rue Laberge
St-Jean-sur-Richelieu
(450) 348-6817
Brossard Hyundai
8450, boul. Taschereau
Brossard (450) 671-2225

Hyundai Casavant
200, rue Johnson, Est
St-Hyacinthe
(450) 774-6344
Hyundai Granby
1196, rue Principale
Granby 1-888-549-8632
Hyundai de Châteauguay
77, boul. St-Jean-Baptiste
Châteauguay
(450) 699-8555
Hyundai Varennes
1855, route 132
Varennes (450) 652-4979

Hyundai Valleyfield
860, boul. Monseigneur Langlois
Valleyfield (450) 370-3330
Desmeules Hyundai
1237, boul. Des Laurentides
Laval (450) 668-6393
Hyundai Auto St-Jérôme
1180, boul. Des Laurentides
St-Jérôme (450) 432-4252
Chomedey Hyundai
2480, boul. Curé Labelle
Laval (450) 682-6000
Hyundai Blainville
1053, boul. Curé Labelle
Blainville (450) 434-5484

Houle et Frères Hyundai
290 Montée Masson
Mascouche (450) 474-1110
Hamel Hyundai
130, rue Dubois
St-Eustache (450) 974-0440
Hyundai Ste-Agathe
1701, Route 117
Ste-Agathe-des-Monts
(819) 321-3777
Performe Hyundai
1453, boul. Paquette
Mont-Laurier (819) 623-4844
Hyundai de Lanaudière
1165, rue de Lanaudière
Joliette (450) 759-7669

Coiteux Hyundai
5235, av. Papineau
Montréal (514) 521-3201
Hyundai Repentigny
845, rue Notre Dame
Repentigny (450) 582-3182
Hyundai Sorel-Tracy
1864, boul. Fiset
Sorel-Tracy (450) 743-1244
Hyundai Gabriel
7020, boul. Henri-Bourassa, Est
Montréal (514) 329-7777
Valois Hyundai
1940, 3^{ème} Avenue
Drummondville (819) 478-8148

Hyundai Victoriaville
433, boul. Bois-Francis, Nord
Victoriaville
(819) 758-5775
Hyundai N. Paquin Auto
51, 10^{ème} Avenue, Ouest
Amos (819) 732-5995
Dynastie Automobile Ltée
494, Avenue La Rivière
Rouyn (819) 762-1741
Poirier Hyundai
1940, 3^{ème} Avenue
Val d'Or (819) 874-2886

Une Palestine pauvre et sans emplois

AGENCE FRANCE-PRESSE

NATIONS UNIES, New York — Un haut responsable de l'ONU a dressé hier un sombre tableau de la situation dans les territoires palestiniens occupés, affirmant notamment qu'environ 40 % de la population

n'y avait pas la garantie de manger à sa faim.

« Deux millions et demi de Palestiniens, soit environ 60 % de la population totale, vivent sous le seuil de pauvreté », a déclaré le coordinateur spécial de l'ONU pour le Proche-Orient, Terje Roed-Larsen,

dans une intervention à la réunion publique mensuelle du Conseil de sécurité consacrée au Proche-Orient.

« Environ 30 % de la population est sans emploi et la moitié d'entre elle n'a pas accès aux soins médicaux. La plupart des Palestiniens

reçoivent une assistance sous une forme ou une autre, et environ 40 % de la population n'a pas la garantie de manger à sa faim », a-t-il affirmé.

M. Roed-Larsen a d'autre part souligné les pertes encourues par l'économie palestinienne.

Poutine redit sa foi en la démocratie

AGENCE FRANCE-PRESSE

MOSCOU — Le président russe, Vladimir Poutine, a assuré hier que « le choix de la liberté et de la démocratie réelle » fait par la Russie était « irréversible », à l'occasion de la fête de la Constitution.

« Aujourd'hui, nous ne pouvons pas imaginer notre vie sans élections libres, sans une palette complète de partis politiques (...), sans les avantages de l'économie de marché et l'ouverture au monde, sans les attributs indispensables de la démocratie », a déclaré le président russe, qui recevait au Kremlin des membres de la Cour Constitutionnelle pour marquer les 10 ans de la Loi fondamentale russe, adoptée sous la présidence de son prédécesseur, Boris Eltsine, le 12 décembre 1993.

Ces déclarations, lancées alors que la campagne pour la présidentielle du 14 mars s'engage officiellement, interviennent après les législatives de dimanche qui ont vu une très large victoire du parti pro-Kremlin, la poussée des nationalistes et l'éviction de la Douma (Chambre basse) des deux partis réformateurs, seuls défenseurs des valeurs démocratiques.

L'équité de ce scrutin a été mise en doute par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et les États-Unis, qui ont notamment dénoncé la propagande ouverte pour le parti pro-Poutine et le dénigrement du Parti communiste dans les médias d'État.

L'OSCE a été jusqu'à considérer que le scrutin marquait une « régression » du processus démocratique en Russie.

Des critiques s'ajoutant aux inquiétudes suscitées cette année en Occident par les poursuites contre le pétrolier Ioukos, considérées comme inspirées en haut lieu en raison de l'indépendance de ce groupe, de ses connections internationales et du soutien ouvert aux partis d'opposition libérale de son patron Mikhaïl Khodorkovski, arrêté le 25 octobre.

La presse libérale russe, voyant également dans les législatives passées la marque d'un tournant autoritaire du régime, a évoqué ces derniers jours la possibilité d'une refonte de la Constitution, permise par la majorité des deux tiers dont disposent désormais le Kremlin et les partis nationalistes.

Ces amendements pourraient concerner l'allongement de la durée du mandat présidentiel, et notamment la nomination par le Kremlin, et non plus l'élection, des gouverneurs de régions, afin de parfaire la « verticale du pouvoir » en Russie, selon elle.



SOYEZ PRÊT POUR VOS INVITÉS

JUSQU'À DIMANCHE

ÉCONOMISEZ 15%
AVEC TOUT ACHAT DE 100 \$ ET PLUS DE SPIRITUEUX



18+

La modération
à bien meilleur goût.
EducVino

18 ans et plus. Quantités limitées. Offre valable du jeudi 11 au dimanche 14 décembre 2003. Offre disponible dans SAQ.COM. Titulaires de permis, SAQ Dépôt, Comptoirs Vin en vrac et agences de la SAQ exclus. Les lettres-cadeaux SAQ remises dans le cadre de concours ne peuvent être utilisées pour cette promotion. Les achats ne sont pas cumulatifs. Les produits commandés par l'entremise du service des commandes privées sont exclus de cette promotion.

Achetez en ligne
SAQ.COM



3190217

.com nulle part ailleurs

Nos meilleurs tarifs offerts sur aircanada.com et destina.ca

.com une belle découverte! Venez dénicher tous les jours nos tarifs réduits pour voyager à la grandeur du pays.

Voici quelques exemples de nos tarifs Web Tango spéciaux. Aller simple de **Montréal** à partir de:

64 \$
HALIFAX

89 \$
TORONTO

118 \$
WINNIPEG

139 \$
CALGARY
EDMONTON

174 \$
VANCOUVER

Réservez d'ici le 18 décembre 2003.
Voyagez jusqu'au 2 avril 2004.

Réservez directement sur aircanada.com et obtenez un mille Aéroplan^{MD} additionnel pour chaque tranche de 3 \$ dépensés sur les vols effectués au pays. Téléphonnez à votre agent de voyages.

aircanada.com
.com c'est pas cher



Service aux personnes malentendantes (ATS): 1 800 361-8071. Les tarifs sont basés sur un aller simple. Les tarifs sont en vigueur au moment de la publication et applicables aux nouvelles réservations seulement. Les billets doivent être achetés au plus tard le 18 décembre 2003. Les voyages doivent prendre fin au plus tard le 2 avril 2004. Les tarifs indiqués ne sont pas offerts pour les départs entre le 18 et le 24 décembre 2003, le 26 et le 30 décembre 2003 et entre le 1^{er} et le 5 janvier 2004. Les taxes, les redevances de navigation de NAV CANADA, le supplément des frais de carburant lorsque applicable, les assurances et les frais d'aéroport ne sont pas inclus. Le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien, jusqu'à 75, n'est pas inclus. L'achat à l'avance peut être requis. Les billets sont non remboursables. Le nombre de places est limité et fonction de la disponibilité. Des restrictions quant aux jours et aux heures peuvent s'appliquer. Les tarifs peuvent différer selon la date de départ et de retour. Séjour minimal et maximal. D'autres conditions s'appliquent. Les vols peuvent être assurés sur des appareils d'Air Canada, de Jazz Air inc. (faisant affaire sous le nom d'Air Canada JazzTM) ou de ZIPSM. Aéroplan est une marque déposée d'Air Canada. Air Canada Jazz est une marque de commerce d'Air Canada. ZIP est une marque de commerce de Zip Air inc. Offre Aéroplan: réservez sur aircanada.com et obtenez un mille Aéroplan additionnel pour chaque tranche de trois dollars dépensés pour nos vols intérieurs. Consultez aéroplan.com pour obtenir tous les détails concernant l'accumulation des milles Aéroplan sur nos vols intérieurs ainsi que les renseignements sur l'offre de réservation en ligne.

3184120A



Habillée pour les Fêtes.

La Civic Édition Spéciale comprend 1 700 \$ d'équipement sans frais.

- Climatisation avec microfiltration d'air
- Lecteur CD
- Verrouillage électrique des portes
- Blason commémoratif Édition Spéciale

Berline ou coupé Civic SE 2004

198 \$*

par mois pour 48 mois

Incluant
**96 000 km Option 0 \$
comptant disponible**
Transport et préparation inclus
en location seulement

Taux de financement
jusqu'à 60 mois

3,8 %

0 \$ dépôt de sécurité

**Concours
Dans le Sud
avec Martin**



À l'achat ou à la location d'un véhicule Honda d'ici le 9 janvier 2004, courez la chance de gagner l'un des 10 voyages pour deux au Club Med de Cancun en compagnie de Martin Matte. Tous les détails chez votre concessionnaire.t



Civic Édition Spéciale
Illustrée

**OUI, ON A FAIT
LE PLEIN**

Tous les véhicules Honda sont livrés avec un réservoir plein.



L'ASSOCIATION DES CONCESSIONNAIRES HONDA DU QUÉBEC

HONDA

POUR OBTENIR L'ADRESSE D'UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ LE www.honda.ca OU COMPOSEZ LE 1 888 9-HONDA-9.

Les offres de location-bail sont faites par Honda Canada Finance Inc., sur acceptation du crédit. *Cette offre porte sur les berlines Civic SE 5 vitesses 2004 (modèle ES1534PX) et les coupés Civic SE 5 vitesses 2004 (modèle EM2124PX) neuves. Versement mensuel de 198 \$, pendant 48 mois pour un total de 12 172 \$ pour les berlines Civic SE 5 vitesses 2004 et de 12 300 \$ pour les coupés Civic SE 5 vitesses 2004. Versement initial de 2 668 \$, ou échange équivalent, première mensualité exigible pour les berlines Civic SE 5 vitesses 2004 (modèle ES1534PX). Versement initial de 2 796 \$, ou échange équivalent, première mensualité exigible pour les coupés Civic SE 5 vitesses 2004 (modèle EM2124PX). Programme 0 \$ comptant également offert. Franchise de kilométrage de 96 000 km; frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation (P.D.I.) inclus en location seulement. Frais de publication, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. Option d'achat au terme de la location offerte moyennant un supplément. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. Offre d'une durée limitée. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. P.D.S.F. 16 800 \$ pour les berlines Civic SE 5 vitesses 2004 (modèle ES1534PX) et les coupés Civic SE 5 vitesses 2004 (modèle EM2124PX). Transport, préparation, frais de publication, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. Le prix de vente des concessionnaires peut être inférieur. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Photo à titre indicatif. †Aucun achat requis. Ouvert aux résidents du Québec âgés de 18 ans et plus. Obtenez un coupon de participation lors de l'achat ou de la location (minimum 48 mois) d'un véhicule neuf Honda. Voyage d'une semaine pour deux adultes, départ le 7 mars 2004. Valeur approx. de 3 000 \$. Le concours débute le 24 novembre 2003 et se termine le 9 janvier 2004. Il y aura une sélection d'un finaliste par concessionnaire. Le tirage des voyages parmi les finalistes (environ 61) aura lieu le 16 janvier 2004. Règlement disponible chez votre concessionnaire participant.

MONDE

Le sang coule à Abidjan en pleine relance de la paix

LAURENT BANGUET
AGENCE FRANCE-PRESSE

ABIDJAN — Des affrontements entre des militaires ivoiriens et des inconnus en armes ont fait dans la nuit de jeudi à hier au moins 18 morts à Abidjan, selon le ministre de la Défense, René Alami, alors que forces loyalistes et ex-rebelles s'apprêtaient à relancer le processus de paix.

Des agresseurs ont également été faits prisonniers, a ajouté le ministre à la télévision, sans donner aucune indication sur leur identité.

Après avoir expliqué qu'il s'agissait d'« attaques simultanées » en trois points d'Abidjan — dont les abords du siège de la télévision nationale —, M. Amani a annoncé qu'une enquête serait diligentée.

« La situation étant sous contrôle », il a demandé « aux populations de vaquer normalement à leurs affaires », en soulignant la « détermination » du président Laurent Gbagbo et du gouvernement de réconciliation nationale à « tout mettre en oeuvre pour que les événements qui viennent de se produire ne constituent pas un obstacle à la paix et à la réconciliation nationale ».

Un haut responsable des Forces nouvelles (FN, ex-rébellion) a affirmé que les ex-rebelles avaient décidé d'annoncer leur retour prochain aux instances du gouvernement de réconciliation nationale mais que cette nouvelle flambée de violences, dans un contexte extrêmement trouble, avait bloqué cette décision.

Une délégation des ex-rebelles s'était rendue mercredi à Abidjan pour proposer un « plan de sortie de crise » permettant leur retour au Conseil des ministres, qu'ils boycottent depuis fin septembre pour protester contre des blocages dans le processus de paix.

« Nous nous étions réunis jusque tard dans la nuit et nous avions préparé un document annonçant notre retour. Et puis est arrivé ce qui s'est passé à Abidjan, nous ne savons plus quoi faire », a expliqué ce responsable, sous le couvert de l'anonymat.

La première fusillade mortelle a éclaté à proximité de la télévision nationale, dans le

quartier huppé de Cocody (centre d'Abidjan). Selon le conseiller à la Défense du président Gbagbo, Bertin Kadet, des « gbakas », minicars utilisés pour les transports en commun, qui se dirigeaient vers la télévision nationale ont été arrêtés à un barrage de gendarmerie, situé à environ 200 mètres de là, dans le quartier chic de Cocody (centre d'Abidjan).

« Les gendarmes ont demandé à les contrôler, les occupants se sont mis à tirer et les gendarmes ont riposté. Deux gbakas ont réussi à fuir mais un troisième a été immobilisé » et plusieurs de ses occupants « neutralisés », a précisé M. Kadet, ancien ministre de la Défense.

Mais des militaires ivoiriens interrogés sur place par une équipe de la télévision nationale ont semblé indiquer que les occupants des « gbakas » n'étaient pas armés, certains d'entre eux ayant lutté avec des gendarmes pour leur arracher leur fusil lors du contrôle d'identité.

À Abobo, un quartier populaire du nord d'Abidjan, deux autres fusillades similaires ont eu lieu. Un soldat ivoirien a évoqué la présence, aux côtés de « gbakas », d'un véhicule tout-terrain dépourvu de plaque d'immatriculation dont un occupant a montré au contrôle une carte de la police.

Bertin Kadet a jugé « troublant et préoccupant » que ces nouveaux affrontements surviennent alors que la Côte d'Ivoire s'apprête à franchir une étape décisive vers la paix.

Il a indiqué que certains des agresseurs tués étaient vêtus de maillots noirs portant l'inscription « brigade ninja ». Une des nombreuses milices se réclamant du président ivoirien Laurent Gbagbo, fondées après le début de la rébellion armée contre ce dernier en septembre 2002 s'était baptisée « ninja ».

Une dernière réunion sur la « réunification du pays » devait rassembler hier à Abidjan des officiers de l'armée et des Forces nouvelles (FN, ex-rébellion) à la veille du coup d'envoi du processus de désarmement dont la date avait été fixée à l'issue de négociations le 10 décembre entre ex-rebelles et loyalistes.

PRIX EN VIGUEUR LE DIMANCHE 14 DÉCEMBRE 2003 SEULEMENT, DANS LA LIMITE DES STOCKS

Noël arrive à grands pas!

Épargnez 30% de plus

sur les prix déjà réduits des vêtements et accessoires en liquidation pour toute la famille

Y compris les chaussures, bagages, dessous et accessoires féminins, linge de lit, de salle de bains et de table, vaisselle, couverts, articles de décoration, parures de fenêtre, produits pour l'environnement du foyer et quincaillerie en liquidation

pour un rabais total de 37-65% sur les prix Sears marqués à l'origine.

Et, épargnez 10% de plus sur les prix déjà réduits des montres et bijoux en liquidation.

Y compris les appareils électroniques, produits pour pelouse et jardin, équipement de golf et de culture physique, ustensiles de cuisine, petits appareils ménagers, appareils d'hygiène, meubles* et ensembles matelas-sommier en liquidation

pour un rabais total de 19-37% sur les prix Sears marqués à l'origine

Dans la limite des stocks. Le choix varie suivant le magasin. Bagages et bijoux dans certains magasins seulement. Les rabais ne peuvent être combinés à aucune autre offre.

*R/01 Meubles; à l'exclusion des meubles pour bébés



CE DIMANCHE SEULEMENT

Offre en vigueur dans les grands magasins Sears seulement.

SEARS

Pâtisserie de Gascogne
Depuis 1957

Cette année, vos clients ont-ils été sages?
Chocolats fins, confiserie et paniers garnis.

514.331.0550

Boul. Gouin, Cartierville • Boul. St-Jean, Pointe-Claire • Rue Sherbrooke, Westmount • Rue Laurier, Montréal

Super Soldes des fêtes!

épargnez jusqu'à **60%**

<p>Casa Elite ENSEMBLE D'ASSIETTES A FROMAGE en porcelaine. 7 mcs. Comp. 70,99\$ 39,99\$ l'ens</p>	<p>Casa Elite TITANIUM PRO Assortiment de poêles avec enduit titanium antiadhésif. Comp. 35,99\$ à partir de: 17,99\$ ch.</p>
<p>Casa Elite BON APPETIT Collection en céramique. Comp. 20,99\$ à partir de: 7,99\$ ch.</p>	<p>Casa Elite TITANIUM CHEF Assortiment de poêles avec enduit titanium antiadhésif. Comp. 25,99\$ à partir de: 14,99\$ ch.</p>
<p>Casa Elite CLIO Service de couverts Serv. de 84 mcs. pour 12 pers. Coffret compris. Acier inox. 18/10. Comp. 229,99\$ 129,99\$</p>	<p>Casa Elite MEDUSA Batterie de cuisine en acier inox. 18/10 de 12 mcs. Comp. 199,99\$ 79,99\$</p>

Fenton GOURMET

PLUSIEURS SOLDES EN MAGASIN!

Centre Rockland, Ville MontRoyal 418-688-0370	514-731-1756
Place du Saguenay, Chicoutimi 418-837-2394	418-698-0576
Carrefour de l'Estrie, Sherbrooke 450-653-1021	819-566-7360
Galerias de la Capitale, Québec 514-351-6393	418-623-0069
Place Versailles, Montréal 418-653-9681	450-671-6556
	514-426-1660

NISSAN

Truc n°31 pour survivre au temps des fêtes

FAITES-VOUS PLAISIR

SPÉCIAL DE FIN D'ANNÉE

Jusqu'au
2 janvier 2004

2

 VERSEMENTS
DE LOCATION

PAYÉS PAR NISSAN!††

Sentra 1.8 2004

LOCATION À PARTIR DE

169\$

 /MOIS†

Comptant initial de **1695\$**
(transport et préparation compris)

FINANCEMENT À L'ACHAT

2,8%

PRIX À L'ACHAT À PARTIR DE

15 598\$**

 PDSF

- Moteur 1,8L de 126 chevaux
- Siège du conducteur à 8 réglages
- Pneus toutes saisons de 15 po
- Barres stabilisatrices avant et arrière
- Chauffe-bloc
- Dossier arrière rabattable 60/40
- Téléouverture du coffre et de la trappe de carburant
- Et beaucoup plus!

ET 0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ À LA LOCATION†††

PROGRAMME POUR
**DIPLÔMÉS
NISSAN** ††



1000\$

 D'OPTIONS
SANS FRAIS!*

L'Altima 2.5 S Extra propose 1000\$ d'options sans frais : • jantes en alliage de 16 po • siège du conducteur à 8 réglages électriques • deux miroirs de courtoisie éclairés • commandes audio montées sur le volant • ordinateur de bord et affichage de la température extérieure • commande du volume variant avec la vitesse • dispositif antivol • et plus.

Édition Limitée de l'Altima 2.5S Extra 2004

LOCATION À PARTIR DE

289\$

 /MOIS†

Comptant initial de **3950\$**
(transport et préparation compris)

PRIX À L'ACHAT

25 298\$**

 PDSF

- Moteur 2,5L de 175 chevaux
- Transmission automatique
- Climatiseur
- Lève-glaces et verrouillage des portières électriques
- Freins à disque aux quatre roues
- Rétroviseurs extérieurs à glace dégivrante
- Chauffe-bloc
- Radio AM/FM 100 watts avec lecteur CD
- Et beaucoup plus!



AUTRES VERSEMENTS DE LOCATION
PAYÉS PAR NISSAN!††

Xterra, Frontier ou Pathfinder 2004

www.nissan.ca 1 800 387-0122

JUSQU'À 21H LES SOIRS DE SEMAINE†



†Location de 60 mois pour la Sentra 1.8 2004 (C4LG54 AA00) et location de 48 mois pour l'Altima 2.5 S Extra 2004 avec boîte de vitesses automatique (T4VG74 AE00). Acompte ou échange équivalent de 3 950 \$ pour l'Altima et de 1 695 \$ pour la Sentra. Limite de 24 000 km par année avec 0,10 \$/km extra. Premier versement et dépôt de sécurité équivalent à un versement mensuel, toutes taxes comprises, requis à la livraison. ††Les 2 premiers versements sont acquittés par Nissan Canada pour les modèles neufs et de démonstration de la Sentra 2004. Le premier versement client est exigible 60 jours après la date de signature du contrat de location. Le premier versement est acquitté par Nissan Canada sur les modèles Xterra, Frontier ou Pathfinder 2004 et les modèles Altima, Xterra ou Frontier 2003. Ces offres ne peuvent s'appliquer aux locations pré-acquittées. †††Pour un temps limité, 0 \$ de dépôt de sécurité sur la Sentra 1.8 2004. *L'offre est d'une durée limitée et peut faire l'objet de changement sans préavis. Le 1000\$ d'options en valeur additionnelle reflète la différence de prix entre la version 2.5 S avec ensemble Agrément et la version 2.5 S Extra. **PDSF de l'Altima 2.5 S Extra à boîte de vitesses automatique (T4VG74 AE00) et de la Sentra 1.8 2004 à boîte de vitesses manuelle (C4LG54 AA00). ***Taux de financement de 2,8 % à l'achat pour la Sentra pour les termes jusqu'à 36 mois. Assistance routière 24 h. †, ††, †††, †, ††††Taxes, immatriculation, assurances, obligations sur pneus neufs, frais d'enregistrement RDPRM et frais du concessionnaire en sus sur toutes les offres de location ou d'achat, transport et préparation (935 \$ pour l'Altima et 868 \$ pour la Sentra) en sus sur les offres d'achat. Sur approbation du crédit. Offres d'une durée limitée. Les concessionnaires peuvent vendre ou louer à prix moindre. Offres disponibles seulement chez les concessionnaires participants. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Les modèles illustrés sont à titre indicatif seulement. †Chez les concessionnaires participants. ††Seuls les modèles de la Sentra 2004 sont admissibles au Programme pour diplômés Nissan. Nissan, le logo Nissan, la signature "Découvrir..." et les noms des modèles Nissan sont des marques de commerce de Nissan.

L'équipe Bush harcelée par l'Irak sur plusieurs fronts

Prix sur l'essence gonflés par Halliburton?

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON – Le dossier irakien se révèle de plus en plus difficile à gérer pour l'administration Bush, prise entre l'affaire des contrats pour la reconstruction du pays, la restructuration de la dette de Bagdad et les accusations portées contre le groupe américain Halliburton.

Celles-ci sont le dernier pavé dans la mare pour la Maison-Blanche. Selon le Pentagone, une filiale du groupe, chargée du secteur pétrolier en Irak, a gonflé les prix de l'essence exportée vers ce pays pour un montant pouvant s'élever jusqu'à 61 millions de dollars.

Halliburton était dirigé par le vice-président Richard Cheney avant son entrée en fonction en 2001 et a reçu des contrats pour la reconstruction de l'Irak qui n'ont fait l'objet d'aucun appel d'offre.

Hier, la Maison-Blanche renvoyait les questions sur le Pentagone. « Nous espérons que les procédures de contrôle qui sont en place vont être suivies », s'est borné à indiquer Scott McClellan, le porte-parole de la présidence américaine.

Cette affaire tombe au plus mal pour l'administration Bush. Elle fait déjà l'objet de fortes critiques pour sa décision d'exclure des contrats de premier rang pour la reconstruction de l'Irak les entreprises des pays qui s'étaient opposés à l'intervention militaire américano-britannique pour renverser Saddam Hussein en mars.

Cette mesure a suscité les protestations véhémentes de plusieurs pays, comme l'Allemagne, le Canada, la France et la Russie qui pensaient que Washington était mieux disposé à leur égard après les tensions suscitées par la guerre en Irak.

Elle survient également au plus mauvais moment pour James Baker, l'envoyé spécial du président américain George W. Bush pour la question de la dette irakienne, qui doit s'embarquer lundi dans une tournée européenne. Elle prévoit des étapes à Paris, Berlin et Moscou qui, en tant qu'importants créanciers de l'Irak, ont le pouvoir de diminuer le fardeau financier résultant de la dette accumulée par l'ancien régime de Saddam Hussein.

La tournée de James Baker

Selon l'éditorialiste du *New York Times* Paul Krugman, la publication, à l'initiative du numéro deux du Pentagone Paul Wolfowitz, du mémorandum excluant certains pays des contrats de premier rang juste avant la tournée de James Baker, n'est peut-être pas innocente.

Le but de M. Wolfowitz pourrait être de tordre le bras de certains pays pour les inciter à envoyer des troupes en Irak, suggère Paul Krugman qui passe pour proche de l'opposition démocrate.

« Mais si les contrats ne fournissent pas le bras de levier nécessaire, pourquoi torpiller une réconciliation potentielle entre l'Amérique et ses alliés? Peut-être parce que la faction dirigée par M. Wolfowitz ne veut pas d'une telle réconciliation », suggère-t-il.

James Baker a été chef de la diplomatie américaine sous la présidence de George Bush, le père de l'actuel président, entre 1989 et 1992, et est un diplomate très respecté à l'étranger. Il va être reçu en personne, à la demande expresse de George W. Bush, par les

chefs d'État des pays visités.

La situation politique sur le terrain en Irak continue par ailleurs de poser des maux de tête à l'administration américaine, qui souhaite transférer les pouvoirs à un nouveau gouvernement provisoire en mai 2004.

Alors que le conseil du gouvernement transitoire actuel reste divisé sur le mode de formation de l'assemblée nationale qui devra désigner le gouvernement provisoire irakien, l'ayatollah Ali Sistani a fait savoir cette semaine qu'il souhaitait qu'un comité de l'ONU se penche sur la faisabilité d'élections générales.

L'accord signé entre le conseil de gouvernement et la coalition américano-britannique prévoit que l'assemblée qui doit être mise en place avant le 31 mai 2004 sera composée de notables nommés par une commission ou élus par des assemblées provinciales, mais le leader religieux chiite insiste sur la tenue d'élections générales.

Deux soldats blessés

En marge de ces développements, les attentats ont continué hier. Deux soldats polonais ont été blessés, dont l'un grièvement, par l'explosion d'une charge au passage de leur convoi sur la route menant à Hilla, à 100 km au sud de Bagdad.

À Bagdad, dans la nuit de jeudi à hier, deux obus ont explosé près du quartier général américain, sans faire de victime, a indiqué un porte-parole militaire américain.

Pour la première fois jeudi, des résistants avaient réussi à pénétrer à l'intérieur d'une base américaine pour y commettre un attentat suicide à la voiture piégée. Un soldat américain a été tué et 14 blessés dans l'enceinte du quartier général de la 82^e division aéroportée près de Ramadi, à 60 km à l'ouest de Bagdad.

Enfin, Human Rights Watch a indiqué hier dans un rapport que des erreurs tactiques et l'utilisation de bombes à fragmentation étaient à l'origine de centaines de morts parmi les civils irakiens. L'organisme critique l'utilisation de ces bombes ainsi que la stratégie militaire américaine qui vise à « décapiter » l'ancien État-major irakien en organisant des attaques contre ses ex-responsables.

La nouvelle 325Xi 2004 arrive en ville.



À partir de	Comptant	Paiement
429 \$	5 500 \$	429 \$
par mois pendant 36 mois	3 000 \$	505 \$
	0 \$	595 \$

Le nouveau X5 2004 arrive à la campagne.



À partir de	Comptant	Paiement
699 \$	8 000 \$	699 \$
par mois pendant 36 mois	5 500 \$	799 \$
	0 \$	969 \$

Un mois gratuit pour Noël*!

Jusqu'au 31 décembre seulement, les concessionnaires BMW vous offrent un mois gratuit en plus de l'offre en vigueur dans cette annonce. Une occasion unique d'ajouter le plaisir de conduire aux joies du temps des Fêtes. Hâtez-vous.

QUATRE ROUES MOTRICES. LE PLAISIR INTÉGRAL DE CONDUIRE.

4,9 % Taux de location offert sur la 325Xi.

Montréal
BMW Canbec
4090, rue Jean-Talon Ouest
(514) 731-7871
www.bmwcanbec.com

Banlieue Ouest
Automobiles Jalbert
16 710, autoroute
Transcanadienne
Kirkland
(514) 695-6662
(514) 343-3413
www.jalbert-auto.qc.ca

BMW Laval
2450, boul. Chomedey
(450) 682-1212
(514) 990-2269
www.bmwvalav.com

Rive-Sud
Park Avenue BMW
Nouvelle adresse
8400, boul. Taschereau Ouest
Brossard (450) 445-4555
Montréal (514) 875-4415
www.parkavenuebmw.com



Offre valable sur les modèles suivants: 325Xi (EU33) et X5 3.0L (FA13) 2004 neufs en stock. Les taux de location sont ceux offerts exclusivement par les Services financiers BMW et sont disponibles auprès des concessionnaires BMW participants, conditionnellement à l'approbation du crédit. Les mensualités tiennent compte des rabais du fabricant et sont établies en fonction d'un contrat de crédit-bail à terme de 36 mois. *Un montant équivalent à la première mensualité jusqu'à un maximum de 1 000 \$ taxes incluses sera remis lors de la livraison. Cette offre est applicable sur des locations de 36 mois ou plus. Les taux de location sont les suivants: 325Xi, 4,9% et X5 3.0L, 7,75%. Les valeurs résiduelles à la fin du terme sont les suivantes: 325Xi, 25 046 \$ et X5 3.0L, 34 515 \$. Des frais de 0,15 \$ pour le 325Xi et de 0,25 \$ pour le X5 3.0L sont applicables sur la portion du kilométrage excédant 20 000 km par année. Premier versement et dépôt de sécurité exigés (équivalant au premier versement) au moment de la livraison. Consultez votre concessionnaire du Grand Montréal pour connaître tous les détails. Cette offre prend fin le 31 décembre 2003. Photo à titre indicatif seulement. Entretien inclus pendant 3 ans ou 60 000 km selon les intervalles recommandés par BMW. Fret, transport, préparation, frais d'administration et taxes en sus.

MISE AU POINT

Nous tenons à informer les lecteurs d'une mise au point concernant les prix des enregistreurs DVD Panasonic indiqués dans l'encart publicitaire de Panasonic Canada Inc. distribué dans l'édition d'aujourd'hui. Les prix indiqués des modèles d'enregistreurs DVD Panasonic sont les prix soldés. Les prix de détail peuvent varier. Pour de plus amples renseignements, communiquez avec un détaillant Panasonic ou composez le **1-866-433-2767**.



PATIN BAUER SFL X (2003) GRANDEURS SÉNIOR

Les quarts **NERVURÉS** thermoformés offrent une stabilité et protection pour une fraction du poids. Les quarts à **MONOSTRUCTURE** thermoformés offrent une stabilité horizontale ultime. Support **TUUK CUSTOM+** avec lame en acier inoxydable

Régulier 299.99

269.99

HO HO HO Hockey!

Sports Rousseau
Hockey sur toute la ligne!
www.sportsrousseau.com

St-Hubert (MegaMagasin) 1701 boul. des Promenades (450) 656-1701
LAVAL (MegaMagasin) 4440, aut. Laval (440) (450) 681-8440
DOLLARD-DES-ORMEAUX 3597, boul. St-Jean (514) 626-7235
GREENFIELD-PARK 3261, boul. Taschereau (450) 926-0660
MONTRÉAL 5916, rue Papineau (514) 274-4429

Heures d'ouverture MEGA MAGASIN de LAVAL et de ST-HUBERT: lundi au mercredi de 9h00 à 18h00, jeudi et vendredi de 9h00 à 21h00, samedi de 9h00 à 17h00 et dimanche de 11h00 à 17h00. Les autres magasins: lundi au mercredi de 9h30 à 18h00, jeudi et vendredi de 9h30 à 21h00, samedi de 9h00 à 17h00 et dimanche de 11h00 à 17h00. Le solde ho-ho-hockey se termine le mercredi 24 décembre 2003. Certaines grandeurs ou couleurs peuvent manquer dans certains magasins. Équipements de gardien (sauf les bâtons) seulement aux MEGAS MAGASINS de Laval et St-Hubert. Les produits illustrés servent de référence et peuvent être différents des produits annoncés.

MONTRÉAL PLUS

Pierre Bourque sous le choc

L'UCIM retrouve sa majorité

SÉBASTIEN RODRIGUE

Le départ de trois conseillers de Vision Montréal, qui ont joint les rangs de l'Union des citoyens de l'île de Montréal (UCIM), a suscité une véritable commotion dans le parti du chef de l'opposition, Pierre Bourque, puisque deux d'entre eux ont célébré Noël dans une assemblée partisane pas plus tard que jeudi soir.

Le maire Gérald Tremblay a annoncé le passage de six conseillers municipaux dans sa formation politique hier matin, dont Pierre Lapointe, Sylvain Lachance et Frank Venneri, de Vision Montréal. Les trois autres transfuges, Ivon Le Duc, Luc Larivée et Marius Minier, siégeaient comme indépendants.

Le chef de l'opposition a appris la nouvelle en lisant *La Presse* hier matin. « Je me sens blessé, a confié M. Bourque avant la réunion de son caucus, c'est évident que, s'ils sont là, c'est parce que j'ai été derrière eux en 1994, en 1998 et en 2001. »

Sans se dire trahi, M. Bourque s'est néanmoins avoué « surpris » et « déçu ». « On était 300 et on a fêté Noël ensemble avec tous les bénévoles, il y en avait deux des trois (MM. Lachance et Lapointe), j'ai trouvé ça étrange, ils ne m'ont pas téléphoné, rien, c'est bizarre », a dit M. Bourque.

Le président de l'arrondissement de Villieray—Saint-Michel—Parc-Exten-

sion, Paolo Tamburello, a ajouté pour sa part ne plus pouvoir faire confiance aux transfuges, dont deux siègent à ses côtés au conseil d'arrondissement.

« Ça défie toute logique : ils étaient à la fête, ils ont applaudi M. Bourque avec leurs bénévoles », a raconté le conseiller Jean-François Plante (Rosemont—Petite-Patrie). Pierre Lapointe a expliqué qu'il était tout de même important pour lui de célébrer avec ceux qu'il a côtoyés au cours des dernières années.

Selon Saulie Zajdel, conseiller municipal de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, les trois conseillers ont été attirés par des postes à des commissions. « Ils leur ont probablement promis quelque chose, il n'y a pas d'autres explications, attendez en janvier », a-t-il mentionné.

La colère et les mines déconfites des conseillers de Vision Montréal tranchaient avec le sourire du maire Tremblay, qui a ainsi retrouvé sa majorité au conseil municipal. Les nombreux départs au cours des derniers mois l'avaient conduit à la minorité avec 32 conseillers municipaux.

Cette situation allait rendre difficile l'adoption du budget 2004 la semaine prochaine puisque les conseillers insatisfaits auraient pu en retarder l'adoption. Vision Montréal compte d'ailleurs voter contre le budget, de



Le maire Gérald Tremblay a présenté hier ses six nouveaux conseillers : Marius Minier, Ivon Le Duc, Luc Larivée, Sylvain Lachance, Frank Venneri et Pierre Lapointe.

même que plusieurs conseillers indépendants, notamment en raison des dépenses en forte hausse. Avec 38 conseillers pour l'UCIM contre 24 pour Vision Montréal et 11 indépendants, l'adoption du budget se fera sans problème.

Le maire de Montréal prétend toutefois que ce n'est pas sa minorité au conseil ni les risques que le budget ne soit pas adopté qui ont motivé cette annonce. « Ces gens se joignent à notre formation politique parce qu'ils croient fondamentalement à notre modèle d'organisation qui va leur donner plus d'influence », a-t-il soutenu. Les trois conseillers avaient pourtant voté contre le projet de réorganisation de l'administration Trem-

blay lorsqu'ils étaient dans l'opposition.

Le maire s'est aussi défendu d'avoir offert des bonbons aux conseillers pour les attirer dans son parti. « Je vais faire une réorganisation au mois de janvier, je vais analyser les changements que je dois apporter, notamment au niveau de nos commissions, et je prendrai en considération les qualités de l'ensemble de notre formation politique », a-t-il cependant concédé.

Les transfuges ont expliqué pour leur part ne plus partager la même « vision » que Pierre Bourque. « Il y a une façon d'arriver à une unité à Montréal et c'est pour ça qu'on fait ce geste, il faut travailler main dans la

main, nous sommes à l'heure des rassemblements », a mentionné Sylvain Lachance, conseiller de l'arrondissement de Villieray—Saint-Michel—Parc-Extension. Pour Ivon Le Duc, ce sera l'occasion de défendre des dossiers locaux plus facilement auprès de l'administration.

Les conseillers Venneri et Lachance étaient de la formation de M. Bourque depuis 1994. Pierre Lapointe avait quant à lui occupé la présidence de Vision Montréal en 1997 pour ensuite se faire élire une première fois en 1998. Marius Minier, Luc Larivée et Ivon Le Duc ont tous été élus avec Vision Montréal, mais ils ont quitté le parti à différents moments depuis les élections de 2001.

Droit de regard des élus municipaux sur l'adjudication des contrats

Un appel téléphonique de *La Presse* compromet l'adoption d'un article de la loi 23

FRANÇOIS CARDINAL

Le gouvernement Charest est passé à un cheveu, hier, de centraliser entre les mains de quelques personnes siégeant à huis clos le pouvoir d'attribuer tous les contrats de la Ville de Montréal. Les élus du conseil municipal n'auraient plus eu un seul mot à dire à cet égard.

N'eût été un appel de *La Presse* à l'hôtel de ville, hier après-midi, les élus du conseil auraient perdu le dernier droit de regard qu'ils avaient sur l'adjudication des contrats. Le projet de loi 23 « modi-

fiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal », actuellement à l'étude à l'Assemblée nationale, concentrerait en effet encore un peu plus les décisions au comité exécutif.

Or, après que *La Presse* eut téléphoné au cabinet du maire pour avoir plus d'information à ce sujet, hier, celui-ci a décroché le téléphone en catastrophe pour demander au ministre des Affaires municipales le retrait immédiat de l'article 60, qui permettait ce transfert de pouvoir, a-t-on appris de source sûre.

L'appel du cabinet du maire a ce-

pendant soulevé l'ire de la sous-ministre adjointe aux politiques, Suzanne Lévesque, puisque l'Assemblée nationale siégeait au même moment en vue de l'adoption de l'article par article du projet de loi 23. Elle ne comprenait pas que la Ville, après avoir fait une telle demande, la retire à la dernière seconde.

Selon cette clause du projet de loi, le comité exécutif n'aurait plus eu à faire approuver par le conseil municipal les contrats confiés à un soumissionnaire à la suite d'un appel d'offres. Or, cette clause avait récemment été enchâssée dans la

charte pour prévenir certains abus.

On se rappellera par exemple que, au mois de février 2002, l'administration Tremblay-Zampino avait été accusée d'avoir manipulé un appel d'offres public afin que seul l'Institut pour le progrès socioéconomique, un organisme fondé par le maire, puisse décrocher un contrat de près de 1 million de dollars.


À Montréal, la leader du parti du maire Tremblay, Dida Berku, dénonçait d'ailleurs hier ce qu'elle considérait comme un pas dans la mauvaise direction. « Ce n'est rien pour améliorer la transpa-

rence à l'hôtel de ville », a-t-elle fait remarquer.

Avant les regroupements municipaux de 2002, la charte de Montréal obligeait le comité exécutif à faire approuver par le conseil municipal tous les contrats de plus de 100 000 \$. Puis, un décret adopté en novembre 2000 a modifié la donne.

Le comité exécutif pouvait désormais autoriser un contrat de moins de 500 000 \$ sans appel d'offres, s'il n'y avait qu'un seul soumissionnaire, et de plus de 500 000 \$ s'il y en avait au moins deux.

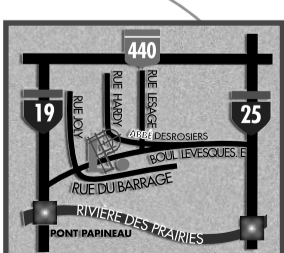
BORD DE L'EAU DUVERNAY-LAVAL



- ASCENSEUR SEMI-PRIVÉE DE STYLE
- LOFT NEW-YORKAIS
- PLAFOND DE 9 PIEDS
- VUE EXCEPTIONNELLE SUR RIVE



CONDOMINIUMS

ROBERT ST-HILAIRE
450-661-3113
514-409-5555



Ouvert sur rendez-vous
Pendant la période des fêtes

WWW.LANDRYPEPIN.COM

Les paiements records Spinelli



0\$*
à payer pour la première mensualité sur nos 2004



0\$*
À la location de toutes nos Toyota neuves 2004

PEA
Tous les modèles Toyota comprennent l'assistance routière, un plein réservoir d'essence et des tapis protecteurs.

ACCÈS TOYOTA

*Basé sur une location de 48 mois. Location 60 mois pour Echo. Exception de la Prius. Limite de 24 000 km/année. Frais de 0,15\$/km excédentaire ou moins. Transport et préparation inclus. Toutes taxes, frais d'enregistrement et assurances en sus. Contactez-nous pour plus de détails. Photos à titre de référence seulement.

SPINELLI TOYOTA

Spinelli Fairview Toyota
10, Auto Plaza (près du Centre Fairview) Pte-Claire
514 694-1510 1 800 326-1510

Spinelli Lexus Toyota
561, boul. Saint-Joseph (près du bord de l'eau) Lachine
514 634-7171 1 800 352-6111

Passionné de l'automobile depuis 1922 **SPINELLI auto.com**

La Cour supérieure dit oui à l'extradition d'un ex-Hells Angels

CHRISTIANE DESJARDINS

La Cour supérieure a entériné hier l'extradition de Richard Vallée vers les États-Unis, qui veut juger l'ex-président des Hells Angels de Trois-Rivières pour un meurtre commis sur leur territoire en juillet 1993.

La victime, Lee Carter, un agent-source à la solde des policiers américains, est mort dans l'explosion de sa Porsche, le 28 juillet 1993, à Rouses Point, dans l'État de New York, avant de pouvoir témoigner contre Vallée dans une affaire d'importation de drogue remontant à l'année précédente. En rendant sa décision, le juge

Yves Mayrand a signalé que sa tâche était de déterminer si les preuves canadiennes contre Vallée étaient admissibles légalement. Le magistrat a souligné qu'il n'avait pas droit de regard sur la preuve recueillie par les États-Unis sur leur territoire.

Preuve américaine

La preuve américaine consiste notamment en une déclaration que Serge Quesnel, ancien tueur à gages des Hells devenu délateur, a faite à Albany en 1997. Quesnel y racontait avoir reçu les confidences de Vallée sur le meurtre de Carter. Vallée disait que la police le haïssait parce

qu'il avait « fait sauter un gars » aux États-Unis. Il trouvait ça dommage pour la voiture, car elle était belle. Il aurait aussi expliqué à Quesnel comment il fallait s'y prendre pour faire sauter quelqu'un : mettre des gants, placer les explosifs, relier les fils aux pédales... Il disait aussi que lui et un autre type s'étaient déguisés en livreurs de Purolator pour faire une reconnaissance des lieux et cibler le domicile de Carter et sa Porsche.

Mais voilà, de l'eau a coulé sous les ponts depuis, et Quesnel ne serait plus chaud à l'idée de témoigner dans le procès de Vallée. M^{me} Christiane Filteau, avocate de

Vallée, a d'ailleurs fait valoir que le témoignage de Quesnel était pour le moins « fragile », ce dont le juge a convenu. Mais il a rappelé qu'il n'avait pas à se prononcer sur la preuve américaine.

Seul témoin

M^{me} Filteau demandait aussi que le mobile soit écarté de la preuve. Ce mobile serait évidemment d'éliminer le seul témoin contre Vallée dans la cause de stupéfiants. À l'époque, M^{me} Madeleine Giauque, qui était procureure dans cette affaire, avait confié à l'avocat de Vallée, M^{me} Martin Tremblay, que Carter était le seul témoin contre Vallée. « La Cour

n'a pas de preuve que Vallée a su que M^{me} Giauque avait dit à M^{me} Tremblay que le seul élément de preuve était Carter. Pour cela, il faudrait avoir le témoignage de M^{me} Tremblay », a précisé le juge Mayrand.

Quoi qu'il en soit, le juge Mayrand a finalement rejeté la requête en exclusion de preuves présentée par M^{me} Filteau, entérinant ainsi la demande d'extradition. Vallée a maintenant 30 jours pour faire valoir son point de vue devant le ministre de la Justice, ce qu'il fera, a signalé M^{me} Filteau. Par la suite, le ministre aura lui-même 90 jours pour rendre sa décision.

Rappelons que Vallée était incarcéré et en attente de son extradition, en 1997, quand il a réussi à prendre la poudre d'escampette lors de son hospitalisation dans un hôpital montréalais.

Il se serait terré au Costa Rica pendant sept ans, pour réapparaître au Québec le printemps dernier, moment où il a été arrêté.

CAPTEZ L'ÉMOTION DES FÊTES AVEC FUJIFILM

<p>FUJIFILM FinePix A210</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appareil photo numérique - Résolution 3.1 millions de pixels - Zoom 3x optique équivalent 36-108mm - Utilise carte mémoire XD - Mode vidéo <p>Carte mémoire XD de 32Mo* GRATUITE *offre postale</p>  <p>Incluant : carte mémoire 16Mo et accessoires</p> <p>299⁹⁹\$</p> <p>RECEVEZ 25\$ D'IMPRESSION PHOTO NUMÉRIQUE</p>	<p>FUJIFILM FinePix S3000</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appareil photo numérique - Résolution 3.1 millions de pixels - Zoom 6x optique équivalent 38-228mm - Interface USB - Mode vidéo - Utilise carte mémoire XD <p>Carte mémoire XD de 32Mo* GRATUITE *offre postale</p>  <p>Incluant : carte mémoire 16Mo et accessoires</p> <p>499⁹⁹\$</p> <p>RECEVEZ 25\$ D'IMPRESSION PHOTO NUMÉRIQUE</p>	<p>FUJIFILM FinePix S5000</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appareil photo numérique - Résolution 3.1 millions de pixels - Zoom 10x optique équivalent 37-370mm - Interface USB - Mode vidéo avec son - Utilise carte mémoire XD <p>Carte mémoire XD de 32Mo* GRATUITE *offre postale</p>  <p>Incluant : carte mémoire 16Mo et accessoires</p> <p>699⁹⁹\$</p> <p>RECEVEZ 25\$ D'IMPRESSION PHOTO NUMÉRIQUE</p>
--	--	---

L.L. Lozeau Valide jusqu'au 24 décembre 2003
LE GRAND CHEF DE LA PHOTOGRAPHIE ET DES TECHNOLOGIES DE L'IMAGE
(514) 274-6577 | 6224, St-Hubert
www.lozeau.com | Montréal, Québec

Offrez un cadeau qui a plusieurs vies... une oeuvre d'art !

1^{re} EXPOSITION MAJELLART
Le week-end du 13 et 14 décembre
Heures d'ouverture de 9 h à 19 h
481, rue Prince-Arthur et Durocher

Oeuvres d'artistes canadiens internationaux : Ayotte, Carson, Charland, Chatelle, Chéry, Colpron, D'Aragon, Dávila, Deschênes, Dumontier, Fournier, Michaels, Michel, Migacz, Missakian, McCoy, Nicol, Tatossian, Zékina...

Doris Vasiloff

Visitez notre galerie www.majellart.com
Tél.-Fax : (514) 849-2038 info@majellart.com
www.majellart.com

Vinum design

1480, City Councillors, Montréal (près de La Baie)
Tél. : (514) 985-3200
Achats en ligne • www.vinumdesign.com

Ensemble à Porto
Carafe avec bouchon + 6 verres INAO **50 \$**

Ensemble Dégustation
Carafe + 4 verres Ouverture **100 \$**

NOS PRIX BOXING DAY SONT ARRIVÉS!

595IF **RÉG.: 475\$ À : 299\$**

561IF **RÉG.: 575\$ À : 299\$**

Arte Pelle®
L'ART DU CUIR

COIN ST-MARTIN ET AUTOROUTE 15, LAVAL
TÉL.: (450) 978-3030

JANOME Le plus grand fabricant de machines à coudre au monde

AVIS PUBLIC VENTE BOXING DAY

Serie Quilter's Companion
JANOME
Modèle 6019QC
Bobine en surface
Système d'engagement supérieur
Enfileur d'aiguille intégré
Tous les modèles Quilter's Companion viennent avec un compartiment de rangement d'accessoires, couvercle rigide et bobine en surface.

SPÉCIAL FIN D'ANNÉE 599\$

Memory Craft
Nouveau
JANOME
Machine à broder uniquement !
MC 300E
Système de broderie intégré
Grand écran digital
Grande surface de broderie (200 mm x 140 mm)
Vitesse de broderie ajustable
3 choix de caractères d'écriture et 90 motifs intégrés
Mise à jour des fonctions d'édition

SPÉCIAL FIN D'ANNÉE 1499\$

Janome (modèle RX-18S)
JANOME
Bras libre de luxe
18 points différents
Boutonnière automatique une étape
Coupe fil incorporé
Cadran de tension dissimulé
Point de surjet extensible
Coud à deux aiguilles

SPÉCIAL FIN D'ANNÉE 299\$

Modèle: My-204D
JANOME
Surjeteuse
Coud à trois ou à quatre fils
Avec différentiel
Guides et tableau à codes de couleurs
Couture extra-large pour vêtements de sport
Point rouleté intégré
Contrôleur de vitesse électronique

SPÉCIAL FIN D'ANNÉE 479\$

Disponible chez les marchands suivants:

Carrefour Laval 23-N 3035, boul. Le Carrefour (450) 682-4112	Plaza St-Hubert 7074, rue St-Hubert (514) 271-2844	Les Promenades St-Bruno 252-D, boul. Les Promenades (450) 653-6861
Centre Fairview Pointe-Claire 6801, autoroute Transcanadienne C-21 (514) 694-4014	Lachine 1580, rue Notre-Dame (514) 634-9850	St-Eustache 22, chemin Oka (450) 473-6979
Galerias d'Anjou 7999, boul. Les Galeries d'Anjou, bureau 278 (514) 493-6971	Montréal-Nord 10807, boul. Pie-IX (514) 327-2276	St-Hyacinthe 1720, rue des Cascades Ouest (450) 773-6614
	Place Rosemère 401, boul. Labelle (450) 437-9562	JANOME Les appareils parfaits pour vous!

Noël s'en vient, nos sièges s'en vont!

Peu importe ce que l'hiver vous réserve, vous pouvez toujours profiter du confort et du service que VIA Rail a à vous offrir. Mais hâtez-vous et réservez votre voyage dès aujourd'hui, car à l'approche des fêtes, nos trains se remplissent vite!

1 888 VIA-RAIL (1 888 842-7245)
ATS 1 800 268-9503 (malentendants)

www.viarail.ca

VIA Rail Canada

3187912A

MONTRÉAL PLUS

Pas de superprocès pour Boucher et ses acolytes

CHRISTIANE DESJARDINS

L'idée de la Couronne d'en finir avec Printemps 2001 en réunissant Maurice Boucher et cinq de ses présumés acolytes dans un seul et ultime superprocès n'a pas passé la rampe.

Le juge de la Cour supérieure Gilles Hébert a décidé hier que Gregory Whooley et Jean-Richard Larivière subiraient des procès séparés, tandis que Paul Brisebois et Pierre Laurin seront réunis dans un procès commun. Ils sont tous accusés de meurtre.

Le juge estime que les délais ont été assez longs et que les accusés doivent avoir leur procès le plus rapidement possible. S'ils avaient été réunis dans un même procès, celui-ci se serait étiré sur environ un an, tandis qu'en tenant des procès séparés, l'exercice devrait durer un mois tout au plus.

Il est à noter que le procès de ces quatre accusés avait commencé devant le juge Réjean Paul au Centre

des services judiciaires Gouin, mais ils ont dû s'en retirer après un certain temps. Paul Brisebois a été écarté du procès quand son avocat, M^e Réal Charbonneau, a lui-même été cité à son procès pour outrage au tribunal par le juge Paul. Les accusés Larivière, Whooley et Laurin se sont pour leur part retrouvés « orphelins » de procès lorsque leurs coaccusés ont plaidé coupable.

Si les accusés avaient été réunis dans un même procès, celui-ci se serait étiré sur environ un an.

bles à des accusations de complots pour meurtres.

Le procès des quatre accusés aura donc lieu après les Fêtes. Ceux de Whooley, de Brisebois et de Laurin commenceront le 19 janvier, tandis que Larivière sera jugé à partir du 9 février.

La date du procès de Maurice Boucher n'a pas encore été déterminée, non plus que la date de celui d'André Chouinard. M^e Christiane Filteau a obtenu, hier, que les procès de ces deux accusés soient remis au mois de mars.

En Cour d'appel

Boucher, condamné à la prison à perpétuité pour le meurtre de deux gardiens de prison, a porté ce verdict devant la Cour d'appel.

« Il serait sage d'attendre », a fait valoir M^e Filteau, qui représentait alors M^e Jacques Larochelle, l'avocat de Boucher.

Quant à Chouinard, qui a été arrêté bien après la rafle de Printemps 2001, M^e Filteau a fait savoir qu'il y avait présentement des « discussions » avec la Couronne à son sujet. Maurice Boucher et André Chouinard seront de retour devant le tribunal en mars prochain, et on déterminera alors la suite de la procédure.

Arrestation d'un présumé meurtrier

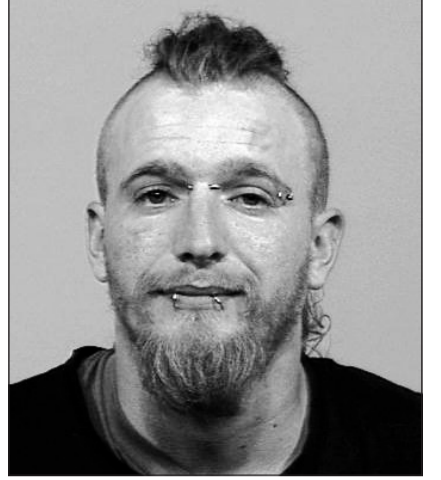
Le sans-abri sera accusé de crimes extrêmement violents contre des jeunes de la rue

CHRISTIANE DESJARDINS

Avec l'arrestation de Dominick Landry, hier à la prison de Bordeaux, la police de Montréal pense avoir résolu une série de crimes extrêmement violents survenus en mai dernier à l'encontre de jeunes sans-abri de Montréal.

Landry, 25 ans, un sans-abri originaire de Québec qui était venu vivre à Montréal, doit répondre du meurtre de Frédéric Legendre, 19 ans, originaire de Trois-Rivières. Ce dernier était aussi venu vivre dans les rues de Montréal. Le 11 mai 2003, son corps avait été retrouvé derrière le Club 281, rue Sainte-Catherine. Il avait été battu à mort.

Trois autres sans-abri, dont l'âge varie de 22 à 33 ans, auraient eux aussi subi les foudres de Landry pour une raison encore inexplicquée. Il s'agit de Sébastien Toteda, de Jean-François Léveillé et de Sylvain Gauthier, qui auraient été sauvagement battus le 8 mai 2003. En plus d'être accusé de tentatives de meurtre à leur endroit, Landry fait

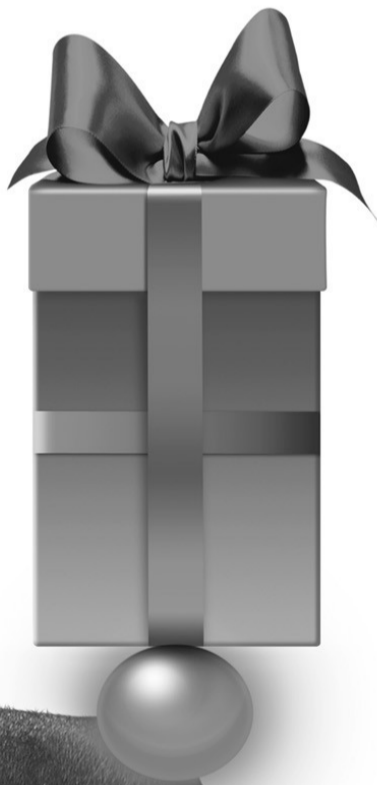


Dominick Landry, 25 ans, aurait fait régner la terreur chez les jeunes de la rue.

aussi face à des accusations de voies de fait ayant causé des lésions à John Mc Burnie, le 11 mai 2003.

Selon la police, Landry prenait énormément de drogues. Il doit comparaître sous peu pour répondre à toutes ces accusations.

Dénichez le plus beau cadeau.



Le tout-en-un des fêtes
3 mois gratuits

- > Appels locaux, messages textes et clavardage illimités entre abonnés Fido
- > 1000 minutes soirs et week-ends
- > 100 minutes de jour en semaine

Plus

- > Appareil Siemens A56



Le tout pour seulement

100\$

Aucun contrat à signer

Achetez sur fido.ca ou en composant le 1 888 481-FIDO.

L'offre de trois mois gratuits comprend les appels locaux, les messages textes et le clavardage par la Messagerie texte seulement (excluant les appels effectués en utilisant la Messagerie vocale, le Rappel éclair, le Renvoi d'appels et la Messagerie fax). Les frais d'interurbain et d'itinérance sont en sus. Après l'expiration de la période de trois mois, les frais mensuels de 25 \$ par mois applicables au forfait Fido à Fido, les frais d'accès au réseau et les autres frais applicables seront facturés. L'offre est d'une durée limitée et comporte certaines restrictions. Détails en magasin.

fido

fido LES MAGASINS

- 1004, rue Sainte-Catherine Ouest
- Carrefour Angrignon
- Carrefour Laval
- Centre Rockland

- Place Versailles
- Place Rosemère
- Centre Fairview Pointe-Claire
- Carrefour du Nord, Saint-Jérôme

- Mail Champlain
- Les Promenades St-Bruno
- Les Galeries d'Anjou

Cette offre est également disponible dans les points de vente Fido participants de la grande région de Montréal:



LE TOUR DU QUÉBEC

SHAWINIGAN

Camion-échelle à la renverse

Un camion-échelle du service des incendies de Shawinigan s'est renversé hier matin au cours d'un exercice qui se tenait dans le stationnement de l'aréna Jacques-Plante. Cet incident n'a fait aucun blessé mais a causé de lourds dommages au véhicule, qui date de 1980. Selon le service des communications de la Ville, le vent aurait fait basculer l'échelle du camion, qui était alors déployée d'une centaine de pieds, entraînant dans sa chute le lourd véhicule et le rendant hors d'usage.
Le Nouvelliste

SHERBROOKE

Hausse de taxes

Le conseil municipal de Sherbrooke adoptera lundi soir un budget qui alourdira la charge fiscale de ses contribuables de 3,5 % en 2004. À cette ponction supplémentaire s'ajoutera la récupération de 5 % applicable aux contribuables qui habitaient autrefois la banlieue. La majoration ne s'appliquera pas uniformément sur le territoire de la nouvelle ville mais dépendra des fluctuations par secteur, mesurées lors du nouveau rôle d'évaluation établi en moyenne à 7,45 % selon les différentes catégories de propriétés.
La Tribune

SAINT-RAYMOND

Inondations

L'état d'urgence a été décrété pour la deuxième fois en trois semaines hier à Saint-Raymond-de-Portneuf en raison d'importantes inondations. La rivière Sainte-Anne, qui traverse la ville sur plusieurs kilomètres, est sortie de son lit, forçant la fermeture des trois écoles de la municipalité et l'évacuation d'une quarantaine de personnes, dont 15 habitants d'une résidence pour personnes âgées autonomes. Les autorités municipales, en collaboration avec des responsables de la Sécurité civile, ont dû déployer le plan d'urgence en pleine nuit.
Le Soleil

SEPT-ÎLES

Aluminerie Alouette : des accusations

Deux travailleurs du chantier de construction de l'aluminerie Alouette de Sept-Îles sont accusés d'avoir intimidé et menacé des travailleurs dans le but de les obliger à changer de syndicat. Les deux travailleurs seraient des charpentiers-menuisiers membres de la section locale 9 de la FTQ et délégués de chantier pour la FTQ.
Le Soleil

SOLDE fin d'année

FAUTEUIL ERGONOMIQUE

- DISPONIBLE EN NOIR AVEC DOSSIER EN MAILLES
- AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR
- BRAS FIXES ET BASE EN ALUMINIUM

99⁹⁹*
Rég. 119⁹⁹

POSTE INFORMATIQUE

- DISPONIBLE EN FINI ÉRABLE SUR PIÈTEMENT DE MÉTAL ARGENT
- TIROIR-CLAVIER
- TABLETTE DE RANGEMENT
- DIMENSIONS : 29,5" L X 22,5" P X 29,5" H

79⁹⁹*
Rég. 99⁹⁹

CHAISE OPÉRATEUR

- DISPONIBLE EN NOIR OU GRIS
- AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR

SANS BRAS
39⁹⁹*
Rég. 59⁹⁹

AVEC OPTION BRAS FIXES
49⁹⁹*
Rég. 69⁹⁹

CHAISE APPUI-GENOUX

- DISPONIBLE EN NOIR, BLEU ET ROUILLE
- SIÈGE ET APPUI-GENOUX REMBOURRÉS
- AJUSTEMENT MANUEL DE LA HAUTEUR

89⁹⁹*
Rég. 99⁹⁹

FAUTEUIL OPÉRATEUR

- DISPONIBLE EN GRIS, ARGILE, BLEU OU NOIR
- AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR
- RÉGLAGE DE L'INCLINAISON DE L'ASSISE ET DU DOSSIER
- BRAS AJUSTABLES EN HAUTEUR

149⁹⁹*
Rég. 159⁹⁹

POSTE DE TRAVAIL

- DISPONIBLE EN FINI AULNE ET NOIR OU ÉRABLE ET NOIR
- TIROIR CLAVIER • BIBLIOTHÈQUE LATÉRALE
- SUPPORT POUR ORDINATEUR ET UN CAISSON AVEC TIROIR-FILÈRE POUR FORMAT LETTRE OU LÉGAL
- DIMENSIONS : 60" L X 67" P X 30" H

199⁹⁹*
Rég. 249⁹⁹

POSTE INFORMATIQUE MOBILE

- DISPONIBLE EN FINI BLEU SUR PIÈTEMENT DE MÉTAL ARGENT
- TABLETTE POUR CLAVIER AVEC PLATEAU POUR SOURIS
- SUPPORT INCLINÉ POUR MONITEUR
- ESPACE POUR ORDINATEUR
- DIMENSIONS : 38" L X 30" P X 31" H

49⁹⁹*
Rég. 69⁹⁹

POSTE INFORMATIQUE MOBILE

- FINI CERISIER
- 3 TABLETTES AJUSTABLES ET 1 FIXE
- DIMENSIONS : 24" L X 9,5" P X 67,5" H

39⁹⁹*
Rég. 49⁹⁹

BIBLIOTHÈQUE

- FINI CERISIER
- 3 TABLETTES AJUSTABLES ET 1 FIXE
- DIMENSIONS : 24" L X 9,5" P X 67,5" H

39⁹⁹*
Rég. 49⁹⁹

SUPPORT MOBILE POUR PORTABLE

- DISPONIBLE EN FINI CERISIER MOYEN OU ANTHRACITE
- PIÈTEMENT MÉTALLIQUE EN FINI ARGENT A HAUTEUR AJUSTABLE
- PLATEAU A ANGLE AJUSTABLE
- DIMENSIONS : 29,5" L X 15" P X 27"-38" H

79⁹⁹*
Rég. 89⁹⁹

TABLE À DESSIN MOBILE

- DISPONIBLE EN FINI ÉRABLE SUR PIÈTEMENT DE MÉTAL TITANIUM
- ANGLE AJUSTABLE
- PEUT SE TRANSFORMER EN SURFACE DE TRAVAIL
- PLATEAU À CRAYON
- PORTE-GOBELET
- ESPACE DE RANGEMENT
- DIMENSIONS : 36" L X 24" P X 30,5" H

109⁹⁹*
Rég. 129⁹⁹

FAUTEUIL OPÉRATEUR

- DISPONIBLE EN PLASTIQUE BLEU OU GRIS
- AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR
- BRAS FIXES

69⁹⁹*
Rég. 89⁹⁹

POSTE INFORMATIQUE MOBILE

- DISPONIBLE EN FINI CERISIER SUR PIÈTEMENT DE MÉTAL NOIR OU ÉRABLE SUR PIÈTEMENT DE MÉTAL ARGENT
- TIROIR-CLAVIER 25" • 2 PLATEAUX PIVOTANTS
- SUPPORT POUR ORDINATEUR ET MONITEUR
- PLATEAU POUR TÉLÉPHONE ET PORTE-DOCUMENTS
- DIMENSIONS : 48" L X 24" P X 35" H

149⁹⁹*
Rég. 189⁹⁹

FAUTEUIL INCLUS COULEUR SABLE AVEC BASE ARGENT

FOURNITURES DE BUREAU

DENIS

3185051A

MAGASINS ET SALLES DE MONTRE

ANIQU Les Galeries D'Anjou (514) 351-1055	POINTE-CLAIRE 2355, Rte Transcanadienne (514) 428-8044
BELOEIL 329, Duvernay (450) 464-1072	QUÉBEC 1415, boul. Charest O. (418) 682-3113
BROSSARD 7503, boul. Taschereau O. (450) 656-4840	ST-JÉRÔME 291, De Villemure (450) 438-4111
GATINEAU 120, boul. de L'Hôpital (819) 561-5611	ST-HYACINTHE 1312, rue des Cascades (450) 778-1212
LAVAL 2990, boul. Le Corbusier (450) 687-8682	SAINT-LAURENT 3500, Côte-Vertu (514) 332-7883
LONGUEUIL 2255, Place Roland-Therrien (450) 468-6319	SOREL-TRACY 72, rue du Roi (450) 742-2706
MONTRÉAL Centre-ville 499, Viger O. (514) 878-3777	TERREBONNE 1348, boul. Moody (450) 471-8704
OTTAWA 2500, Lancaster Road (613) 739-8900	TROIS-RIVIÈRES 2450, boul. des Récollets (819) 376-2538

OFFRE EN VIGUEUR JUSQU'AU 24 DÉCEMBRE 2003 OU JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS. AUCUNE COMMANDE NE SERA DIFFÉRÉE. *ASSEMBLAGE REQUIS **TERRITOIRES LIMITÉS. †SUR APPROBATION DU SERVICE DE CRÉDIT VISA DESJARDINS. VOIR DÉTAILS EN MAGASIN.

POUR COMMANDER

PAR TÉLÉPHONE (514) 336-8113 EN LIGNE www.Denis.ca

LIVRAISON GRATUITE MÊME LE SAMEDI**

FINANCEMENT accord D sans intérêt DISPONIBLE! Desjardins

GRAND SOLDE DE VÊTEMENTS HABILLÉS HARRY ROSEN

JUSQU'À

1/3

DE RABAIS

SUR CERTAINS VÊTEMENTS HABILLÉS

Ces jours-ci, vous obtenez jusqu'à 1/3 de rabais à l'achat de certains complets, vestons sport et pantalons habillés, tous offerts dans un grand choix de tailles, de modèles et de couleurs. Hâtez-vous d'en profiter car les premiers arrivés seront les premiers servis. Prenez note que le service de retouche est gratuit.

[SOLDE EN COURS]

HARRY ROSEN

LES COURS MONT-ROYAL 514.284.3315 • CENTRE ROCKLAND 514.735.6227 • www.harryrosen.com



ON EST L'ATELIER DU PÈRE NOËL!

Les OUTILS

Des cadeaux utiles toute l'année!

HORAIRE DES FÊTES
 12-23 déc: 8h à 21h
 24 déc: 8h à 17h
 25 déc: Fermé
 26 déc: 13h à 21h

14

- SUCCURSALES!**
- ANJOU
 - BEAUPORT
 - BROSSARD
 - GATINEAU
 - LASALLE
 - LAVAL
 - MARCHÉ CENTRAL
 - NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
 - POINTE-CLAIRE
 - QUÉBEC
 - ROSEMÈRE
 - SHERBROOKE
 - STE-DOROTHÉE
 - ST-HUBERT

LES CERTIFICATS-CADEAUX RÉNO-DÉPÔT!

TOUJOURS UNE EXCELLENTE IDÉE-CADEAU!



Offerts en coupures de \$10, \$25 ou \$50! Renseignez-vous au comptoir Info-Service.

Si jamais vous trouvez un article identique à plus bas prix ailleurs, que nous pouvons vérifier, nous vous l'offrirons au même prix que notre concurrent, moins

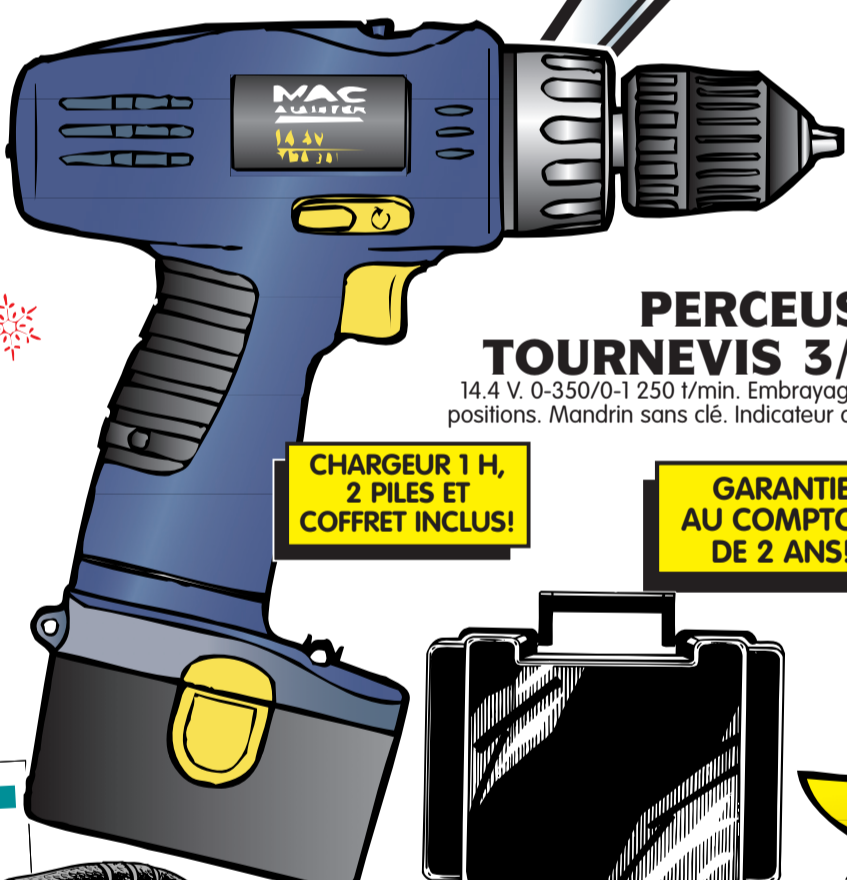
10% SUR-LE-CHAMP... GARANTI!

En raison des fluctuations du marché, les prix peuvent varier après le 18 décembre 2003. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités à un nombre raisonnable, pour nos clients entrepreneurs comme pour le grand public. Nous nous efforçons de faire une publicité juste et véridique. Par ailleurs, une erreur humaine ou mécanique pourrait survenir. Dans un tel cas, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour satisfaire notre clientèle. Nos prix ne comprennent pas la TPS ni la TVQ. Notre garantie de prix imbattables, avec 10% de moins sur-le-champ, ne s'applique pas aux soldes de liquidation, de fin de saison et de faillite de nos concurrents. Certains produits peuvent différer des illustrations. © Réno-Dépôt inc. 2003.



ÉTABLI «WORKMATE 225»
 En acier. Peut supporter jusqu'à 450 lb. S'utilise comme porte-outil, étau ou chevalet.

59⁹⁵



PERCEUSE/TOURNEVIS 3/8"
 14.4 V. 0-350/0-1 250 1/min. Embayage à 22 positions. Mandrin sans clé. Indicateur de pile.

CHARGEUR 1 H, 2 PILES ET COFFRET INCLUS!

GARANTIE AU COMPTOIR DE 2 ANS!

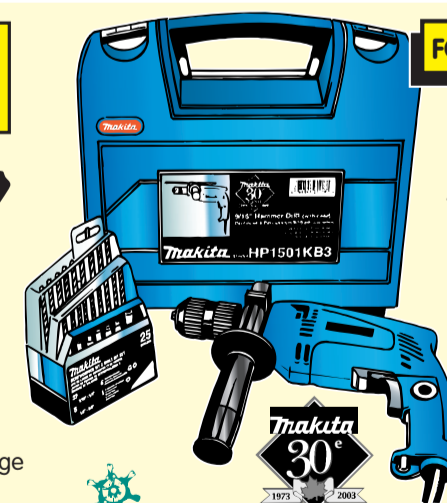
69⁹⁴



SKIL
 LAME, PILE, CHARGEUR ET SAC DE TRANSPORT INCLUS!

79⁹⁷

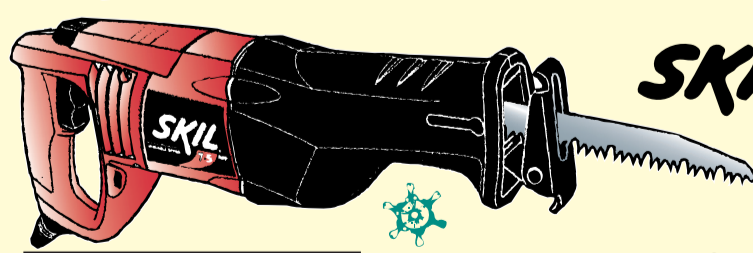
SCIE SAUTEUSE ORBITALE
 14.4 V. 800-1 900 c/min. Réglage du mouvement orbital. Changement de la lame sans outil. Gâchette à 2 doigts avec verrouillage de sécurité. Prise souple confortable.



FORETS EN PRIME!

\$128

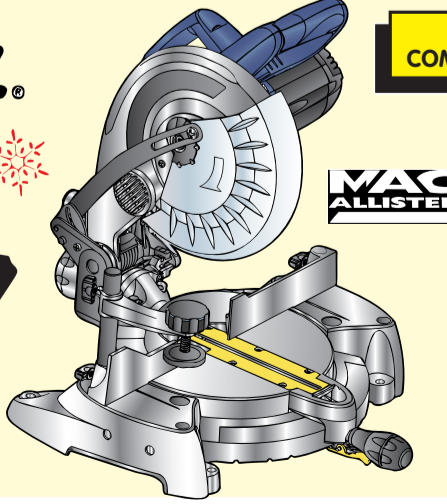
ENS. PERCEUSE À PERCUSSION 1/2"
 5 A. 0 à 2 800 t/min. Vitesse variable et réversible. Design ergonomique. Grande gâchette. Poignée latérale 360°. Mandrin sans clé. Pour bois, béton et acier. Coffret inclus. HP1501KB3 (281730)



COFFRET ET 3 LAMES INCLUS!

89⁹⁷

SCIE ALTERNATIVE
 7.5 A. 0 à 2 400 c/min. Longueur de course 1-1/8".



GARANTIE AU COMPTOIR DE 2 ANS!

\$198

SCIE À ONGLETS COMBINÉE 10" AVEC LASER
 15 A. 5 000 1/min. Blocage de la lame. Guides de coupe. Coupe en biseau 0-45°. lame de 40 dents à pointes au carbure et ramasse-poussière inclus. TDB306 (285976)